



LES FILLES DANS LA CRISE

VOIX DU BASSIN
DU LAC TCHAD



PLAN
INTERNATIONAL

*Filles vivant dans un camp de réfugiés
dans la région de Diffa au Niger.*
(©Plan International)



**LES ADOLESCENTES FONT PREUVE
D'UNE GRANDE RÉSILIENCE, DE
COMPÉTENCES ENTREPRENEURIALES,
D'UNE DÉTERMINATION À TRAVAILLER
DUR, D'UN SOUHAI D'AIDER LES
AUTRES, D'OPTIMISME POUR L'AVENIR,
DE PERSPICACITÉ ET DE COURAGE –
L'ENSEMBLE DES COMPÉTENCES ET DES
ATTRIBUTS QUI SONT ESSENTIELS POUR
TOUTE SOCIÉTÉ ASPIRANT À UN AVENIR
PACIFIQUE, PROSPÈRE ET SÛR.**

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ EXÉCUTIF	1
1. INTRODUCTION	5
1.1 Le contexte du bassin du lac Tchad	6
1.2 Questions et objectifs de l'étude	8
1.3 Hypothèses de l'étude	8
1.4 Méthodologie	8
1.5 Collecte de données	9
1.5.1 Étude quantitative	9
1.5.2 Étude qualitative	9
1.5.3 Questions des échantillons	11
1.6 Analyse de données	12
1.7 Déontologie de l'étude	12
1.8 Limitations des données	13
1.9 Examen de la littérature	13
1.9.1 Un accent placé sur les adolescentes	13
1.9.2 Établissement de rapports sur les adolescentes dans le bassin du lac Tchad	14
1.10 Le contexte de la crise prolongée	15
2. CONCLUSIONS DE L'ÉTUDE	17
2.1 Sites d'insécurité	18
2.1.1 Expérience et perceptions de la violence	18
2.1.2 Liberté de mouvement	22
2.1.3 Séparation des familles	23
2.1.4 Obstacles à l'accès à l'éducation	24
2.1.5 Insécurité économique et moyens de subsistance	26
2.1.6 Tâches ménagères et responsabilités familiales	27
2.1.7 Sécurité alimentaire et nutritionnelle	28
2.1.8 Accès aux soins de santé	29
2.1.9 Mécanismes d'adaptation négative	34
2.2 Sites de résilience	35
2.2.1 Réseaux de pairs, structures communautaires et espaces sûrs	35
2.2.2 Autonomie et influence	35
2.2.3 Optimisme	36
2.2.4 Activités de subsistance	36
2.2.5 L'éducation	36
2.4 Contacts avec la communauté humanitaire	37
3. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	39
3.1 Observations finales	40
3.2 Recommandations	41
NOTES DE FIN	46

LISTE DES FIGURES ET DES TABLEAUX

- Figure 1 :** Cinq influences sur la méthodologie de la recherche
- Tableau 1 :** Nombre d'entretiens avec des informateurs clés et de discussions de groupe par lieu
- Figure 2 :** Perception des adolescentes relativement à la sécurité dans la communauté
- Figure 3 :** Perceptions des adolescentes relativement à la sécurité dans le ménage : Nigeria
- Figure 4 :** Situation maritale des filles
- Figure 5 :** Fréquentation scolaire, par âge et par lieu
- Figure 6 :** Type d'école fréquentée, par âge et par lieu
- Figure 7 :** Comment soutenez-vous votre famille et votre communauté ?
- Figure 8 :** Au cours des quatre dernières semaines, êtes-vous allée au lit le ventre vide parce qu'il n'y avait pas suffisamment à manger ?
- Figure 9 :** Si vous n'accédez pas à des soins de santé, quelle en est la raison ?
- Figure 10 :** Comment vous sentez-vous la plupart du temps ?

ACRONYMES

CEFM	Mariage d'enfants, mariage précoce et mariage forcé
OSC	Organisation de la société civile
GBV	Violence fondée sur le genre
ONG	Organisation non gouvernementale
MHM	Gestion de l'hygiène menstruelle
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la Population
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
OCHA	Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires

PHOTOS

Les titres de photos avec un astérisque (*) incluent des noms modifiés pour raisons de protection de l'enfant.

RÉSUMÉ EXÉCUTIF



Femmes faisant la queue afin de s'inscrire pour bénéficier d'une aide d'urgence à Mubi dans l'État d'Adamawa au Nigeria.

(©Plan International)

La crise qui affecte le bassin du lac Tchad est l'une des situations d'urgence humanitaire les plus graves à l'échelle mondiale : plus de 2,4 millions de personnes, dont la moitié sont des enfants, ont été déplacées. La plupart sont des réfugiés, mais ce nombre comprend également des personnes déplacées dans leur propre pays et des personnes de retour dans leur pays.

Plus de 10,7 millions ont besoin d'une aide humanitaire dans le nord-est du Nigeria, à l'extrême nord du Cameroun, dans l'ouest du Tchad et dans le sud-est du Niger. Bien que les civils soient confrontés à une multitude de formes d'insécurité, les incidences de cette crise prolongée sur les adolescentes sont différentes par rapport aux garçons adolescents et aux femmes, et ces particularités sont souvent ignorées.

En s'efforçant de comprendre les différentes expériences des adolescentes dans la crise du bassin du lac Tchad et les moyens par lesquels elles y font face, le secteur humanitaire a la possibilité de s'associer avec elles pour répondre à leurs préoccupations et renforcer leurs capacités. Ce rapport vise à mettre en avant les sites où les adolescentes vivent dans l'insécurité ainsi que les moyens par lesquels elles y font face et continuent d'aspirer à l'établissement de communautés plus sûres pour elles-mêmes et pour leur entourage.

Cette étude examine le niveau d'appréciation d'adolescentes comprises dans deux tranches d'âges (de 10 à 14 ans et de 15 à 19 ans) concernant l'impact spécifique que la crise a sur elles. Il cherche à amplifier leurs voix et à souligner leurs perceptions de la crise et présente leurs opinions sur les types d'interventions que la communauté internationale pourrait mener. Souvent, les adolescentes ne considèrent pas la crise ou leur propre situation de la même manière que les adultes ou les professionnels du secteur. L'approche adoptée dans cette étude nous encourage à dépasser les approches thématiques et les priorités conventionnelles et permet aux adolescentes de présenter elles-mêmes leurs expériences et leurs besoins.

S'appuyant sur les données de recherches menées de mars à mai 2018 avec les adolescentes et leurs communautés dans une multitude de sites au Niger, au Nigeria et au Cameroun, cette étude indique que les problèmes suivants constituent les principales préoccupations pour les adolescentes :

PRINCIPALES CONCLUSIONS

LA VIOLENCE PHYSIQUE

Les adolescentes ont fait état d'une grande diversité d'actes de violence, y compris la violence liée aux conflits, la violence dans les communautés, ainsi que la violence domestique qui s'imisce dans pratiquement tous les aspects de leur vie et l'affecte. Dans l'ensemble des sites de l'étude, un grand nombre d'adolescentes ont confié qu'elles ne se sentaient pas en sécurité dans leurs communautés (notamment la plupart des filles à Mubi au Nigeria), et particulièrement pendant la nuit, craignant des actes de harcèlement et la présence de gangs armés. Ce sentiment d'insécurité se retrouvait également dans les foyers, notamment chez les personnes déplacées. La violence est également très répandue, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des foyers, près d'un quart des filles interrogées déclarant avoir subi des agressions physiques au cours du mois précédent. Elles ont attribué la détérioration des conditions économiques à une intensification récente de la violence dans les foyers. Les adolescents qui ne vivent pas chez leurs parents sont particulièrement exposés à des violences dans leur foyer.

LA VIOLENCE SEXUELLE

Les filles sont confrontées à des actes de harcèlement sexuel et de violence sexuelle perpétrés par un grand nombre de personnes différentes. Bien que peu de personnes interrogées aient souhaité aborder le sujet de la violence sexuelle liée aux conflits, certaines ont parlé d'enlèvements et de mariages forcés perpétrés par des groupes armés. D'autres ont mentionné la vulnérabilité spécifique des filles qui travaillent comme servantes domestiques face aux agressions sexuelles : ce sont en particulier les adolescentes séparées de leurs parents qui sont susceptibles de travailler hors de chez elles et de vivre et travailler dans d'autres ménages, ce qui exacerbe leur vulnérabilité en matière d'insécurité et de préjudices. Un grand nombre d'adolescentes ont aussi évoqué la victimisation de celles qui ont survécu à de telles agressions par une stigmatisation ou en étant forcées de se marier avec leur agresseur. En outre, près d'un dixième (8 %) de l'ensemble des filles interrogées ont indiqué avoir subi des harcèlements sexuels au cours du mois précédent, et nombreuses sont celles qui ont déclaré avoir changé de comportement et limité leurs mouvements dans les lieux publics en raison des actes de harcèlement et d'abus. Sur plusieurs sites de l'étude, certaines adolescentes interrogées ont parlé de filles forcées d'avoir des rapports sexuels avec des hommes pour survivre dans la crise économique actuelle.

LE MARIAGE D'ENFANTS, LE MARIAGE PRÉCOCE ET LE MARIAGE FORCÉ

Dans l'ensemble des sites de l'étude, les mariages d'enfants, précoces et forcés sont très courants – les filles, ainsi que certains parents et tuteurs, indiquant que le phénomène s'accroît en raison de la crise, de la détérioration des conditions économiques et de l'intensification de l'insécurité alimentaire. Ils constituent une menace au bien-être actuel des filles et à leurs perspectives d'avenir et un obstacle majeur à leur accès à l'éducation, car les filles sont forcées d'abandonner l'école pour se marier. En outre, les mariages d'enfants, précoces et forcés augmentent les taux de grossesses précoces et, par conséquent, les risques de santé associés.

INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET INSUFFISANCE D'EAU POTABLE

L'insécurité alimentaire a considérablement augmenté du fait des violences liées aux groupes armés qui détruisent l'accès à l'agriculture, à la fois en tant qu'activité génératrice de revenus et à des fins de subsistance. Ceci expose les adolescentes à une insécurité, non seulement parce qu'elles connaissent la faim (la majorité – 62 % – indiquant avoir été au lit le ventre vide certains jours au cours du mois précédent), mais également du fait que les filles travaillent dans des secteurs informels et non réglementés pour aider à subvenir aux besoins de leur famille. De même, l'étude a également démontré que les pénuries d'eau exposent les filles à l'insécurité, principalement parce qu'elles sont responsables de collecter l'eau, ainsi que des aliments et du bois de chauffe, parcourant souvent de longues distances, ce qui leur fait courir des risques supplémentaires d'harcèlement et de violence physique.

UNE MAUVAISE SANTÉ

Plus de la moitié des filles interrogées (53 %) ont déclaré qu'elles avaient subi des blessures majeures ou contracté une maladie grave au cours de l'année précédente, principalement le paludisme. Elles ont mentionné également le VIH parmi les problèmes de santé auxquels elles étaient confrontées, malgré la stigmatisation très marquée relativement à cette maladie. Même si la plupart des filles (82 %) ont effectivement accès à des soins de santé, certains obstacles persistants dans le bassin du lac Tchad empêchent les adolescentes d'accéder à des soins de santé appropriés, principalement en raison du coût des médicaments et des visites chez le médecin. En outre, d'importantes barrières entravent la jouissance et la réalisation des droits en matière de santé sexuelle et reproductive. L'insuffisance des informations disponibles et de l'accessibilité ou de l'adéquation des services de santé ainsi que les obstacles financiers empêchent les adolescentes d'accéder aux informations et aux services sur la contraception et la santé sexuelle en particulier. Le manque d'accès des adolescentes à leurs droits en matière de santé sexuelle et reproductive constitue une menace à leur sécurité, notamment compte tenu du fait que le bassin du lac Tchad enregistre l'un des plus hauts taux de décès maternels au monde. Avec 773,4 décès maternels pour 100 000 naissances vivantes, le taux est élevé, même par rapport à un grand nombre de pays en Afrique subsaharienne qui sont aussi plongés dans une crise prolongée.¹

LA SÉPARATION DES FAMILLES

La séparation des familles, notamment parmi les adolescentes déplacées, augmente les risques d'exposition à d'autres préjudices et insécurités, dont la pauvreté, la violence, les possibilités et les perspectives de moyens de subsistance limitées ainsi qu'un sentiment de désespoir. Il a également été reconnu qu'elle entrave les capacités des adolescentes à aller à l'école et qu'elle détermine l'âge auquel elles se marient ainsi que la perpétration éventuelle d'abus et de mauvais traitements chez elles.

L'ACCÈS LIMITÉ À L'ÉDUCATION

Les adolescentes doivent faire face à d'importants obstacles en matière d'éducation, en particulier dans le secondaire, principalement en raison du fardeau des tâches ménagères et des coûts associés à la scolarité. Les conditions de sécurité et les distances à parcourir pour aller à l'école sont également d'importants obstacles à l'éducation. À cela s'ajoutent les facteurs clés que sont la pauvreté et les déplacements, à cause desquels un grand nombre de filles ne sont jamais allées à l'école. Les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays peuvent être confrontées à d'autres problèmes pour accéder à l'école. Les mariages d'enfants, précoces et forcés sont également un obstacle majeur à l'accès à l'éducation, car les filles sont forcées d'abandonner l'école pour se marier.

Outre l'identification de ces problèmes centraux de sécurité et de bien-être, l'étude a également souligné la façon dont les adolescentes dans le bassin du lac Tchad pensent qu'elles sont en mesure de faire face à la crise. En particulier, les adolescentes interrogées ont évoqué les thèmes récurrents suivants :

LA RÉSILIENCE, L'AUTONOMIE ET L'ESPRIT D'ENTREPRISE

Bien que peu de filles pensent être capables de façonner leur propre vie, elles font preuve d'autonomie, d'un désir d'aider les autres dans leur communauté et d'excellentes compétences entrepreneuriales, qui peuvent les aider à renforcer leurs propres capacités et celles de leur communauté. Il convient de noter, bien que cet aspect soit souvent ignoré, que les filles sont capables de comprendre et d'articuler les mesures nécessaires pour améliorer leur avenir, que l'on peut utiliser pour orienter les interventions programmatiques afin qu'elles soient plus réactives et, par conséquent, plus efficaces.

LES MODÈLES EXEMPLAIRES, LES FEMMES LEADERS ET LES PAIRS DANS LA COMMUNAUTÉ.

Les modèles exemplaires et les femmes leaders dans la communauté, ainsi que les réseaux de pairs sont une source importante de soutien et d'inspiration pour les adolescentes, car elles contribuent à renforcer leur résilience face à une multitude de menaces et de dangers.

DES ESPACES SÛRS

Les espaces sûrs contribuent au sentiment de bien-être et de sécurité renforcée des filles, et représentent une précieuse source de soutien dans les sites où un grand nombre de filles ne sont en sécurité nulle part dans leurs activités quotidiennes.

L'ÉDUCATION ET LES COMPÉTENCES NÉCESSAIRES POUR TRAVAILLER

Bien que l'accès à l'éducation soit compromis, lorsqu'il est possible, il contribue considérablement à la résilience des filles et à leurs capacités à surmonter les difficultés tout au long de la crise prolongée ainsi qu'en temps de crise aiguë. En particulier, l'éducation secondaire et la formation professionnelle améliorent nettement le bien-être et l'optimisme des filles.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

D'après ces constats, les recommandations suivantes sont proposées :

L'INCLUSION : Promouvoir et mobiliser les efforts pour encourager la participation systématique des adolescentes à toutes les prises de décisions qui touchent leur vie afin de s'assurer que leurs besoins divers et leurs droits humains fondamentaux sont pris en compte, en reconnaissant que les adolescentes ne représentent pas un groupe homogène dans son ensemble, mais que leurs expériences, leurs compétences, leurs espoirs et leurs besoins sont variés.

LA SÉCURITÉ PHYSIQUE : Améliorer les conditions de sécurité pour les adolescentes.

L'INSÉCURITÉ ÉCONOMIQUE : Prendre des mesures pour atténuer les effets continus de la crise économique sur les adolescentes, et des crises alimentaires et problèmes engendrés par l'insuffisance d'eau qui en découlent.

LES SOINS DE SANTÉ : Assurer la prestation de soins de santé accessibles, abordables et appropriés qui sont sensibles au genre et répondent aux besoins spécifiques des adolescentes.

L'ÉDUCATION : Faciliter l'accès à une éducation – notamment dans le secondaire – qui répond aux besoins spécifiques des adolescentes, en particulier celles qui sont déplacées, et proposer d'autres programmes d'éducation et formations qui répondent à leurs besoins de sécurité complexes.

LES ACTIVITÉS DE SENSIBILISATION ET DE PLAIDOYER : Promouvoir un enrichissement des connaissances et un changement des attitudes et des comportements dans les communautés et auprès des entités responsables relativement aux droits des filles, y compris leur accès à l'éducation, leur liberté de mouvement et les questions liées au mariage.

1. INTRODUCTION

En s'efforçant de comprendre les différentes expériences des adolescentes dans la crise du bassin du lac Tchad et les moyens par lesquels elles y font face, il est possible de jeter les bases permettant aux secteurs de l'aide humanitaire et du développement de s'associer avec elles pour répondre à leurs préoccupations et renforcer leurs capacités. Le rapport qui suit vise à mettre en avant les sites où les adolescentes vivent dans l'insécurité ainsi que les moyens par lesquels elles y font face et continuent d'aspirer à l'établissement d'un environnement plus sûr et plus sécurisé pour elles-mêmes et pour leur entourage.

Une jeune femme rapporte chez elle des articles d'aide d'urgence sur sa tête dans le nord-est du Nigeria.

(©Plan International)

1.1 LE CONTEXTE DU BASSIN DU LAC TCHAD

La crise qui secoue le bassin du lac Tchad représente l'une des situations d'urgence humanitaires les plus graves au monde. La crise continue d'affecter le nord-est du Nigeria, l'extrême nord du Cameroun et le sud-est du Niger. Plus de 2,2 millions de personnes ont été déplacées, dont la moitié sont des enfants, et 10,8 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire.²

Les années de conflit prolongé avec Boko Haram et l'État Islamique en Afrique de l'Ouest ont perpétué la crise humanitaire dans l'ensemble des quatre pays de la région du bassin du lac Tchad. Le conflit s'est caractérisé par une escalade de la violence, y compris des attaques ciblant délibérément les civils, entravant l'accès de l'aide humanitaire et l'apport d'une assistance et limitant l'accès de toutes les communautés affectées à des services essentiels.

Bien que la violence des groupes d'insurgés, y compris de Boko Haram, ait déclenché la crise humanitaire actuelle, qui s'est envenimée en 2014, les causes à l'origine de la crise sont plus anciennes et plus pernicieuses. Les phénomènes répandus tels que les inégalités, la marginalisation politique des divers groupes de communautés dans l'ensemble de la région et les rivalités pour accéder aux quelques ressources rares, notamment l'eau, entre autres difficultés de développement, ont contribué à la gravité et à la complexité de la crise actuelle. À ceux-ci s'ajoutent plusieurs problèmes environnementaux, dont la sécheresse prolongée qui a intensifié l'insécurité alimentaire et le manque d'eau. Les rivalités en matière d'accès à l'eau et aux terres arables ont suscité des tensions et contribué à la hausse des niveaux de violence. En outre, les pénuries en nourriture et en eau, alliées aux inégalités et à la marginalisation qui découlent de griefs, contribuent également à la vulnérabilité accrue des jeunes qui sont recrutés par Boko Haram ou d'autres groupes d'insurgés dans la région. Lorsque les institutions publiques sont affaiblies ou ne bénéficient d'aucune crédibilité ni de la confiance des citoyens, la sécurité se détériore davantage, notamment si les groupes d'insurgés profitent de la fragilité et des capacités limitées de l'État.³

La crise du bassin du lac Tchad peut être qualifiée de situation d'urgence humanitaire de grande envergure, complexe et prolongée découlant de la combinaison d'une multitude de facteurs. Les problèmes continus dus au conflit, à la dégradation de l'environnement ainsi qu'à la vulnérabilité résultant des effets du changement climatique contribuent tous aux niveaux élevés d'insécurité alimentaire et nutritionnelle, aux déplacements et aux épidémies de maladies, laissant plusieurs millions de personnes dépendantes d'une aide humanitaire pour leur survie. La protection des populations civiles suscite d'importantes préoccupations compte tenu des éléments factuels indiquant une intensification des actes de violence, y compris les enlèvements, les mariages forcés et les recrutements de force dans des groupes armés.

Les femmes et les filles ont été particulièrement touchées par la violence et la crise humanitaire qui s'en est suivie. Les femmes – notamment les filles et, en réalité, tous les enfants – ont été parmi les personnes les plus fréquemment déplacées. En décembre 2016, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a recueilli un certain nombre de

données, dont certaines indiquaient que 53 % des personnes déplacées au Tchad, au Cameroun et au Nigeria étaient des femmes et des filles, et que 62 % des personnes déplacées étaient des enfants (32 % de filles et 30 % de garçons).⁴ Les femmes et les filles ont également subi des violences sexuelles et sexistes dans l'ensemble de la région du lac Tchad, non seulement aux mains de Boko Haram et d'autres groupes d'insurgés, mais également de la part de forces armées nationales. Boko Haram a enlevé des centaines de femmes et de filles pour leur infliger des abus sexuels et les soumettre à des mariages forcés et au travail forcé.⁵ Les forces de sécurité nationale, notamment au Nigeria, ont également exploité des femmes et des filles en échange de nourriture et d'une aide.⁶ Les personnes déplacées qui ne bénéficient pas du soutien de leur famille et de leur réseau communautaire ou qui sont simplement vulnérables sont particulièrement exposées à des risques de violences sexuelles et sexistes.

1.1.1 Les conflits, les déplacements et les violations

Les attaques d'insurgés en cours ainsi que les efforts de lutte contre ces groupes déployés par les forces militaires nationales et des groupes de miliciens⁷ continuent de provoquer le déplacement de populations dans l'ensemble de la région, tant à l'intérieur des pays qu'à travers les frontières. La violence perpétrée par Boko Haram a démarré au Nigeria en 2009 et s'est étendue à d'autres pays dans le bassin du lac Tchad. Ainsi, lorsque la violence était à son paroxysme en 2014, les Nigériens ont été les plus affectés, et un grand nombre ont fui dans les pays voisins. Quand la violence s'est étendue au Tchad, au Niger et au Cameroun, des centaines de milliers de personnes n'ont pas eu d'autre choix que de se déplacer, et la vaste majorité d'entre elles sont devenues des personnes déplacées dans leur propre pays ; en décembre 2016, les données recueillies par l'OIM indiquaient que 93 % de l'ensemble de ces personnes étaient des personnes déplacées dans leur propre pays.⁸

Il est important de noter que, même si c'est à cause des activités des groupes d'insurgés que la grande majorité des personnes se sont déplacées dans la région, certaines ont également fui la violence découlant de conflits ayant surgi face aux pénuries de ressources (terres et eau) entre les bergers et d'autres groupes, et certaines ont également pris la fuite en raison de catastrophes naturelles. En décembre 2016, les données de l'OIM ont montré que 92,9 % des personnes déplacées au Cameroun, au Tchad et au Nigeria fuyaient les groupes d'insurgés, principalement ceux de Boko Haram, que 5,5 % fuyaient des conflits violents entre bergers et exploitants agricoles (notamment au Nigeria) et que 1,5 % avaient pris la fuite en raison de catastrophes naturelles (principalement des inondations au Cameroun).⁹

Les civils, y compris ceux qui sont dans des camps de personnes déplacées, continuent de subir les conséquences des hostilités. Le conflit s'est caractérisé par des niveaux étendus de violence basée sur le genre et d'actes de violence infligés aux enfants, avec des recrutements forcés très préoccupants. La plupart de ces personnes déplacées résident dans des communautés ou dans des établissements informels, où elles vivent dans des conditions d'extrême pauvreté et reçoivent un soutien minime, et leurs chances de rentrer chez elles sont très faibles.

1.1.2 Des niveaux graves d'insécurité alimentaire et nutritionnelle

Le conflit en cours a exacerbé la crise cyclique de l'insécurité alimentaire dans la région principalement aride du bassin du lac Tchad. Les moyens de subsistance et les activités agricoles ont été perturbés par l'insécurité, les déplacements des populations et la fermeture des marchés, intensifiant l'insécurité économique et les pénuries d'aliments. Selon l'*Aperçu des besoins et du plan de réponse humanitaires*¹⁰ dans la région, environ 4,5 millions de personnes sont actuellement confrontées à une insécurité alimentaire, et l'on prévoit que 5,8 millions seront exposées à une insécurité alimentaire grave tout au long de la période de soudure en 2018. La malnutrition dans les zones les plus fortement touchées a dépassé les niveaux d'urgence.

1.1.3 Le contexte de l'étude

Cameroun

L'insécurité au Cameroun est concentrée dans l'extrême nord du pays. La crise se caractérise par une insécurité et des actes de violence très répandus, une insécurité alimentaire extrême, la malnutrition et les déplacements. Près de 180 000 personnes souffrent d'une insécurité alimentaire grave, et plus de 240 000 Camerounais ont été déplacés dans l'ensemble de la région. De plus, la région abrite actuellement près de 90 000 réfugiés nigériens qui ont fui le conflit et l'insécurité dans leur pays. La région du Nord du Cameroun est aride et régulièrement affectée par des inondations et des sécheresses saisonnières.¹¹

Niger

Dans le conflit au Niger, les conditions climatiques défavorables, les difficultés de développement et la pauvreté favorisent le prolongement de la crise. En 2018, 2,3 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire en raison de la crise, 1,4 million de personnes ont besoin d'une aide alimentaire et 1,7 million ont besoin d'un soutien nutritionnel de toute urgence.¹² Au Niger, 2,7 millions de personnes sont touchées par l'insécurité alimentaire, dont 500 000 sont gravement affectées, et les taux de malnutrition demeurent supérieurs au seuil d'alerte fixé par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).¹³

La population de la région de Diffa dans le sud-est du Niger, qui est en proie à un conflit, a été très gravement affectée par la crise, avec des taux globaux de malnutrition aiguë qui ont atteint 14 % – supérieurs au seuil d'alerte de 10 % fixé par l'OMS.¹⁴ Le conflit a exacerbé l'insécurité alimentaire, tant à Diffa que dans les régions de Tahoua et de Tillabéri situées dans l'ouest du pays, limitant les activités agricoles et piscicoles ainsi que la liberté de mouvement et forçant la fermeture des marchés alimentaires.¹⁵ Ces insécurités ont également contraint des milliers de personnes à se déplacer, y compris 252 000 dans la région de Diffa, dont un grand nombre étaient déjà des réfugiés nigériens déplacés dans leur propre pays ou des ressortissants nigériens de retour du Nigeria.¹⁶

Nigeria

Depuis près de dix ans, le Nigeria souffre d'un conflit entre les forces militaires nationales et Boko Haram ainsi que d'autres groupes d'insurgés, et d'une crise humanitaire. C'est principalement le nord-est du pays qui a été affecté, avec près de 7,7 millions de personnes ayant besoin d'une assistance et 1,7 million de personnes étant déplacées.¹⁷ Pour plus de la moitié des personnes déplacées, cela fait maintenant trois ans qu'elles ont quitté leur foyer, et leur situation précaire se caractérise par un accès insuffisant aux services essentiels. L'insécurité en cours dans le nord-est du Nigeria menace la production de cultures lors de la haute saison agricole et, selon le Réseau du système d'alerte précoce aux risques de famine (Famine Early Warning Systems Network), en mai 2018, les niveaux de l'insécurité alimentaire aiguë dans le cadre de la crise (IPC 3) et de la situation d'urgence (IPC 4) continuaient à affecter la plus grande partie de l'État de Borno ainsi que des portions d'Adamawa et de Yobe.¹⁸

Veillez noter que l'étude s'est focalisée uniquement sur certaines régions de ces pays (l'extrême nord du Cameroun, le sud-est du Niger et le nord-est du Nigeria), mais que, pour des raisons de concision, ces régions ont été désignées dans le rapport par le nom du pays concerné.

LAC TCHAD SITES DE L'ÉTUDE



1.2 QUESTIONS ET OBJECTIFS DE L'ÉTUDE

Le présent rapport se focalise sur les expériences et les voix des adolescentes qui vivent dans la crise prolongée dans le bassin du lac Tchad et sur les possibilités qui s'offrent à elles. Élaboré de façon à comprendre comment le secteur humanitaire peut mieux écouter les adolescentes qui sont confrontées à des insécurités interdépendantes dans des crises prolongées, tirer des enseignements et s'associer avec elles, ce rapport vise à répondre aux trois questions suivantes :

01 Comment les adolescentes comprennent-elles et vivent-elles l'insécurité ?

02 Comment les adolescentes font-elles face à l'insécurité ?

03 Quels sont leurs besoins et quelles sont les possibilités en matière de soutien aux adolescentes dans des situations de crise prolongée ?

D'après ces trois questions, l'objectif de cette étude est d'amplifier les voix des adolescentes. L'étude cherche à présenter des constats sur les problèmes qui sont importants pour les adolescentes, afin de mieux comprendre leurs mécanismes d'adaptation positive et négative en réponse à la crise, d'identifier comment leurs capacités soutiennent leur communauté et de comprendre leurs priorités pour leur avenir à court et à long terme. Enfin, le rapport traduit également les constats de l'étude en recommandations pour les donateurs, les responsables politiques et les praticiens.

1.3 HYPOTHÈSES DE L'ÉTUDE

Ce projet d'étude teste plusieurs hypothèses interdépendantes qui ont été élaborées sur la base de recherches documentaires existantes et d'études de cas comparables. :

- Premièrement, l'étude présume que les adolescentes vivent les crises de façons uniques.
- Deuxièmement, elle suppose que les adolescentes développent des mécanismes, des stratégies et des capacités d'adaptation qui peuvent avoir des incidences positives sur leur propre sécurité et contribuer à leur communauté. À ce propos, l'étude vise à tester une affirmation selon laquelle les adolescentes jouissent d'une certaine autonomie (c'est-à-dire de connaissances, de capacités et de compétences) pour façonner leur vie et leur environnement.
- Troisièmement, l'étude cherche à comprendre comment et de quelle manière les adolescentes influencent l'appréciation et les priorités du secteur humanitaire.

1.4 MÉTHODOLOGIE

Pour tester ces hypothèses, le projet place les voix des adolescentes au centre de sa méthodologie. Pour y parvenir, la méthodologie adoptée dans le cadre de cette étude comporte cinq caractéristiques (voir la Figure 1). Premièrement, elle suit une approche de théorie reposant sur des faits, qui s'appuie sur les voix et les expériences des adolescentes pour établir la base de connaissances dans le cadre de ce projet. Deuxièmement, ce projet adopte une méthodologie féministe, qui positionne l'avancement des droits et de l'autonomisation des filles au centre du processus de recherche. Troisièmement, les efforts visant à amplifier et à légitimer les connaissances des jeunes se focalisent sur les adolescentes. Quatrièmement, selon les données disponibles, l'étude adopte une approche multidimensionnelle qui reconnaît la diversité des expériences des adolescents dans la crise. Ce faisant, elle identifie les aspects communs des expériences des adolescentes ainsi que les domaines dans lesquels les expériences peuvent varier et les raisons à cela. Enfin, cette étude adopte une approche axée sur les droits qui place l'accent sur les droits de l'enfant. En particulier, le présent rapport mentionne l'Article 12 de la *Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant* (1989), qui aborde le droit des enfants à faire entendre leurs voix dans les décisions qui les concernent.

FIGURE 1: CINQ INFLUENCES SUR LA MÉTHODOLOGIE DE RECHERCHE



Cette approche permet aux adolescentes de faire table rase et leur offre un espace sûr où elles peuvent parler de leur vie dans une communauté de pairs. De ce fait, elle confère également aux adolescentes une autorité lors des discussions concernant leur bien-être et permet de comprendre leur situation sociale, politique et économique. Par conséquent cette approche cherche à faire des adolescentes à la fois la source des connaissances et l'analyste principal de leur parcours de vie.



Une femme pompe l'eau d'un puits dans l'État d'Adamawa au Nigeria.
(©Plan International)

1.5 COLLECTE DE DONNÉES

Ce rapport utilise des données qui ont été recueillies en mars et en avril 2018 dans divers sites de trois pays du bassin du lac Tchad (Cameroun, Niger et Nigeria) (voir le Tableau 1).

Les bureaux pays de Plan International ont déployé des recenseurs chargés de collecter des données sur ces sites. Les emplacements géographiques ont été sélectionnés de façon à accéder à un échantillon multidimensionnel plus vaste d'adolescentes et à tester l'importance de l'emplacement dans la manière dont les adolescentes traversent une crise. Comme il est indiqué dans l'ensemble du rapport, l'emplacement et, en particulier, l'expérience des déplacements jouent un rôle majeur dans l'accès aux ressources et au secteur humanitaire, la probabilité de séparation des familles et l'expérience de la sécurité physique. En conséquence, l'étude a cherché à varier les types de sites sélectionnés afin de veiller à couvrir des filles dont les expériences diffèrent. Le rapport présente une analyse comparative entre les contextes des trois pays compris dans l'étude ainsi que d'importantes variations entre les sites de l'étude. De même, les divers emplacements couverts dans la collecte de données permettent d'examiner les expériences communes et les dimensions spécifiques au genre d'expériences des adolescentes dans l'ensemble de la région.

Lors de la collecte et de l'analyse des données, les filles et les garçons adolescents ont été répartis dans deux tranches d'âges : de 10 à 14 ans et de 15 à

19 ans. L'objectif de cette répartition était de mieux analyser l'intersection des âges et des sexes dans les expériences des adolescents. Ceci est particulièrement important pour des questions telles que celles des mariages d'enfants, précoces et forcés, de l'accès à l'éducation et des grossesses d'adolescentes, où les expériences de chaque tranche d'âges pourraient différer considérablement selon l'âge.

1.5.1 Étude quantitative

Le processus de collecte de données a suivi une approche impliquant plusieurs méthodes, y compris une enquête quantitative auprès des adolescentes. L'enquête a été menée dans les trois pays, couvrant un total de 449 personnes interrogées, dont 150 au Cameroun, 150 au Nigeria et 149 au Niger. Les conclusions de cette enquête figurent dans les données quantitatives présentées dans ce rapport.

1.5.2 Étude qualitative

Au total, 46 discussions de groupe séparées par sexe comprenant cinq à dix filles et garçons adolescents ont été menées, ainsi que 22 discussions de groupe supplémentaires avec des pères, des mères et des tuteurs et tutrices dans les sites des trois pays (voir le Tableau 1) couverts dans l'étude. L'objectif de ces discussions était d'approfondir le contexte et de promouvoir des questions et des réponses ouvertes ainsi que la tenue de discussions libres. Les discussions de groupe ont permis d'établir un consensus autour des réponses concernant certaines questions ou, alternativement, de faire ressortir des opinions et des expériences divergentes.

L'inclusion de discussions de groupe séparées par sexe avec les garçons adolescents avait trois objectifs : comparer les réponses avec les récits d'expériences des adolescentes ; déterminer les similitudes et les différences entre les expériences des filles et celles des garçons ; et, dans le cadre d'une approche communautaire inclusive, recueillir les données. En outre, les discussions de groupe ont permis à l'étude d'examiner certains des comportements et des attitudes des garçons adolescents à l'égard des adolescentes dans les différents sites de l'étude.

Au total, 57 entretiens ont été menés avec des adolescentes, des garçons adolescents, des dirigeants communautaires, des représentants d'autorités locales, ainsi qu'avec des membres d'organisations de la société civile et d'organisations non gouvernementales en tant qu'informateurs clés. Ces entretiens ont permis d'approfondir le contexte et de poser des questions de suivi, et ont amené les personnes interrogées à répondre librement.

1. INTRODUCTION

TABLEAU 1. NOMBRE D'ENTRETIENS AVEC DES INFORMATEURS CLÉS ET DE DISCUSSIONS DE GROUPE PAR LIEU

SITE	ADOLESCENTES DE 10 À 14 ANS	ADOLESCENTES DE 15 À 19 ANS	GARÇONS ADOLESCENTS DE 10 À 14 ANS	GARÇONS ADOLESCENTS DE 15 À 19 ANS	PARENTS ET TUTEURS	ORGANISATIONS COMMUNAUTAIRES/ NON GOUVERNEMENTALES	DIRIGEANT COMMUNAUTAIRE	AUTORITÉ LOCALE
Cameroon								
Blablin	Entretien avec des informateurs clés (2)	Entretien avec des informateurs clés (2)						
Goulfey centre		Entretien avec des informateurs clés (1)						
Koza Mazi	Discussion de groupe (1)	Discussion de groupe (1)	Discussion de groupe (1)	Discussion de groupe (1)	Discussion de groupe (2)			
Krouang	Discussion de groupe (1)		Discussion de groupe (1)					
Makari					Discussion de groupe (2)			
Maroua						Entretien avec des informateurs clés (4)		
Mijec						Entretien avec des informateurs clés (1)		
Minawao Camp	Discussion de groupe (1) Entretien avec des informateurs clés (3)	Discussion de groupe (1) Entretien avec des informateurs clés (3)	Discussion de groupe (1)	Discussion de groupe (1)	Discussion de groupe (2)		Entretien avec des informateurs clés (3)	Entretien avec des informateurs clés (1)
Mora	Entretien avec des informateurs clés (3)	Entretien avec des informateurs clés (3)					Entretien avec des informateurs clés (2)	Entretien avec des informateurs clés (1)
Mozogo	Discussion de groupe (1)	Discussion de groupe (1)	Discussion de groupe (1)	Discussion de groupe (1)	Discussion de groupe (2)			
Ngouma		Discussion de groupe (1)		Discussion de groupe (1)				
Total	Discussion de groupe (4) Entretien avec des informateurs clés (8)	Discussion de groupe (4) Entretien avec des informateurs clés (9)	Discussion de groupe (4)	Discussion de groupe (4)	Discussion de groupe (8)	Entretien avec des informateurs clés (5)	Entretien avec des informateurs clés (7)	Entretien avec des informateurs clés (3)

En outre, l'enquête a été menée dans les sites suivants : Blablin, Gadala, Gazawa, Koza Mazi, Krouang, Madokonai, Meme 2, Meme 3, Minawao Camp, Mokolo, Roua Centre, Tokombere, Zamai.

Nigeria								
Bahuli					Discussion de groupe (1)			
Garaha			Entretien avec des informateurs clés (1)					Entretien avec des informateurs clés (1)
Kaleri	Entretien avec des informateurs clés (3)	Entretien avec des informateurs clés (3)					Entretien avec des informateurs clés (3)	
Misheri	Entretien avec des informateurs clés (3)	Entretien avec des informateurs clés (3)					Entretien avec des informateurs clés (3)	
Ndollori	Discussion de groupe (1)	Discussion de groupe (1)	Discussion de groupe (1)	Discussion de groupe (1)	Groupe de discussion – Femmes/filles (1) Groupe de discussion – Hommes/garçons (1)			
Njimtillo	Discussion de groupe (1)	Discussion de groupe (1)	Discussion de groupe (1)	Discussion de groupe (1)	Groupe de discussion – Femmes/filles (1) Groupe de discussion – Hommes/garçons (1)			
Zamari	Discussion de groupe (1)	Discussion de groupe (1)	Discussion de groupe (1)	Discussion de groupe (1)	Groupe de discussion – Femmes/filles (1) Groupe de discussion – Hommes/garçons (1)			
Total	Discussion de groupe (3) Entretien avec des informateurs clés (6)	Discussion de groupe (3) Entretien avec des informateurs clés (6)	Discussion de groupe (3) Entretien avec des informateurs clés (1)	Discussion de groupe (3)	Discussion de groupe (6)		Entretien avec des informateurs clés (6)	Entretien avec des informateurs clés (1)

En outre, l'enquête a été menée dans les sites suivants : Abbaganaram, Ajari, Auno, Giwi, Gulak, Gwandang, Lambu 1, Maimusari, Muffa, Ndollori, Ngamdu, PHC Mainok, Wassaram, Zamari

SITE	ADOLESCENTES DE 10 À 14 ANS	ADOLESCENTES DE 15 À 19 ANS	GARÇONS ADOLESCENTS DE 10 À 14 ANS	GARÇONS ADOLESCENTS DE 15 À 19 ANS	PARENTS ET TUTEURS	ORGANISATIONS COMMUNAUTAIRES/ NON GOUVERNEMENTALES	DIRIGEANT COMMUNAUTAIRE	AUTORITÉ LOCALE
Niger								
Abounga (Tam)	Discussion de groupe (1)			Discussion de groupe (1)				
Dalawako	Entretien avec des informateurs clés (3)	Entretien avec des informateurs clés (3)						
Djalori	Discussion de groupe (1)	Discussion de groupe (1)	Discussion de groupe (1)	Discussion de groupe (1)	Discussion de groupe (2)			
Garin Wanzam	Discussion de groupe (1)	Discussion de groupe (1)	Discussion de groupe (1)	Discussion de groupe (1)	Discussion de groupe (2)			
Kilakam	Entretien avec des informateurs clés (3)	Entretien avec des informateurs clés (3)						
N'gourtouwa	Discussion de groupe (1)	Discussion de groupe (1)	Discussion de groupe (1)	Discussion de groupe (1)	Discussion de groupe (2)			
Sayam Camp	Discussion de groupe (1) Entretien avec des informateurs clés (3)	Discussion de groupe (1) Entretien avec des informateurs clés (3)	Discussion de groupe (1)	Discussion de groupe (1)	Discussion de groupe (2)		Entretien avec des informateurs clés (2)	Entretien avec des informateurs clés (1)
Total	Discussion de groupe (5) Entretien avec des informateurs clés (9)	Discussion de groupe (4) Entretien avec des informateurs clés (9)	Discussion de groupe (4)	Discussion de groupe (5)	Discussion de groupe (8)		Entretien avec des informateurs clés (6)	Entretien avec des informateurs clés (3)
<i>En outre, l'enquête a été menée dans les sites suivants : Abounga (Tam), Ari Malari, Assaga, Chetima Wangou, Chetimari, Djajeri Canada, Dubai, Gadjame, Goudoumaria, Issari Bagara, Issari Brim, Kandilwa Youra, Ngarwa Koura, N'gourtouwa, Camp de Sayam</i>								
Total général	Discussion de groupe (12) Entretien avec des informateurs clés (23)	Discussion de groupe (11) Entretien avec des informateurs clés (24)	Discussion de groupe (11) Entretien avec des informateurs clés (1)	Discussion de groupe (12)	Discussion de groupe (22)	Entretien avec des informateurs clés (5)	Entretien avec des informateurs clés (19)	Entretien avec des informateurs clés (7)

1.5.3 Questions des échantillons

L'enquête comprenait six modules, qui couvraient les sujets suivants :

- 01 **INFORMATIONS DÉMOGRAPHIQUES**
- 02 **EXPÉRIENCE, AUTONOMIE ET CAPACITÉ**
- 03 **ÉDUCATION**
- 04 **SANTÉ**
- 05 **SÉCURITÉ ÉCONOMIQUE ET ALIMENTAIRE**
- 06 **PROTECTION ET BIEN-ÊTRE DES ENFANTS**

Les questions et les sujets des entretiens avec des informateurs clés et des discussions de groupe ont été élaborés de façon à refléter le groupe spécifique de personnes interrogées. Les questions posées aux adolescents visaient à encourager des réponses concernant leur propre expérience et celle de leur groupe de pairs sur divers sujets, y compris l'éducation, les expériences de leur ménage et de leur famille, l'engagement avec la communauté humanitaire, les expériences de violence, et la sécurité économique et alimentaire. Les filles ont été encouragées à s'exprimer ouvertement et librement au sujet de leurs craintes et de leurs espoirs pour le présent et l'avenir, et sur les changements qu'elles souhaitaient voir dans leur communauté. Il a été demandé aux adultes interrogés d'indiquer leur niveau de connaissances sur les expériences des adolescentes et de décrire leurs comportements relativement aux questions telles que les mariages d'enfants, précoces et forcés, l'éducation des filles et leur rôle dans le ménage. Ces données ont permis d'obtenir d'importantes informations contextuelles sur les attitudes des communautés envers les adolescentes ainsi que sur les opinions concernant leurs besoins, et de déterminer les similitudes ou les différences avec les opinions des adolescents.



Une mère et son enfant à un point de distribution d'articles d'aide d'urgence à Mubi au Nigeria.

(©Plan International)

1.6 ANALYSE DE DONNÉES

L'analyse de données a été menée par une équipe de recherche basée au centre de recherche sur le genre, la paix et la sécurité de l'Université de Monash (Monash GPS). Cette équipe a travaillé en partenariat avec le Siège de Plan International, Plan International Australie, l'Unité de Plan International au lac Tchad, et les bureaux de Plan International Niger, Nigeria et Cameroun afin d'élaborer les questions, la méthodologie et les hypothèses de l'étude. Après la collecte de données, les chercheurs ont analysé les informations et ont préparé les conclusions de l'étude ainsi qu'un rapport.

Il est important de préciser que ce projet d'étude ne vise pas à établir la prévalence d'un problème spécifique ni à présenter un rapport quantitatif ou objectif sur les expériences des adolescentes.

Conformément à la méthodologie, l'objectif de l'analyse de données était de faire ressortir et d'amplifier les voix des adolescentes dans les conclusions de l'étude. En conséquence, les conclusions de ce projet sont subjectives et, en outre, soulignent le fait que les adolescentes ne sont pas un groupe homogène et n'ont pas un avis ni un ensemble uniques d'expériences dans les contextes de crise. Toutefois, le projet fait ressortir les aspects communs et les différences, ce qui permet de mieux comprendre la manière dont les adolescentes traversent une crise. À ce propos, le projet se base sur les conclusions de l'enquête quantitative pour obtenir des informations sur les expériences globales des adolescentes. Il utilise également les recherches qualitatives pour contextualiser les problèmes soulevés dans l'enquête concernant la vie et les expériences des adolescentes.

1.7 DÉONTOLOGIE DE L'ÉTUDE

Les questions déontologiques dans le cadre d'un travail avec des adolescentes ont été prises en compte, et une autorisation a été obtenue à l'échelle locale pour mener les recherches. Lors de la conduite de la collecte des données, la priorité a été accordée à la création d'espaces sûrs pour les adolescentes participant à des discussions de groupe. En particulier, s'agissant de l'engagement auprès des adolescentes, il a été spécifiquement requis que les personnes chargées de la collecte des données soient des jeunes femmes afin de susciter un sentiment de confort et de compréhension. Les personnes chargées de la collecte des données ont été attentives aux questions susceptibles de provoquer un stress, et les outils de collecte de données ont été élaborés de façon à limiter les risques de mettre les filles mal à l'aise. Des mécanismes d'orientation ont été mis en place pour celles qui ressentaient du stress et nécessitaient un soutien de suivi. Les protocoles déontologiques pertinents, tant pour Plan International que pour l'Université de Monash, ont été respectés. Toutes les personnes chargées de collecter les données ont travaillé conformément à la politique de protection des enfants de Plan International, et l'étendue des recherches et l'analyse des données ont été approuvées par le Comité d'éthique sur la recherche humaine (Human Research Ethics Committee) de l'Université de Monash. Les principes de confidentialité, d'anonymat et de consentement éclairé ont été appliqués et, pour les filles et les garçons de moins de 18 ans, il a été demandé aux parents d'approuver la participation des filles, et le consentement de ces dernières a ensuite été demandé.

1.8 LIMITATIONS DES DONNÉES

Compte tenu des risques de sécurité continus dans la région, les sites ont été sélectionnés de manière à éviter d'exposer les recenseurs à des risques élevés d'attaques.

Outre ce problème, étant donné que la majorité des adolescentes ont des interactions limitées avec les services humanitaires, l'accès aux personnes à interroger, notamment aux adolescentes les plus marginalisées, a été difficile dans certains sites de l'étude. Des efforts ont été déployés en vue d'intégrer une diversité transversale d'adolescentes, en tenant compte des expériences uniques des adolescentes mariées, des adolescentes divorcées, des adolescentes handicapées, des adolescentes non accompagnées et séparées, et des jeunes mères. Toutefois, cela n'a pas toujours été possible et, de ce fait, il se peut que l'étude ne soit pas pleinement représentative des expériences des filles les plus marginalisées qui se trouvent dans les sites les plus dangereux.

En outre, tous les outils de collecte de données ont été élaborés en anglais, puis traduits en français pour le Cameroun et le Niger. Ensuite, étant donné que la collecte de données a été menée dans les diverses langues locales de chaque site et que les conclusions en ont été retraduites en français et en anglais avant l'analyse, il est possible que les questions et les réponses perdent en nuance ou en signification.

1.9 EXAMEN DE LA LITTÉRATURE

Le présent rapport vise à combler les lacunes de connaissances dans notre appréciation de l'impact des crises prolongées sur les civils en reliant le contexte de la crise prolongée et une appréciation des expériences uniques des adolescentes. Pour y parvenir, il s'appuie sur un ensemble d'études dans le secteur qui examinent le rôle du genre et de l'âge relativement à la sécurité et au bien-être des personnes vivant dans des contextes de crise.

1.9.1 Un accent placé sur les adolescentes

Le rôle que joue le genre dans les expériences de ceux qui sont touchés par une crise est largement reconnu.¹⁹ De plus en plus, des efforts ont été déployés dans l'ensemble des actions de l'aide humanitaire internationale pour désagréger les données et les conclusions par sexe et – qui plus est – pour déployer ces données aux fins de l'établissement de programmes sensibles à la dimension du genre.²⁰ À cette fin, le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) encourage à la fois une « analyse de genre significative comprenant la collecte de données désagrégées par sexe et par âge » et des « produits d'information sensibles à la dimension du genre qui reflètent les impacts différentiels [d'une crise] sur les femmes et les hommes de tous âges et horizons.²¹ En conséquence, on observe l'émergence d'un ensemble d'analyses de recherche et de programmation qui examinent les expériences

vécues lors d'une crise selon le sexe.²² De tels rapports font ressortir les expériences sexospécifiques des femmes en matière de vulnérabilité, de violence et d'accès aux ressources de survie en temps de crise.

Par ailleurs, on a observé une émergence de la prise en compte de l'âge. Ceci est particulièrement visible dans le domaine de la protection des enfants, bien que cette pratique ne soit pas encore très répandue dans la plupart des normes humanitaires. Les efforts visant à intégrer une analyse en fonction de l'âge promeuvent une focalisation sur les expériences uniques et sur la vulnérabilité accrue des personnes très jeunes et très âgées dans les contextes de crise.²³ Par exemple, dans le cas des jeunes, cela fait ressortir leur surreprésentation dans les communautés déplacées par des conflits et des crises.²⁴ Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), plus de la moitié des 65,6 millions de personnes déplacées de force dans le monde ont moins de 18 ans, ce qui entrave leur accès à l'éducation et à des soins de santé et augmente leur vulnérabilité face au trafic de personnes et à d'autres formes de violence.²⁵ Dans ce cadre, les efforts s'appuient sur les travaux accomplis par des organismes axés sur les enfants et reconnaissent les expériences relationnelles des populations civiles dans les crises.

Il convient également de noter l'émergence d'études dans le secteur qui se focalisent spécifiquement sur les adolescentes. En particulier, la Commission des femmes pour les réfugiés a mené des initiatives visant à influencer les programmes destinés aux adolescentes qui se focalisent sur des questions diverses, telles que les déplacements, les mariages d'enfants, précoces et forcés, les droits en matière de santé sexuelle et reproductive et les handicaps.²⁶ De même, le Conseil de la population a établi des rapports et mené des examens thématiques axés sur les adolescentes, bien qu'ils ne soient pas spécifiques aux contextes de crises.²⁷ Le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) a également publié plusieurs rapports axés sur les mariages et les grossesses d'adolescentes, ainsi que sur les mères adolescentes²⁸ et l'impact de catastrophes et de conflits sur les adolescentes.²⁹ Le Comité international de secours (IRC) a mené des études sur les adolescentes dans les contextes de crise humanitaire et a publié des rapports.³⁰ Le Département britannique du développement international (DFID) finance et l'Overseas Development Institute (ODI), gère le programme de recherche longitudinale « Gender and Adolescence: Global Evidence » (GAGE) sur les adolescentes dans divers contextes : Afrique (Éthiopie, Rwanda), Asie (Bangladesh, Népal) et Moyen-Orient (Jordanie, Liban).³¹ L'ODI a également mené une étude sur la violence à l'égard des femmes et des filles au Tchad.³² Enfin, Plan International a entrepris un grand nombre d'études portant sur les jeunes et, en particulier, sur les adolescentes. Elles comprennent des études sur les adolescentes dans le cadre de catastrophes et du changement climatique, sur la sécurité dans les centres urbains, sur les droits

1. INTRODUCTION

en matière de santé sexuelle et reproductive, ainsi que sur les besoins des adolescentes dans les environnements humanitaires.³³ La focalisation accrue sur les adolescentes permet d'établir une base d'éléments factuels concernant les vulnérabilités des adolescentes et les problèmes uniques auxquels elles sont confrontées, et fournit au secteur une compréhension multidimensionnelle et approfondie de l'incidence des crises sur les populations civiles.

Cependant, bien que nous observions une focalisation sur l'âge et le sexe – et il est encourageant de constater que certaines études sont spécifiquement axées sur les adolescentes elles-mêmes –, le secteur a encore des progrès à réaliser pour tenir pleinement compte des expériences des adolescentes.³⁴ Même si l'intention est souvent là, la méthodologie de participation, l'analyse et les conclusions demeurent superficielles.³⁵ En général, les rapports sur les crises, dans les cas où des données et des analyses désagrégées par sexe sont disponibles, regroupent souvent les « femmes et les filles » ou « les jeunes » ensemble. Par exemple, l'*Aperçu des besoins et du Plan de réponse humanitaires : situation d'urgence dans le bassin du lac Tchad*³⁶ de 2018 cité plus haut présente des conclusions concernant les femmes, les enfants et « les femmes et les enfants » dans leur ensemble. De même, les données désagrégées par âge peuvent concerner les enfants, les adolescents ou les jeunes dans leur ensemble, et ne sont pas nécessairement désagrégées par sexe. Quand bien même ces classements généraux répondent à différents besoins, ils peuvent masquer l'existence de variations parfois flagrantes en termes d'expériences et de capacités que les dimensions de l'âge et du genre permettent de souligner dans différents groupes de civils. Par conséquent, il est encore possible d'examiner plus avant les recouvrements entre le genre et l'âge, notamment dans le contexte d'une crise. Dans cette optique, l'accent que place le rapport sur les adolescentes dans les contextes de crise prolongée – notamment dans le bassin du lac Tchad – est un domaine d'intérêt nouveau pour le secteur humanitaire qui fait encore l'objet de recherches insuffisantes.

1.9.2 Établissement de rapports sur les adolescentes dans le bassin du lac Tchad

Ces dernières années, de nombreux rapports ont été rédigés au sujet des difficultés auxquelles les populations frappées par la crise du bassin du lac Tchad sont confrontées, y compris les effets du conflit,³⁷ les menaces à la sécurité que pose Boko Haram,³⁸ l'insécurité alimentaire,³⁹ les incidences de la crise économique⁴⁰, la dégradation de l'environnement,⁴¹ la violence basée sur le genre,⁴² les déplacements,⁴³ et les besoins humanitaires.⁴⁴ De plus, un grand nombre de rapports ont été publiés concernant les effets spécifiques de la crise sur différents groupes démographiques, mais comme il est précisé ci-dessus, très peu sont consacrés aux adolescentes en particulier. L'effet de la crise sur les enfants (et sur leur bien-être physique et mental), sur les femmes et les filles (notamment en ce qui concerne la violence basée sur le genre et la santé/

les décès maternels), et sur les personnes déplacées (relativement aux niveaux accrus d'insécurité) a été examiné et documenté.⁴⁵ Jusqu'ici, très peu de recherches ont toutefois été menées sur les menaces spécifiques sur les adolescentes ni sur la contribution spécifique qu'elles pourraient apporter à la construction de la paix et de la prospérité dans la région du bassin du lac Tchad. Certaines recherches ont récemment été effectuées sur les adolescentes dans la région ainsi que sur la violence basée sur le genre⁴⁶ et les soins de santé reproductive.⁴⁷ Toutefois, aucune étude ni aucune analyse complète du recouvrement des impacts de la crise prolongée au lac Tchad sur les adolescentes et de leurs besoins et capacités associés n'a été menée jusqu'ici.



Salima, 21 ans, a été victime de la violence de Boko Haram.*

(©Hartmut Schwarzbach / argus)

1.10 LE CONTEXTE DE LA CRISE PROLONGÉE

Le contexte de la crise prolongée se caractérise par l'interdépendance d'une multitude de couches de crises sur une longue période. Souvent, la longévité des crises reflète des structures de gouvernance et d'administration publiques médiocres, des systèmes de subsistance dégradés ou non viables et un niveau insuffisant (voire l'absence) d'intervention d'acteurs externes, y compris d'États, d'organisations internationales et du secteur humanitaire⁴⁸ et ne fait qu'empirer la situation.

The protracted crisis context uniquely impacts adolescent girls in a number of ways.

01 À plusieurs égards, le contexte de crise prolongée a une incidence unique sur les adolescentes. Premièrement, pour les adolescentes, la crise peut durer pendant toutes leurs années formatrices. La perturbation continue de la nutrition, de l'éducation ou des connaissances et ses répercussions sur des questions telles que la santé sexuelle et reproductive peuvent avoir des effets à vie.⁴⁹

02 Deuxièmement, la longévité de la crise augmente la vulnérabilité des adolescentes de façon bien spécifique. Par exemple, l'insécurité économique prolongée peut exposer particulièrement les filles au trafic de personnes, à l'exploitation sexuelle et aux mariages d'enfants, précoces et forcés.⁵⁰

03 Troisièmement, compte tenu de la multitude de couches de la crise, il est nécessaire d'en comprendre les effets exacerbés et multidimensionnels uniques sur les adolescentes. Par exemple, on observe des liens clairs entre l'insécurité alimentaire, les mariages d'enfants, précoces et forcés et les perturbations du droit à l'éducation.⁵¹ Ces tendances doivent être identifiées et comprises dans les interventions programmatiques.

Des déplacements de grande envergure s'accompagnent presque inévitablement d'une crise prolongée, où de grandes portions de la population civile sont déplacées dans leur pays et au-delà des frontières. Le plus souvent, l'expérience des déplacements augmente considérablement les risques que courent les adolescentes, tant lors de leur fuite que dans les camps et les établissements informels. L'expérience des déplacements est sexospécifique : des limitations supplémentaires sont souvent imposées sur la liberté de mouvement des femmes et des filles dans les camps en raison de crainte de violence sexuelle et de la stigmatisation et du blâme social qui l'accompagnent. Dans les contextes de déplacements, le rôle des femmes et des filles dans la vie communautaire est fréquemment



Une jeune femme qui rit à un point de distribution d'articles d'aide d'urgence au Nigeria.

(©Plan International)

réprimé au nom de la protection, ce qui reflète ou exacerbe davantage l'influence de la crise elle-même.

Les déplacements de grande envergure et la détérioration des structures de protection sociale et familiale, telles que l'accès à l'école et la proximité avec les voisins et les proches, ainsi que les probabilités de séparation des familles exposent les adolescentes à des risques de violence et d'abus, y compris au trafic de personnes, à la violence domestique et à l'exploitation sexuelle.⁵² Bien que les populations dans les camps puissent dans certains cas bénéficier d'un plus grand accès à l'aide humanitaire, les adolescentes non accompagnées et séparées, y compris celles qui dirigent un ménage, sont souvent confrontées à d'importants obstacles en matière d'accès aux services, à la fois dans la pratique et du fait des attentes et des normes communautaires.

Dans les communautés d'accueil, les réfugiées et les femmes déplacées dans leur propre pays, y compris les adolescentes, se heurtent à des barrières juridiques qui les empêchent de trouver un emploi et limitent leurs chances de créer une entreprise. Selon la Banque mondiale, les 15 pays ayant accueilli le plus grand nombre de réfugiés en 2014 imposaient un total de 170 limitations juridiques en matière de recherche d'emplois qui s'appliquaient exclusivement aux femmes.⁵³ Lorsque leurs possibilités de subsistance sont restreintes, les femmes peuvent, dans des situations extrêmes, recourir à diverses stratégies d'adaptation telles que des rapports sexuels monnayés pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille.

Les déplacements et les migrations peuvent également avoir un impact substantiel à plus long terme sur les rôles de genre, bouleversant la structure des familles et le rôle des personnes, y compris celui des adolescentes, au sein du ménage. Le rôle économique des adolescentes et la manière dont

1. INTRODUCTION



elles participent à la société peuvent progressivement changer. Ces effets des déplacements peuvent ouvrir de nouvelles portes aux femmes et en particulier aux adolescentes, leur offrant des possibilités de renégocier les rôles de genre.

Comme l'indique la section consacrée à la méthodologie ci-dessus, ce rapport examine non seulement les problèmes auxquels les adolescentes sont confrontées dans la crise du lac Tchad, mais il recueille aussi explicitement leurs opinions et examine leur appréciation de leur situation. Une telle approche permet d'articuler principalement le rapport sur la crise par le biais des adolescentes elles-mêmes. Souvent, les adolescentes ne considèrent pas la crise ou leur propre situation

de la même manière que des adultes ou des professionnels du secteur. Cette méthodologie nous encourage à dépasser les approches et les priorités thématiques conventionnelles et permet aux adolescentes de présenter elles-mêmes leurs expériences et leurs besoins. Ceci offre un point de départ pour refaçonner les relations de pouvoir entre les adolescentes et le secteur humanitaire. Dans ce cadre, cette approche permet aux acteurs du secteur humanitaire de se positionner en tant que défenseurs plutôt qu'en tant que prescripteurs des besoins des filles, en reconnaissant les capacités éprouvées dont elles disposent et leur résilience dans les contextes de crise, et en renforçant les approches fondées sur les droits dans le cadre de l'intervention humanitaire.

2. CONCLUSIONS DE L'ÉTUDE

Cette section du rapport présente les conclusions de l'étude et s'articule autour des trois questions de l'étude qui ont été mentionnées à la Section 1.2. Pour rappel :

1. Comment les adolescentes comprennent-elles et vivent-elles l'insécurité ?
2. Comment les adolescentes font-elles face à l'insécurité ?
3. Quels sont leurs besoins et quelles sont les possibilités en matière de soutien aux adolescentes dans des situations de crise prolongée ?

Une adolescente à un point de distribution d'articles d'aide d'urgence à Mubi au Nigeria.

(©Plan International)



2. CONCLUSIONS DE L'ÉTUDE

Premièrement, le rapport présente des détails sur les principaux sites d'insécurité qui ont été identifiés par les adolescentes dans le bassin du lac Tchad. Deuxièmement, une analyse transversale de ces questions est menée pour identifier les sites et les thèmes de résilience présentés par les adolescentes. En particulier, cette section se penche sur les stratégies positives que les adolescentes ont adoptées pour faire face à la crise actuelle. Elle souligne également les capacités qu'elles ont développées pour assurer leur propre sécurité et leur bien-être et ceux de leur communauté. Le rapport donne ensuite des détails sur certains des mécanismes d'adaptation négative que ces filles ont adoptés pour affronter les difficultés auxquelles elles sont confrontées. Ces conclusions de l'étude jettent ensuite les bases pour les recommandations et les conclusions tirées dans la section finale.

2.1 SITES D'INSÉCURITÉ

Les adolescentes touchées par la crise dans l'ensemble du bassin du lac Tchad ont identifié et décrit plusieurs sites d'insécurité dans leur vie et dans celle de leur communauté. Comme il est indiqué plus en détail ci-dessous, elles évoquent les menaces qui existent dans leur foyer et dans leur vie publique et compromettent leur sécurité, leur bien-être et leurs espoirs pour l'avenir.

Pour les adolescentes, ces préoccupations se recoupent – et se façonnent – souvent mutuellement. Elles passent imperceptiblement entre la vie des adolescentes chez elles et leurs expériences dans leur communauté. Elles affectent leurs relations avec leur famille ainsi que leur accès à des réseaux de pairs et à des espaces sûrs.

Par exemple, les adolescentes reconnaissent la probabilité que leur contexte familial (notamment la présence de leurs parents dans leur vie) détermine leurs chances en matière de sécurité physique et économique ainsi que leurs opportunités futures. Par conséquent, ce contexte affectera non seulement leur vie chez elles, mais également l'expérience qu'elles vivent et le traitement dont elles font l'objet dans leur communauté.

En outre, les adolescentes décrivent comment l'impact de la violence liée à un conflit est ressenti dans leur foyer et comment cela affecte leur vie entière. En particulier, celles qui sont déplacées dans l'ensemble de la région (tant les adolescentes déplacées dans leur propre pays que les adolescentes réfugiées) ont peur de subir des actes de violence physique, disposent d'un accès limité à l'éducation et se sentent moins optimistes quant à leur avenir.

2.1.1 Expérience et perceptions de la violence

Les adolescentes ont fait état d'une grande diversité d'actes de violence, y compris la violence liée aux conflits, la violence dans les communautés, ainsi que la violence domestique qui s'immisce dans pratiquement tous les aspects de leur vie et l'affecte.

Dans l'ensemble des pays, les adolescentes indiquent avoir peur de se faire harceler, principalement par des garçons adolescents et des jeunes hommes et,

en conséquence, elles changent leur comportement et limitent la manière dont elles accèdent aux espaces publics. En particulier, les adolescentes ont déclaré qu'elles se sentaient en danger dans leur communauté pendant la nuit, et un grand nombre ont indiqué que la crise et la présence de gangs armés exacerbèrent leur sentiment d'insécurité. Dans plusieurs sites de l'étude, les adolescentes ont souligné une limitation de leurs mouvements et de leur accès aux espaces publics suite à l'impact de la crise. La Figure 2 ci-dessous illustre le niveau d'insécurité ressenti par les adolescentes.

La présence de pairs, de membres de leur famille et de membres connus de la communauté avait un impact considérable sur le niveau de sécurité que ressentaient les adolescentes dans leur communauté pendant la journée et sur les lieux où elles se sentaient en sécurité. Les adolescentes au Nigeria ont confié qu'elles se sentaient plus en danger lors de leurs déplacements vers et au retour de l'école, alors qu'elles se sentaient très en sécurité dans leur communauté pendant la journée. Dans l'ensemble des sites de l'étude au Cameroun, la présence visible de forces de sécurité ou de police avait une influence positive sur le sentiment de sécurité des filles dans leur communauté, tant de nuit que de jour.

À propos du niveau de sécurité qu'elles ressentaient chez elles, nombre d'adolescentes ont déclaré que la crise se faisait sentir dans leur foyer et affectait leur sentiment de sécurité. Ce phénomène découle en partie des menaces externes, mais également du fait que le stress de la crise augmente la probabilité de manifestations de violence dans les foyers ou de violence domestique. Plus d'un cinquième de l'ensemble des filles interrogées (95 sur 449, soit 21,21 pour cent) ont indiqué qu'elles avaient été frappées ou battues au cours du mois précédent, et 60 pour cent de ces incidents s'étaient déroulés dans le ménage. Dans approximativement la moitié des cas, l'auteur était un membre de la famille – le plus fréquemment la mère, le père ou un frère (mentionnés dans 47 des cas où les filles avaient été frappées ou battues au cours du dernier mois, avec quelques cas impliquant plusieurs membres de la famille). Les adolescents à Garaha et Misheri au Nigeria ainsi que dans l'ensemble des sites de l'étude au Cameroun ont parlé de leurs expériences passées de la violence de Boko Haram, qui les avaient amenés à se sentir en danger chez eux. Dans tous les sites de l'étude au Nigeria, au Cameroun et au Niger, 34,67 % des filles ont indiqué qu'elles se sentaient en danger chez elles, celles parmi les déplacés évoquant un affaiblissement de leur sentiment de sécurité. Au Nigeria, on observait une différence entre les sites de l'étude, les adolescentes de Mubi déclarant se sentir nettement moins en sécurité chez elles par rapport à celles qui vivent dans d'autres sites de l'étude. Les jeunes adolescents dans les deux sites de l'étude au Nigeria ont exprimé également un sentiment d'insécurité à la maison plus important que leurs pairs plus âgés. Les adolescentes déplacées au camp de Sayam, à N'gourtouwa et à Garin Wanzam au Niger ont raconté comment elles avaient fui leur foyer en raison des combats et passé la nuit à se cacher dans les broussailles, avant de rentrer chez elles une fois que les tirs avaient cessé.

Les adolescentes ont souligné également la hausse de la violence et des mauvais traitements qu'elles ont subis suite à l'impact de la détérioration de la situation économique et de la crise alimentaire en cours. Les dirigeants communautaires ont indiqué que le sentiment de frustration lié à la situation économique des ménages amenait certains parents à abuser de leurs enfants et à les maltraiter. Il est également important de noter que, en dehors des coups que les filles ont dit avoir reçus de la part de leur mère, de leur père ou d'un frère au cours du mois précédent, les garçons adolescents et les enseignants ont également été mentionnés parmi les auteurs de ces violences par certaines filles (respectivement 18,1 % et 10,48 %).

Ce sont les adolescentes ne résidant pas avec leurs parents qui ont signalé le plus souvent avoir subi de mauvais traitements et des abus chez elles, principalement perpétrés par des membres de leur famille élargie, notamment leurs tantes, leurs oncles et leurs belles-mères. On observe également une hausse de la vulnérabilité des adolescentes qui ne vivent pas avec leurs parents ou des membres de leur famille élargie face à la violence, les personnes interrogées faisant état de cas extrêmes d'abus contre des adolescentes dans leur communauté travaillant comme aides à domicile ou dans la servitude domestique.

FIGURE 2. PERCEPTION DES ADOLESCENTES RELATIVEMENT À LA SÉCURITÉ DANS LA COMMUNAUTÉ (N=449)

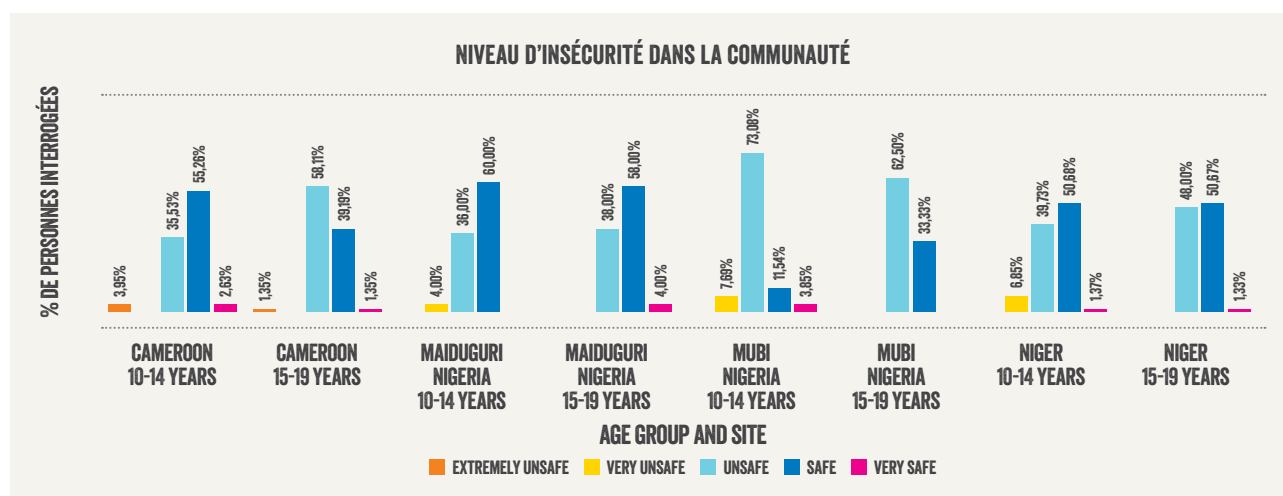
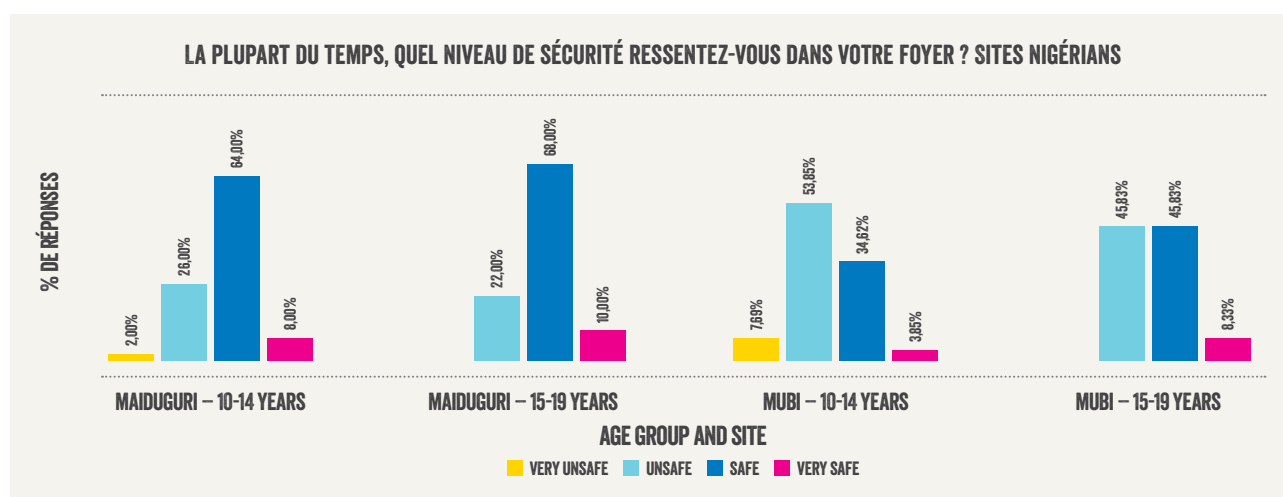


FIGURE 3: PERCEPTIONS DES ADOLESCENTES RELATIVEMENT À LA SÉCURITÉ DANS LE MÉNAGE : NIGERIA (N=150)



Les mouvements des filles sont limités pour assurer leur sécurité. Seules les filles sont enlevées.

MÈRE, NDOLLORI AU NIGERIA

Mes parents sont décédés et j'étais constamment maltraitée à la maison.

ADOLESCENTE DE 13 ANS, ZARMARI AU NIGERIA

Ils me battaient tout le temps et ne me donnaient rien à manger la plupart du temps.

ADOLESCENTE DE 13 ANS, ZARMARI AU NIGERIA

Même si je ne sors pas la nuit, les gangsters peuvent s'introduire chez moi pendant la nuit.

ADOLESCENTE DE 19 ANS, BABLIN AU CAMEROUN

2. CONCLUSIONS DE L'ÉTUDE

2.1.1.1 Violence sexuelle

En outre, confirmant les craintes que les adolescentes expriment en matière de harcèlement infligé par des garçons adolescents et de jeunes hommes, 8,48 pour cent des personnes interrogées (soit 38 des 449 adolescentes interrogées) ont indiqué avoir subi des attouchements et avoir été embrassées de force au cours du mois précédent. Dans 83,80 % de ces cas, l'auteur des violences était un garçon adolescent. Près de la moitié (45,95 %) de ces incidents sont survenus au dehors sur une route, et presque un quart (24,32 %) se sont déroulés à l'école, ce qui montre que très peu d'aspects de la vie des adolescentes ne sont pas affectés par la violence et les abus. Ce sont principalement les adolescentes à Mubi au Nigeria qui ont signalé avoir été touchées et embrassées de force, et une plus grande proportion d'incidents se sont déroulés à l'école. En réponse à ces actes de harcèlement et ces abus, les adolescentes ont déclaré avoir changé de comportement et limité leurs mouvements dans les espaces publics.

Certains garçons adolescents ont évoqué également l'omniprésence de la violence et des abus infligés aux adolescentes, indiquant que les adolescentes ne se sentent pas en sécurité « parce que les garçons sortent la nuit à la recherche de femmes » (garçon adolescent de 15 ans, Koza Mazi au Cameroun). Ceci représente une double menace pour les adolescentes, car celles qui ont survécu à une agression sexuelle sont souvent stigmatisées, outre la victimisation dont elles font l'objet dans leur famille et leur communauté. Les adolescentes ont indiqué que les survivantes étaient mariées de force avec les personnes qui les ont agressées et un représentant d'autorité locale a décrit un acte de mutilation génitale pratiqué par des parents après que leur fille soit sortie pendant la nuit avec des garçons.

Des représentants d'OSC à Maroua au Cameroun ont indiqué que des adolescentes avaient subi des agressions sexuelles ainsi que d'autres attaques et blessures physiques suite à la crise en cours. Bien que la plupart des personnes interrogées n'aient pas souhaité parler de la violence sexuelle liée aux conflits, certaines adolescentes et les membres de leur communauté ont évoqué la menace des enlèvements et des mariages forcés perpétrés par des groupes armés.

Plusieurs adolescentes ont déclaré que les filles exécutant des tâches domestiques étaient vulnérables et qu'elles connaissaient des filles travaillant comme servantes qui se faisaient systématiquement violer par les hommes dans le ménage. En outre, cette vulnérabilité particulière était clairement liée à la séparation des familles, car les adolescentes séparées de leurs parents sont plus susceptibles de trouver un travail hors de leur foyer et de vivre et travailler dans d'autres ménages.

Les adolescentes dans plusieurs sites de l'étude au Nigeria ainsi qu'à Goulfey et Blablin au Cameroun connaissaient des filles de leur âge qui avaient été forcées d'avoir des relations avec des hommes pour survivre. Certaines adolescentes ont décrit cette pratique comme un mécanisme d'adaptation négative



en réponse à l'insécurité et à la crise économique, et d'autres ont indiqué que la pauvreté persistante qui avait précédé la crise encourageait les rapports sexuels de survie.

(J'ai entendu parler) de viols et de harcèlement sexuel infligés par des voisins, des passants et des garçons dans la communauté. Rien n'a été fait.

ADOLESCENTE DE 17 ANS, NDOLLORI AU NIGERIA

Nous avons besoin d'un plus grand nombre d'agents de sécurité dans ma communauté pour que les garçons cessent de tourmenter les filles pendant la nuit.

ADOLESCENTE DE 14 ANS, GARAHA AU NIGERIA

Les garçons pourraient vous violer et s'emparer de tous vos effets de valeur.

ADOLESCENTE DE 13 ANS, GARAHA AU NIGERIA

Mon voisin, qui a inséré du bois de chauffe dans les parties génitales de sa fille, disant qu'elle rejoignait des garçons dehors pendant la nuit.

MEMBRE DE L'AUTORITÉ LOCALE, GARAHA AU NIGERIA

Je connais des victimes parmi des servantes qui travaillent pour des riches. Ces filles sont souvent violées par leur maître ou par leur petit ami pour obtenir de l'argent.

ADOLESCENTE DE 16 ANS, MORA AU CAMEROUN

(Les filles se sentent-elles en sécurité dans votre communauté pendant la nuit?) Non, parce que les garçons sortent à la recherche de femmes pendant la nuit.

GARÇON ADOLESCENT DE 15 ANS, KOZA MAZI AU CAMEROUN

Parce que les hommes ne nous laissent pas tranquilles pendant la nuit.

ADOLESCENTE DE 12 ANS, N'GOURTOUWA AU NIGER

2.1.1.2 Mariage d'enfants, mariage précoce et mariage forcé

La majorité des adolescentes ayant participé à cette étude savent clairement que les mariages d'enfants et précoces constituent une menace à leur bien-être actuel et à leurs perspectives d'avenir. Les adolescentes, de même que les garçons adolescents, les parents et les leaders communautaires, reconnaissent que les mariages d'enfants, précoces et forcés sont répandus dans l'ensemble des sites de l'étude et indiquent que la pratique est plus fréquente depuis la crise.

À propos des prises de décisions relatives au mariage, la plupart des adolescentes ont déclaré que ce sont leurs parents – principalement leur père – qui prennent ces décisions. Certains parents ont laissé entendre que les leaders communautaires et les leaders religieux exerçaient également une influence sur les prises de décisions concernant l'âge du mariage, en encourageant les mariages précoces et en empêchant les adolescentes d'aller à l'école. Les attentes et les comportements dans les communautés sont encore renforcés par les aspects pratiques du mariage. Le coût des frais de scolarité et des fournitures scolaires, la fermeture des écoles ainsi que la perception de certains parents, selon laquelle le mariage constitue un mécanisme de protection contre les menaces physiques de la part de groupes armés, et la nécessité que les adolescentes assument des travaux ménagers et des responsabilités familiales étaient présentés comme des facteurs promouvant une hausse des taux de mariages d'enfants, précoces et forcés.

Les garçons adolescents ont reconnu clairement le lien intrinsèque entre les mariages d'enfants, précoces et forcés et leur utilisation par les familles comme mécanisme d'adaptation négative en réponse aux difficultés économiques. Selon eux, il était nécessaire d'étendre les possibilités de subsistance et économiques et de sensibiliser les communautés afin de s'assurer que les filles peuvent rester à l'école. Les leaders communautaires ont estimé également que les crises alimentaires et économiques associées entraînaient une hausse des taux de mariages d'enfants, précoces et forcés, et que la pratique de

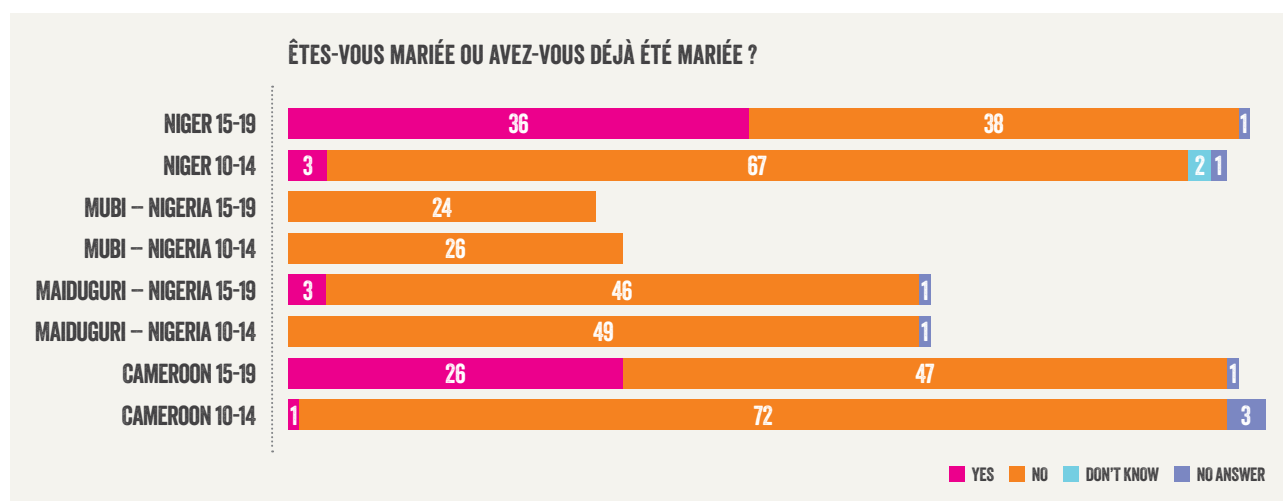
la dot favorisait leur utilisation comme mécanisme d'adaptation négative pour les familles qui parvenaient difficilement à se nourrir.

Comme le décrivent plus en détail la Section 2.1.4 ci-dessous ainsi que d'autres sources (telles que le rapport sur « La situation des enfants dans le monde⁵⁴ », de 2017), le lien entre l'accès limité à l'éducation et la prévalence des mariages d'enfants est particulièrement flagrant dans l'ensemble du bassin du lac Tchad. Au Niger en particulier, 81 % des femmes de 20 à 24 ans qui ne sont pas éduquées et 63 % de celles qui n'ont suivi qu'un enseignement primaire étaient mariées ou vivaient en couple à l'âge de 18 ans, contre seulement 17 % des femmes qui avaient suivi un enseignement secondaire ou de niveau supérieur. Le Niger affiche le plus haut taux de mariages d'enfants au monde, 3 filles sur 4 se mariant avant d'avoir 18 ans. Dans la région du Niger la plus fortement touchée par la crise, les taux sont encore plus élevés : à Diffa, 89 % des filles se marient avant d'avoir 18 ans.⁵⁵

Les adolescentes et leurs parents ont reconnu les risques associés aux grossesses précoces découlant des mariages précoces. Les taux extrêmement élevés de grossesses précoces et le manque d'accès aux informations et services sur les droits en matière de santé sexuelle et reproductive (présentés dans la Section 2.1.8.3 ci-dessous) exposent les adolescentes à un risque accru de contracter des maladies sexuellement transmissibles (MST), dont le VIH, et de mortalité maternelle, qui atteint des taux considérablement élevés dans l'ensemble du bassin du lac Tchad.⁵⁶

Dans l'ensemble des sites de l'étude, à peine plus de 15 % des adolescentes étaient ou avaient été mariées, et les adolescentes au Niger étaient bien plus susceptibles d'être mariées (48 % des adolescentes interrogées de 15 à 19 ans étaient ou avaient été mariées). Dans tous les sites, le nombre d'adolescentes de 10 à 14 ans qui sont ou ont été mariées était considérablement inférieur à celui des adolescentes plus âgées – seulement 1,3 % au Cameroun et 4,1 % au Niger, et aucune au Nigeria (voir la Figure 4)..

FIGURE 4: SITUATION MARITALE DES FILLES (N=449)



2. CONCLUSIONS DE L'ÉTUDE

Parmi les adolescentes interrogées qui sont actuellement mariées, 57,4 % ont été mariées à l'âge de 14 ou 15 ans, ce qui indique que la vulnérabilité face aux mariages d'enfants, précoces et forcés coïncide avec la fin de l'enseignement primaire (de 12 à 14 ans). Ces chiffres contredisent clairement ce que les filles elles-mêmes estimaient être l'âge idéal pour se marier – entre 18 et 21 ans pour la plupart d'entre elles (31,93 %).

Parmi les adolescentes qui n'avaient pas encore été mariées, 66,5 % ont indiqué que c'était soit leur père soit leur mère qui déciderait quand et avec qui elles se marieraient, et moins de 20 % des filles interrogées ont déclaré que cette décision leur reviendrait. Des adolescentes à Ngouma au Cameroun ont confié qu'elles s'étaient mariées à 14 ans, car dans leur communauté, si une fille n'est toujours par mariée à l'âge de 15 ans, on la considère comme une « vieille fille » (adolescente de 16 ans à Ngouma au Cameroun).

Dans certains sites, les mariages d'enfants, précoces et forcés ont été décrits comme un mécanisme de protection, et les parents et leaders communautaires ont indiqué que les adolescentes et leurs tuteurs craignaient des enlèvements et ont évoqué les cas de certaines filles qui avaient été enlevées et mariées de force. Des adolescentes à Njimtillo et Zarmari au Nigeria ont indiqué également que la communauté et certains parents avaient forcé des adolescentes à se marier avec les auteurs d'agressions sexuelles..

Ils l'ont mariée à son violeur.

ADOLESCENTE DE 17 ANS, NJIMTILLO AU NIGERIA

Ils l'ont mariée à la personne qui l'a agressée sexuellement. Seuls les parents n'aiment pas cette personne.

ADOLESCENTE DE 18 ANS, ZARMARI AU NIGERIA

Les parents marient les filles de force, car c'est la tradition ici.

ADOLESCENTE DE 17 ANS, ZARMARI AU NIGERIA

Le mariage précoce découle de l'insurrection, car les parents n'ont pas les moyens de prendre leurs enfants en charge.

MÈRE/TUTRICE, ZARMARI AU NIGERIA

Certaines adolescentes sont forcées (d'avoir une relation avec un homme) pour survivre.

(MÈRE/TUTRICE, ZARMARI AU NIGERIA)

Ce sont principalement les pères qui décident de marier leur fille. Oui, le père a le dernier mot.

LEADER COMMUNAUTAIRE, KALERI AU NIGERIA

Les filles souhaitent se marier tôt, car elles ont peur de se faire enlever.

MÈRE/TUTRICE, BAHULI AU NIGERIA

Le principal problème que je vois est que certaines des filles n'ont pas été mariées parce qu'elles l'avaient souhaité. Elles ont été mariées en raison de l'insurrection et parce que certaines avaient été enlevées. Certaines ont été forcées à se marier. C'est l'insurrection qui en est la cause.

LEADER COMMUNAUTAIRE, GARAHA AU NIGERIA

2.1.2 Liberté de mouvement

Dans les contextes des trois pays, les adolescentes elles-mêmes ainsi que les membres de leur communauté ont indiqué que les mouvements des adolescentes étaient limités suite à la crise. Toutefois, celles qui avaient vécu un déplacement ou qui se trouvaient dans des camps se voyaient imposer des limitations plus importantes sur leurs mouvements hors de chez elles.

Selon les parents et les tuteurs, les adolescentes ne devaient pas sortir pendant la nuit, de crainte de violences et de conflits, mais également en raison du risque qu'elles s'engagent dans des activités qu'ils considéraient comme immorales ou qu'elles s'impliquent avec des garçons.

Les adolescentes et les membres de la communauté craignaient les enlèvements de nuit. Cette crainte était clairement sexospécifique, les parents et les tuteurs déclarant que seules les filles étaient exposées au risque d'enlèvement. Selon les adolescentes, les éclairages de rue et la présence accrue de forces de sécurité promouvaient une expansion de leur liberté de mouvement. Toutefois, il convient de souligner que la présence accrue des forces de sécurité n'apaise pas toujours les peurs ; dans certains sites (tels que Diffa au Niger), leur présence renforce les peurs. De plus, les menaces physiques à l'égard des filles sont réelles non seulement hors des communautés et des camps, mais également à l'intérieur, comme indiqué ci-dessus. En outre, il ne faut pas non plus oublier que les restrictions en matière de liberté de circulation dues aux menaces physiques n'affectent pas seulement les filles : les garçons sont souvent confrontés à des risques de violence, d'enlèvement et de recrutement forcé dans des groupes armés (par exemple, à Diffa au Niger).

À Bahuli, les personnes interrogées ont évoqué à la fois l'impact de l'insécurité et le couvre-feu imposé récemment. Outre la liberté de mouvement plus limitée pendant la nuit soulignée par les adolescentes, certaines restrictions leur étaient également imposées pendant la journée.

... parce qu'il fait noir et que c'est dangereux la nuit, des personnes mal intentionnées pourraient se trouver dans les parages et me faire du mal.

ADOLESCENTE DE 14 ANS, MISHERI AU NIGERIA

Avant, j'allais cultiver des plantations n'importe où, même en dehors de ce village. Mais maintenant, je ne peux pas le faire, parce que j'ai peur ...

ADOLESCENTE DE 13 ANS, GAHARA AU NIGERIA

Le gouvernement devrait nous aider en installant des éclairages de rue.

ADOLESCENTE DE 17 ANS, NDOLLORI AU NIGERIA

Les filles n'ont pas le droit de se promener pendant la nuit, car c'est dangereux pour elles.

ADOLESCENTE DE 17 ANS, KALERI AU NIGERIA

Je me sens en sécurité pendant la nuit, car je ne sors pas ; ce n'était pas pareil avant la crise.

ADOLESCENTE DE 16 ANS, MORA AU CAMEROUN

Des enfants d'une ville rurale dans l'État d'Adamawa au Nigeria.

(©Plan International)



2.1.3 Séparation des familles

Pour les adolescentes, notamment celles qui ont été déplacées, la séparation des familles, soit en raison d'une séparation lors d'un déplacement soit du fait du décès de l'un de leurs parents ou des deux, exerce une forte influence négative sur leur sécurité, leur sûreté, leur bien-être et leurs aspirations futures. Les adolescentes ont reconnu qu'elle entrave leurs capacités à aller à l'école et détermine l'âge auquel elles se marient ainsi que la perpétration d'abus et de mauvais traitements à leur égard. Ces préjugés sont clairement spécifiques au genre, étant donné que le soutien communautaire poussant les garçons à aller à l'école est moins marqué, les filles ont davantage tendance à se marier jeunes (avec les risques associés de grossesse précoce), de subir des violences fondées sur le genre et d'occuper le type d'emploi dans lequel elles sont exposées à des risques plus importants (par exemple, en tant que servante dans un autre ménage).

Les adolescentes ont indiqué que la présence de leur père renforçait leur sentiment de sécurité. Ce sentiment était principalement exprimé par les personnes interrogées au Nigeria, bien que, parmi l'ensemble des sites de l'étude, ce soit celui qui enregistre le plus faible taux de séparations des familles. Dans l'ensemble des sites, 67,94 % des adolescentes ne vivaient pas avec leur père, et 30,56 % étaient séparées de leurs deux parents. Le Cameroun affichait le plus haut taux de séparations des familles, 37,59 % des adolescentes interrogées étant séparées de leurs deux parents, et les frères et sœurs, les grands-parents et d'autres membres de la famille étant les principales personnes à prendre soin des adolescentes. Plusieurs personnes interrogées ont souligné que les adolescentes séparées de leurs parents étaient plus susceptibles de s'engager dans des activités de subsistance à petite échelle, par exemple, en tant que vendeuses, couturières et aides à domicile, pour gagner de l'argent et ainsi subvenir à leurs besoins. D'autres ont évoqué les expériences d'adolescentes abusées et maltraitées dans des situations de servitude domestique.

De manière générale, les adolescentes ont associé la séparation des familles à une expérience de pauvreté et d'insécurité, avec un accès limité, voire nul, à l'éducation, des possibilités restreintes en matière de subsistance et un sentiment de désespoir. Les implications en matière de sécurité physique, de bien-être et de santé mentale sont par conséquent évidentes.

Un grand nombre de filles vulnérables (non accompagnées et séparées) sont ici dans ma communauté suite à la crise. Elles s'adaptent en travaillant comme domestiques, faisant la vaisselle et le ménage en échange (d'argent). Certaines vivent dans des camps, d'autres dans les foyers d'autres personnes.

LEADER COMMUNAUTAIRE, MISHERI AU NIGERIA

C'est une conséquence du conflit/de la crise. Parfois, elles vivent seules ou avec des oncles, des tantes, etc. Elles se débrouillent avec ce qu'elles ont. Aucune aide de la part des autorités locales.

MEMBRE D'UNE AUTORITÉ LOCALE, GARAHA AU NIGERIA

Elles ont tendance à s'adapter en s'engageant dans des activités de petite envergure, par exemple en tricotant des bonnets, en cousant et en travaillant en tant qu'aides à domicile pour subvenir à leurs besoins.

LEADER COMMUNAUTAIRE, KALERI AU NIGERIA

Je souffre parce que mon père est décédé et que je suis toujours à la maison.

ADOLESCENTE DE 18 ANS, MORA AU CAMEROUN

Il est difficile de vivre comme avant depuis que mes parents ne sont plus là.

ADOLESCENTE DE 18 ANS, MORA AU CAMEROUN

Elles sont battues et violées, et on leur assigne des tâches très difficiles. La plupart du temps, c'est l'oncle, le voisin ou la belle-mère de l'enfant. C'est ce qui se passe quand la fille n'a plus ses parents pour la protéger.

ADOLESCENTE DE 17 ANS, CAMP DE SAYAM AU NIGER

2. CONCLUSIONS DE L'ÉTUDE

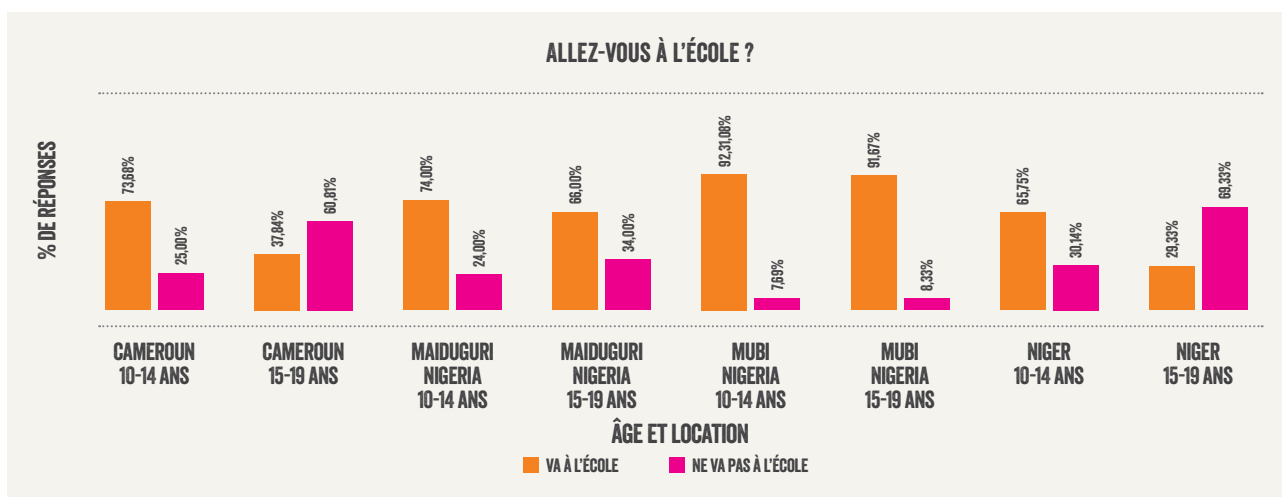
2.1.4 Obstacles à l'accès à l'éducation

Les adolescentes dans la région du lac Tchad considèrent que l'éducation est importante et, malgré les obstacles importants pour y accéder, la plupart d'entre elles souhaitent poursuivre leur scolarité, soit dans le secondaire soit en suivant des programmes de formation professionnelle.

La transition entre l'école primaire ou le premier cycle du secondaire – qui est souvent plus accessible et a plus de chances d'être subventionnée par le gouvernement – et le secondaire est un facteur d'insécurité potentiel pour les adolescentes. Dans la plupart des sites de l'étude, les probabilités que les adolescentes poursuivent une éducation secondaire sont beaucoup plus faibles, la seule exception étant le site de Mubi au Nigeria, où le taux d'adolescentes

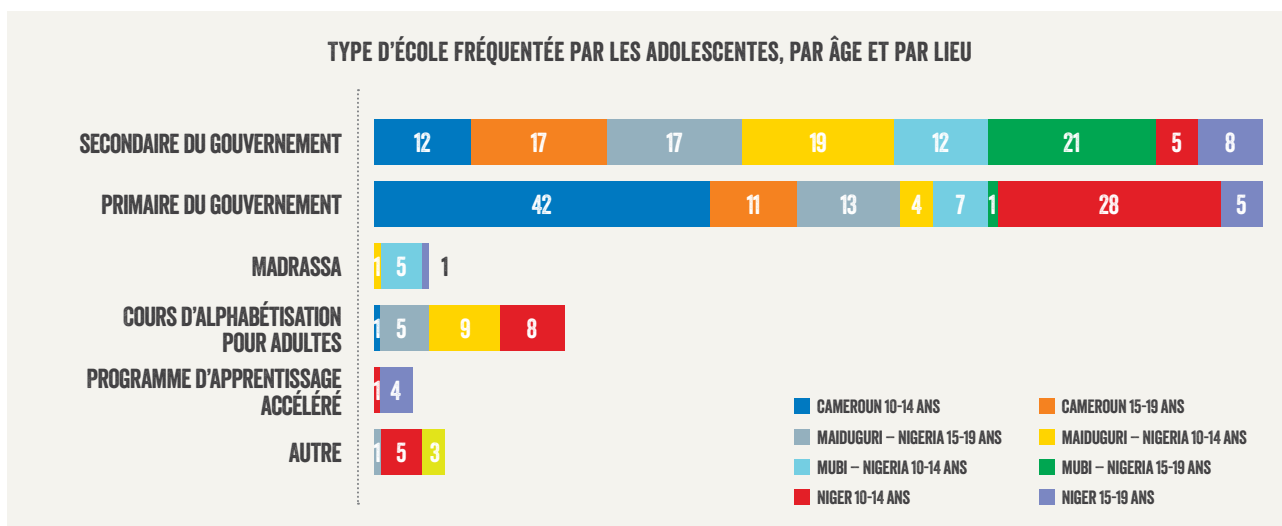
qui accèdent au secondaire est égal à celui des filles scolarisées dans le primaire. Ce sont les sites de l'étude au Niger qui affichaient la plus grande divergence : 65,75 % des filles interrogées de 10 à 14 ans étaient scolarisées, contre seulement 29,33 % de celles âgées de 15 à 19 ans, ce qui coïncide avec des taux élevés de mariages d'enfants, précoces et forcés. Le Cameroun également a enregistré une réduction substantielle de l'accès à l'éducation entre le primaire et le secondaire, passant d'un taux de scolarisation de 73,68 % chez les filles interrogées de 10 à 14 ans à un taux de 37,84 % chez celles de 15 à 19 ans. Ceci pourrait partiellement s'expliquer par la scolarité obligatoire dans le primaire et les subventions que le gouvernement camerounais consacre à l'enseignement primaire (voir la Figure 5).

FIGURE 5. FRÉQUENTATION SCOLAIRE PAR ÂGE ET PAR LIEU (N=449)



Parmi les filles qui vont à l'école, la majorité fréquentait des établissements gouvernementaux et non gouvernementaux dans le primaire et le secondaire, mais plusieurs allaient également dans une madrasa (24 filles), suivaient des programmes d'apprentissage accéléré (9 filles), des cours d'alphabétisation pour adultes (5 filles) et fréquentaient des écoles privées (4 filles) et des écoles islamiques (3 filles) (voir la Figure 6).

FIGURE 6. TYPE D'ÉCOLE FRÉQUENTÉE, PAR ÂGE ET PAR LIEU (N=267)





Halima enseigne aux enfants dans son école à Maiduguri au Nigeria.
(©Plan International)

La raison la plus couramment invoquée pour ne pas aller à l'école parmi les personnes interrogées était le fardeau des responsabilités familiales, 25 % des personnes non scolarisées déclarant qu'elles ne vont pas à l'école du fait des travaux ménagers et des responsabilités à assurer à la maison. En outre, le coût de l'éducation était mentionné comme un obstacle majeur, 20,83 % des enfants non scolarisés déclarant ne pas avoir les moyens de payer l'école. Ces deux facteurs sont intrinsèquement liés, car selon un grand nombre d'adolescentes, les tâches ménagères et les responsabilités familiales qu'elles assument renforcent les capacités d'adaptation de leur foyer et permettent à d'autres membres de la famille de s'engager dans des activités de subsistance.

Les parents et les tuteurs ont estimé que les possibilités en matière de subsistance étaient essentielles pour la poursuite de l'éducation des adolescentes. Dans l'ensemble des sites de l'étude, les adolescentes, ainsi que les parents et les membres des communautés de Zarmari et Ndollori au Nigeria associaient l'accessibilité de l'éducation à tous les niveaux pour les filles et la situation économique des parents, reconnaissant que celle-ci a un impact spécifique sur les possibilités d'accès au secondaire. Cette situation est clairement sexospécifique, certains parents et tuteurs déclarant qu'ils souhaitaient véritablement que leurs filles adolescentes aillent à l'école. Toutefois, compte tenu de leur situation économique limitée, ils préféreraient envoyer les garçons, car ceux-ci deviendront un jour des chefs de famille.

Certaines personnes interrogées à Ndollori ont indiqué que leur école avait été incendiée, et des adolescents de 13 à 14 ans à Ndollori ont dit souhaiter aller à l'école, mais que leurs parents n'avaient pas les moyens de payer les frais de scolarité. « [Avant la crise], nous allions à l'école, mais maintenant, il n'y a pas d'argent pour payer les frais de scolarité » (adolescente de 13 ans à Ndollori au Nigeria). En dehors des difficultés financières pour payer les frais de scolarité, d'autres adolescentes ont souligné que les coûts de transport et un manque de cahiers et d'uniformes compromettaient les chances d'aller à l'école.

Au-delà des barrières économiques, les adolescentes

(L'école) n'est pas importante, car elles finiront par se marier et resteront à la maison.

MÈRE, ZARMARI AU NIGERIA

Si nous avons de l'argent, nous continuerons à les envoyer à l'école, mais sinon, nous les marierons après le secondaire.

LEADER COMMUNAUTAIRE, KALERI AU NIGERIA

Toutes les filles ne finissent pas l'école ici; certaines quittent l'école généralement au niveau secondaire pour se marier.

ADOLESCENTE DE 18 ANS, MISHERI AU NIGERIA

Notre école a été attaquée.

ADOLESCENTE DE 10 ANS, BAHULI AU NIGERIA

Même sur le chemin de l'école, nous avons peur.

ADOLESCENTE DE 16 ANS, BAHULI AU NIGERIA

ont expliqué qu'elles ne pouvaient pas accéder à l'éducation en raison de la distance à parcourir pour se rendre à l'école, de l'absence de moyens de transport, de la fermeture d'écoles suite au conflit et de la crainte d'attaques par des groupes armés. Des adolescentes à Bahuli au Nigeria ont dit craindre des attaques et des enlèvements, confiant que, « même sur le chemin de l'école, [elles ont] peur » (adolescente de 16 ans, Bahuli au Nigeria). Ceci souligne le problème lié à la sécurité à l'école et les risques de sécurité dans la fréquentation de l'école, qui peuvent constituer un obstacle de taille à l'éducation et s'ajouter au stress psychologique et à d'autres formes d'insécurité. À Gahara, les adolescentes ont souligné également la nécessité d'augmenter le nombre d'enseignants afin de leur permettre d'aller à l'école et de renforcer la qualité de l'éducation qu'elles reçoivent. De plus, les adolescentes déplacées dans leur propre pays au Niger ont déclaré qu'elles ne pouvaient pas aller à l'école, car elles avaient perdu leurs papiers d'identité après avoir fui leur village.

Comme l'indique la Section 2.1.1 ci-dessus, selon les adolescentes, les mariages d'enfants, précoces et forcés constituaient également une menace majeure à la poursuite de leur éducation. De leur côté, les garçons adolescents étaient du même avis, déclarant qu'un grand nombre de filles sont forcées de quitter l'école pour se marier ou pour des raisons économiques.

Au-delà de la poursuite de la scolarité, d'autres obstacles empêchent également les filles de même commencer l'école. Parmi les adolescentes qui ont été interrogées et qui ne sont actuellement pas scolarisées, près d'un tiers (29,39 %) ont indiqué n'avoir jamais été à l'école, et seulement 8,18 % ont déclaré qu'elles avaient été à l'école pendant 7 ans ou plus. Bien que certaines personnes interrogées aient évoqué l'existence de programmes d'apprentissage accéléré, l'accès à ces programmes n'était pas généralisé ni très étendu. Les principales raisons pour lesquelles certaines filles n'avaient jamais été à l'école étaient la pauvreté et les déplacements.

Les garçons adolescents étaient très en faveur de l'accès des filles à l'éducation, soulignant la nécessité d'instaurer des chances égales et les avantages de l'éducation pour les filles. Un garçon adolescent a également indiqué qu'en poursuivant leur scolarité, les garçons peuvent être amenés à changer leur comportement et à contribuer à réduire la violence à l'égard des femmes et des filles. Un autre garçon adolescent a déclaré : « Nous avons besoin d'être sensibilisés sur l'effet de la violence contre les filles » (garçon adolescent de 14 ans, à Zarmari au Nigeria). Néanmoins, certaines des données rassemblées ont souligné que les normes différenciées selon le genre ont des incidences négatives sur l'éducation des filles et présument que cette dernière est moins importante que pour un garçon, car une fille finira par se marier et rester à la maison plutôt que d'accéder au secteur de l'emploi formel. De telles attitudes n'étaient pas très prévalentes ou, du moins, articulées ; ce sont principalement des barrières d'ordre pratique qui limitent l'éducation des filles, par exemple, le coût associé à la poursuite de la scolarité, plutôt que les barrières culturelles.

La plupart des filles finissent leur éducation au niveau secondaire, en raison d'un manque de soutien financier

GARÇON ADOLESCENT DE 13 ANS, ZARMARI AU NIGERIA

[Que peut-on faire pour que ce soit plus facile pour vous d'aller à l'école ici ?] Fourniture d'un uniforme, de sandales, de livres, et même de nourriture, et aussi, dites à nos parents que l'école est importante.

ADOLESCENTE DE 13 ANS, KALERI AU NIGERIA

La plupart des gens souhaitent que leurs filles aillent à l'école, mais ils peuvent être limités par un manque d'argent.

ADOLESCENTE DE 17 ANS, BAHULI AU NIGERIA

Nous observons la fermeture d'écoles dans les zones affectées, alors qu'ailleurs, les écoles sont surpeuplées. En outre, la jeune fille a été stigmatisée, car on fait d'elle une kamikaze.

MEMBRE D'OSC, MINEDUB MAROUA AU CAMEROUN

80 % des filles ne vont pas à l'école pour plusieurs raisons : le mariage, des moyens insuffisants et l'environnement même, qui n'est pas encourageant.

MEMBRE D'OSC, MAROUA AU CAMEROUN

Avant la crise, j'étais inscrite à l'école ; ce qui a changé, c'est que maintenant, j'ai tout le temps peur.

ADOLESCENTE DE 16 ANS, MORA AU CAMEROUN

Toutes les filles ne finissent pas leur éducation. Les filles arrêtent pour se marier, ou en raison d'une grossesse ou d'un viol.

ADOLESCENTE DE 18 ANS, MORA AU CAMEROUN

Maintenant, elles se donnent à des hommes contre de l'argent pour payer l'école et d'autres choses.

GARÇON ADOLESCENT DE 16 ANS, KOZA MAZI AU CAMEROUN



Justina, qui est arrivée au Cameroun après avoir fui le Nigeria, est devenue une couturière qualifiée.

(©Plan International)

2.1.5 Insécurité économique et moyens de subsistance

Dans l'ensemble du bassin du lac Tchad, les possibilités en matière de moyens de subsistance formels et informels sont limitées, et la détérioration de la situation économique qui découle du conflit prolongé et des catastrophes environnementales ne fait que les restreindre davantage. Pour les adolescentes qui ont un accès limité au secteur des emplois formels, les possibilités ne cessent de diminuer.

Selon les adolescentes, il existait un rapport évident entre leurs propres perspectives économiques et celles de leurs parents, ainsi qu'avec leurs capacités à prendre des décisions concernant leur propre vie. Par exemple, on observait un lien positif évident entre la stabilité économique du ménage et les possibilités de subsistance pour les parents, et les chances que les adolescentes poursuivent leur scolarité. Dans les foyers qui étaient confrontés à de graves difficultés économiques, les filles devaient souvent abandonner l'école et aider à contribuer aux revenus du ménage. Les adolescentes ont observé également un lien entre la stabilité économique du ménage et le risque de mariages d'enfants, précoces et forcés, bien que certaines considèrent le mariage comme un moyen d'améliorer leur stabilité économique.

À propos du plus grand changement survenu dans leur vie, les adolescentes de Ndollori ont indiqué que le coût de la vie était de plus en plus élevé et qu'il affectait considérablement leur vie, notamment en limitant leur accès aux aliments et à une nutrition appropriée. Les adolescentes à Njimtillo et Ndollori au Nigeria ont indiqué qu'avant la crise, elles s'étaient engagées également dans des activités de subsistance à petite échelle pour aider leur famille. Pour elles, le plus grand changement avait été la disparition des emplois formels.

Dans l'ensemble des sites de l'étude, les adolescentes plus âgées ont été plus enclines à parler des limitations qu'elles ont observées dans leur propre participation économique et dans leur accès à des moyens de subsistance, alors que les jeunes adolescentes avaient davantage tendance à présenter l'impact des possibilités économiques limitées sur leurs parents et leur incidence sur leur propre vie. Parmi les adolescentes plus âgées, celles au Nigeria travaillaient plus fréquemment hors de chez elles (62,50 % des adolescentes de 15 à 19 ans) par rapport aux adolescentes d'autres régions du bassin du lac Tchad, soit dans des emplois formels soit dans des activités de subsistance informelles. Pour les filles à Njimtillo, la couture, la vente d'aliments et les commissions étaient leurs principales sources de revenus.

Les parents et les tuteurs ont également souligné l'impact considérable du manque de possibilités économiques sur la cohésion familiale et sur les relations au sein du foyer, indiquant qu'en conséquence, les enfants, y compris les adolescentes, pouvaient être maltraités ou abusés. Comme il a été indiqué précédemment, les personnes interrogées, dont les filles elles-mêmes, ont indiqué que la frustration liée à la situation économique du ménage se traduisait par des tensions qui, parfois, débouchaient sur des violences et des abus dans le foyer.

Avant la crise, nous avons un magasin, mais nous ne pouvons plus le tenir depuis le début du mouvement de Boko Haram.

ADOLESCENTE DE 13 ANS, NDOLLORI AU NIGERIA

Nous vivons en dépendant de la solidarité, car nous ne pouvons plus payer nos factures.

ADOLESCENTE DE 14 ANS, NDOLLORI AU NIGERIA

Leurs parents les envoient vendre en faisant du colportage pour aider la famille.

GARÇON ADOLESCENT DE 11 ANS, NJIMTILLO AU NIGERIA

Les enfants sont forcés de travailler parce que leur parent âgé ne peut pas travailler.

MÈRE/TUTRICE, ZARMARI AU NIGERIA

Il n'y a pas suffisamment d'opportunités d'emplois pour les filles ici à Kaleri.

LEADER COMMUNAUTAIRE, KALERI AU NIGERIA

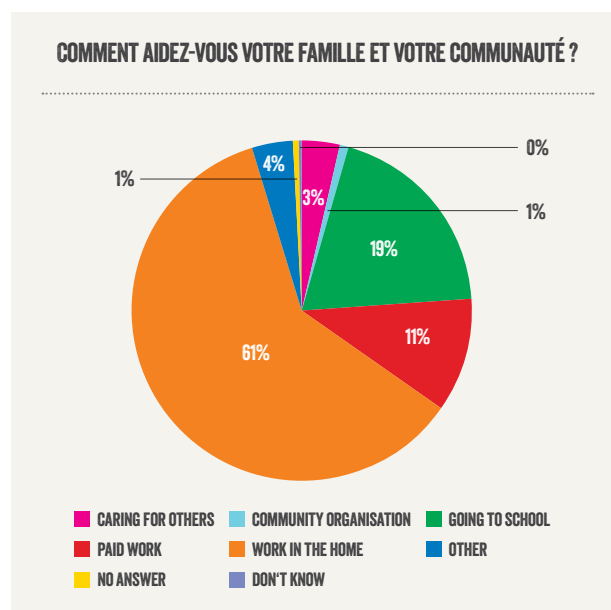
Du fait de la pauvreté de mes parents, je ne peux prendre aucune décision.

ADOLESCENTE DE 17 ANS, KALERI AU NIGERIA

2.1.6 Tâches ménagères et responsabilités familiales

Le fardeau des tâches ménagères et des responsabilités familiales est un aspect qui, selon les adolescentes, affecte leur capacité à faire face : limitation de leur accès aux sources potentielles de résilience et de protection dans leur vie, telles que l'éducation et les emplois rémunérés. Elles indiquent que les responsabilités qui leur incombent dans leur foyer limitent leurs capacités à accéder à l'éducation et à s'engager dans des réseaux de pairs et dans des activités de subsistance. Dans tous les sites de l'étude, les activités assignées aux adolescentes dans leur ménage sont similaires : le nettoyage, la cuisine et la collecte d'eau et de bois de chauffe. 61 % de l'ensemble des filles interrogées ont déclaré qu'elles aidaient leur famille et leur communauté en travaillant dans leur foyer (voir la Figure 8). Sur les quatre pour cent (4%) qui ont dit qu'elles aidaient leur famille et leur communauté par d'autres moyens, la plupart ont mentionné la collecte d'eau et de bois, la lessive et d'autres formes de travail pour ramener de l'argent à leur ménage (principalement des travaux ruraux et le colportage).

FIGURE 7: COMMENT AIDEZ-VOUS VOTRE FAMILLE ET VOTRE COMMUNAUTÉ ? (N=449)



Les adolescentes à Njimtillo, Ndollori et Zarmari au Nigeria étaient généralement chargées de prendre soin de leurs frères et sœurs cadets ainsi que des tâches ménagères telles que la collecte d'eau, la préparation des aliments, le nettoyage et la lessive. Le rôle des garçons dans ces communautés était plus étroitement lié aux commissions, à l'agriculture et à l'exécution d'activités de subsistance. Cette division du travail selon le sexe était également associée à l'insécurité alimentaire (comme le souligne la Section 2.1.6 ci-dessous), les garçons adolescents bénéficiant d'un accès aux revenus par le biais d'activités de subsistance et, en conséquence, étant en mesure de contribuer à l'apport d'aliments chez eux.

2. CONCLUSIONS DE L'ÉTUDE

Les adolescentes, à Zarmari en particulier, ont souligné les difficultés que posent les pénuries en eau du fait qu'elles sont chargées de collecter de l'eau pour leur ménage et les ont associées à leur sécurité et leur bien-être physiques. Pour elles, la nécessité de parcourir de longues distances en quête de bois de chauffe et d'eau les exposait au risque de se faire harceler et de subir des violences physiques. À Ngouma au Cameroun également, les adolescentes ont évoqué la responsabilité qui leur incombe de s'occuper des membres âgés dans leur famille.

Bien que les adolescentes contribuent clairement aux capacités d'adaptation des familles en temps de crise, la valeur de cette contribution – sous forme de tâches ménagères et de responsabilités familiales – était largement sous-estimée par les parents et les membres de la communauté en comparaison avec celle de l'engagement des garçons adolescents dans des emplois rémunérés et dans des activités de subsistance.

Les filles aident leur mère dans la communauté. Ceci a changé, car nous ne sommes plus autorisées à aller dans la brousse pour quelque activité que ce soit.

ADOLESCENTE DE 18 ANS, ZARMARI AU NIGERIA

Je lave les vêtements pour ma mère et mes frères et sœurs cadets. Je vais chercher de l'eau, je vends en faisant du colportage et je prends soin de mes frères et sœurs cadets.

ADOLESCENTE DE 13 ANS, KALERI AU NIGERIA

Oui, j'assume la plupart des tâches ménagères – par exemple, la cuisine, le nettoyage et la lessive –, et c'est différent de ce que font les garçons.

ADOLESCENTE DE 13 ANS, GAHARA AU NIGERIA

2.1.7 Sécurité alimentaire et nutrition

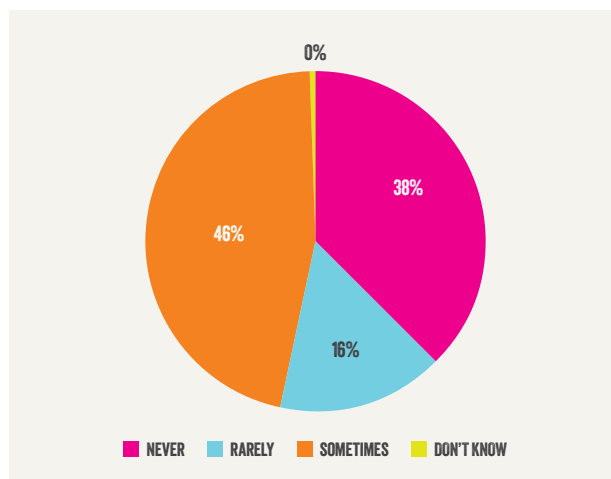
Les adolescentes et les membres de leur communauté ont déclaré que, suite à la violence associée aux groupes armés, ils n'ont plus accès à l'agriculture, à la fois en tant qu'activité génératrice de revenus et à des fins de subsistance, et qu'ils ne disposent maintenant plus que de ressources limitées pour s'acheter des aliments au marché.

L'insécurité alimentaire a des incidences majeures sur l'ensemble des communautés du bassin du lac Tchad. Toutefois, ces incidences affectent les adolescentes de différentes manières, et celles-ci déploient des mécanismes d'adaptation distincts en réponse à la crise. Les adolescentes sont plus susceptibles que les garçons adolescents d'être exclues des possibilités d'emplois formels et, par conséquent, de s'engager dans du travail informel et non réglementé. Il est également plus probable qu'elles aient à assumer la collecte et la vente d'aliments.

À un moment dans leur vie au cours des quatre semaines précédentes, 62 % de l'ensemble des filles interrogées avaient été au lit le ventre vide en raison d'un manque de nourriture (voir la Figure 7), et 68,3 % étaient inquiètes du fait que leur foyer n'avait pas suffisamment de nourriture. À propos du plus grand

changement intervenu dans leur vie depuis le début de la crise, les adolescentes à Bahuli au Nigeria ont indiqué que la faim et la malnutrition étaient leurs préoccupations principales.

FIGURE 8 : CES QUATRE DERNIÈRES SEMAINES, ÊTES-VOUS ALLÉE AU LIT LE VENTRE VIDE PARCE QU'IL N'Y AVAIT PAS SUFFISAMMENT À MANGER ? (N=449)



Les garçons adolescents à Ndollori au Nigeria ont souligné combien les pénuries d'aliments affectaient l'ensemble de leur ménage. Toutefois, ils ont mentionné également que, grâce à leurs capacités à s'engager dans des activités de subsistance et à gagner de l'argent, ils pouvaient manger en dehors de chez eux, comme l'indique la Section 2.1.5. Grâce à leur accès plus étendu aux possibilités d'emplois formels, les garçons adolescents bénéficient de plus grandes capacités en matière de revenus et d'achat d'aliments.

Par rapport aux jeunes adolescentes, les adolescentes plus âgées ont fait état d'un impact plus important des niveaux élevés d'insécurité alimentaire, celles interrogées à Ndollori, Zarmari et Njimtillo au Nigeria évoquant en particulier le fait de s'être adaptées au manque de nourriture en mangeant les restes aux côtés des adultes après avoir laissé les plus jeunes enfants manger en premier. Les adolescentes à Zarmari ont indiqué ne manger qu'un ou deux repas par jour et aller presque toujours au lit le ventre vide, buvant de l'eau auparavant pour se remplir l'estomac en tant que mécanisme d'adaptation au manque de nourriture.

Chaque fois que nous avons de l'argent, [nous mangeons] des haricots du marché, car nos exploitations ont déjà été brûlées par les partisans de Boko Haram.

MÈRE, NDOLLORI AU NIGERIA

Parfois, nous allons au lit le ventre vide.

ADOLESCENTE DE 18 ANS, NJIMTILLO AU NIGERIA

Les plus jeunes mangent, et les plus âgés boivent de l'eau avant d'aller au lit.

ADOLESCENTE DE 18 ANS, NJIMTILLO AU NIGERIA

En l'absence de moyens de subsistance, les parents envoyaient leurs filles au marché chercher de la nourriture pour le foyer.

TUTEUR, NJIMTILLO AU NIGERIA

À la maison, tout le monde n'a pas de quoi manger, car nous ne pouvons pas aller à l'exploitation agricole en raison de l'insurrection.

TUTEUR, NJIMTILLO AU NIGERIA

Je souhaite (qu'une ONG) aide mes parents à créer une entreprise pour qu'ils puissent gagner de l'argent et nous acheter suffisamment de nourriture.

ADOLESCENTE DE 13 ANS, KALERI AU NIGERIA

... les enfants mangent, pendant que les plus âgés comme nous ne mangent pas nécessairement à leur faim et se contentent d'eau.

ADOLESCENTE DE 18 ANS, KALERI AU NIGERIA

Quand j'étais à Damboa, nous avions suffisamment de nourriture et de quoi subvenir à nos besoins, mais maintenant, tout a changé en raison de l'insurrection.

ADOLESCENTE DE 14 ANS, MISHERI AU NIGERIA

Je bois simplement de l'eau avant d'aller au lit ou je mange les restes dans la casserole.

ADOLESCENTE DE 14 ANS, MISHERI AU NIGERIA

... parce qu'il y a peu de nourriture ... ce ne sont que mes frères et sœurs cadets qui mangent. Ma grande sœur et moi devons nous montrer patientes et rester le ventre vide.

ADOLESCENTE DE 18 ANS, MISHERI AU NIGERIA



Une femme qui rit à un point de distribution d'articles d'aide d'urgence au Nigeria.

(©Plan International)

2.1.8 Accès aux soins de santé

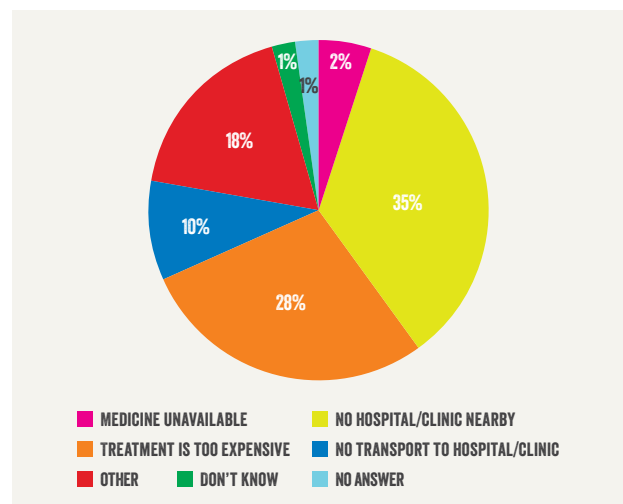
2.1.8.1. Santé physique

Dans l'ensemble du bassin du lac Tchad, les adolescentes continuent d'être confrontées à des obstacles pour accéder à des soins de santé appropriés. Bien que la majorité des filles interrogées (82,37 %) aient accédé à des soins de santé, les coûts des visites chez le médecin et des médicaments limitent souvent cet accès.

Pour celles qui ne pouvaient pas accéder à des soins de santé, les principales raisons étaient l'absence d'un centre de santé ou d'un hôpital à proximité et le prix excessif des traitements (voir la Figure 9). Toutefois, ces facteurs variaient considérablement selon le site de l'étude : huit filles sur les dix (80 %) interrogées à Mubin au Nigeria n'avaient pas accès à des soins de santé, car il n'y a pas de centre de santé ni d'hôpital dans leur région. La principale raison empêchant l'accès aux soins de santé au Cameroun était le coût excessif du traitement, 16 adolescentes sur 36 (44 %) n'ayant pas accès aux soins de santé au Cameroun ayant évoqué cette raison. D'autres raisons évoquées pour le manque d'accès aux soins de santé étaient l'indisponibilité des médicaments, la fuite des services médicaux à cause des groupes d'insurgés tels que ceux de Boko Haram et l'absence de moyens de transport pour se rendre au centre de santé ou à l'hôpital.

Malgré cela, 52,68 % des adolescentes ont déclaré qu'elles avaient subi une blessure majeure ou contracté une maladie grave au cours de l'année précédente. La maladie la plus souvent évoquée par les adolescentes est le paludisme. Certaines personnes interrogées ont également mentionné que le VIH faisait partie des problèmes de santé affectant les adolescentes, malgré l'importante stigmatisation autour de la maladie, que les leaders communautaires associaient souvent à la promiscuité et à des rapports sexuels en dehors du mariage.

FIGURE 9 : SI VOUS N'AVEZ PAS ACCÈS À DES SOINS DE SANTÉ, QUELLE EN EST LA RAISON ? (N = 95)



2. CONCLUSIONS DE L'ÉTUDE

Nous allons à l'hôpital général en ville. Nous ne consultons pas de médecins, car c'est très difficile de les voir, et nous n'avons pas d'argent.

ADOLESCENTE DE 13 ANS, NDOLLORI AU NIGERIA

C'est dur; mon père n'a pas d'argent, alors nous ne pouvons pas acheter de médicaments.

ADOLESCENTE DE 15 ANS, KALERI AU NIGERIA

La communauté n'a aucun centre médical gratuit. Si la condition est critique, nous nous rendons dans un centre éloigné pour obtenir une assistance médicale gratuite.

TUTEUR, ZARMARI AU NIGERIA

J'achète du paracétamol à la pharmacie ou du feldin quand j'ai des crampes, car c'est trop cher d'aller à l'hôpital.

ADOLESCENTE DE 18 ANS, KALERI AU NIGERIA

C'est difficile (d'accéder à des soins de santé), car nous devons y aller très tôt parce que c'est toujours bondé.

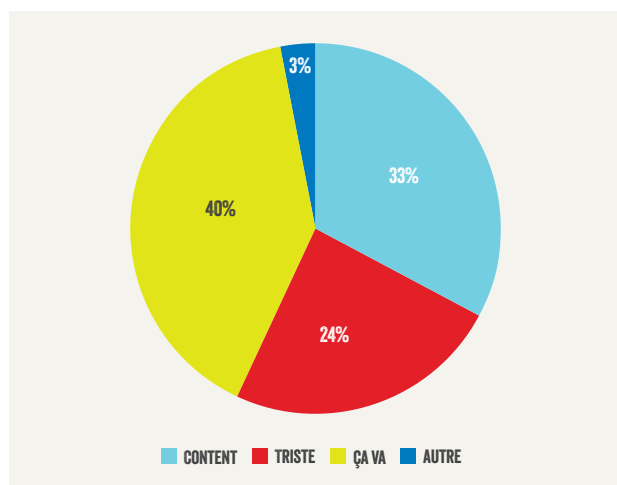
ADOLESCENTE DE 10 ANS, ABOUNG (TAM) AU NIGER

2.1.8.2 Santé mentale

Les adolescentes et les membres de leur communauté ont évoqué l'impact du conflit et de la crise alimentaire en cours sur leur santé mentale. Parmi les personnes interrogées, 24,33 % ont déclaré qu'elles étaient tristes la plupart du temps, et 39,73 % autres que « ça allait ». Bien que les adolescentes n'aient généralement pas indiqué avoir accédé à des services de santé mentale, certains membres de la communauté ont fait remarquer que des services tels que des « centres d'écoute » et des travailleurs sociaux étaient disponibles.

Les adolescentes étaient plus enclines à mentionner leur famille et leurs pairs en tant que mécanismes d'adaptation face à leurs difficultés et leurs préoccupations en matière de santé mentale, recourant rarement à des services de soutien dans le cadre d'éventuels problèmes de santé mentale.

FIGURE 10 : COMMENT VOUS SENTEZ-VOUS LA PLUPART DU TEMPS? (N=449)



2.1.8.3 Droits en matière de santé sexuelle et reproductive

Il subsiste toujours d'importantes barrières à l'accessibilité et à la réalisation des droits des adolescentes en matière de santé sexuelle et reproductive. Le manque d'informations ainsi que d'accessibilité ou d'adéquation des services de santé et les obstacles financiers empêchent les adolescentes d'accéder aux informations et aux services sur la contraception et la santé sexuelle en particulier. Alors que, dans l'ensemble des sites de l'étude, les adolescentes étaient réticentes à aborder ce sujet ou à discuter des connaissances dont elles disposaient sur leurs droits en matière de santé sexuelle et reproductive, elles demandaient à accéder à davantage d'informations sur ces droits, précisant qu'elles préféreraient recevoir des informations de la part d'OSC et de professionnels de santé.

10,94 % des adolescentes interrogées avaient été enceintes, et le Niger présentait le taux global le plus élevé (18,24 %) et jusqu'à 36 % pour les adolescentes plus âgées (de 15 à 19 ans). Parmi celles qui avaient été enceintes, 15 et 16 ans étaient les âges les plus courants pour une première grossesse dans l'ensemble des sites de l'étude, renforçant une nouvelle fois ce que les adolescentes nous confient en matière d'accès limité à une éducation secondaire et la manière dont cette limitation est liée aux mariages d'enfants, précoces et forcés et aux grossesses précoces. L'enquête démographique et de santé menée au Nigeria en 2013 vient confirmer ces chiffres, avec un taux national de 23 % d'adolescentes tombant enceintes pour la première fois entre 15 et 19 ans et des taux plus élevés dans le nord-ouest (36 %) et le nord-est (32 %) du pays.⁵⁷

Selon les adolescentes à Goulfey et Blablin au Cameroun, ainsi que dans tous les sites de l'étude au Niger, les filles ont découvert des informations sur leur santé sexuelle et reproductive par le biais de leur mari après leur mariage et que les maris demeurent la principale source d'information sur la contraception.

L'insuffisance des droits en matière de santé sexuelle et reproductive débouche également sur d'autres pratiques néfastes pour les adolescentes. Par exemple, les grossesses précoces ou non désirées étaient également liées à la pratique des mariages d'enfants, précoces et forcés, et les garçons adolescents à Krouang ont indiqué que les pères mariaient leurs filles tôt à titre de mécanisme de protection, de crainte d'une grossesse précoce et de la stigmatisation de la grossesse en dehors du mariage.

Le manque d'accès des adolescentes à leurs droits en matière de santé sexuelle et reproductive constitue une menace spécifique à leur sécurité, et le bassin du lac Tchad enregistre l'un des plus hauts taux de décès maternels au monde. À 773,4 décès maternels pour 100 000 naissances vivantes, le taux est élevé, même par rapport à un grand nombre d'autres pays d'Afrique subsaharienne qui sont plongés dans des crises prolongées.⁵⁸

Le Niger affiche le plus fort taux de fertilité au monde, avec une moyenne de 7 enfants par femme, selon les chiffres de 2017. Dans l'ensemble, les pays du bassin

du lac Tchad enregistrent la plus faible prévalence de contraceptifs, avec une moyenne d'environ 12 %, contre 24 % dans d'autres pays souffrant d'une crise prolongée. Combiné aux difficultés en matière d'accès aux services de santé, aux taux élevés de déplacements et aux faibles niveaux d'accouchements assistés, le taux de fertilité des adolescentes dans les pays du bassin du lac Tchad – 133 naissances vivantes pour 1 000 adolescentes en moyenne – signifie que les adolescentes dans la région sont exposées à d'énormes risques de mortalité ⁵⁶

Lorsqu'une fille atteint l'âge de 14 ans, elle a un petit ami. Les filles peuvent très facilement tomber enceintes, car elles ne disposent pas de suffisamment de connaissances sur le sexe et sur leur cycle menstruel

ADOLESCENTE DE 16 ANS, GAHARA AU NIGERIA

Les difficultés lors de l'accouchement en raison de notre âge

ADOLESCENTE DE 17 ANS, NJIMTILLO AU NIGERIA

Les principaux problèmes de santé auxquels les filles sont confrontées depuis le début de la crise – elles sont tombées enceintes, et certaines ont même contracté des maladies. Tout est à cause des crises.

ADOLESCENTE DE 16 ANS, GAHARA AU NIGERIA

Nous n'avons pas de travail, et l'accouchement est un problème, car nous n'avons pas d'hôpital dans la communauté.

TUTEUR, NJIMTILLO AU NIGERIA

La sexualité précoce qui entraîne des grossesses précoces, le sida et des MST

MEMBRE D'OSC, MINJEC AU CAMEROUN

Je pense qu'elles découvrent la sexualité lors de leurs relations avec leur mari.

ADOLESCENTE DE 19 ANS, BABLIN AU CAMEROUN

Nous découvrons la sexualité par le biais de nos amis hommes ainsi que dans le mariage.

ADOLESCENTE DE 18 ANS, MORA AU CAMEROUN

2.1.8.4 Gestion de l'hygiène menstruelle

Les obstacles économiques ont constitué la limitation la plus souvent évoquée en matière d'accès à des produits d'hygiène menstruelle, et les adolescentes à Ndollori au Nigeria ont déclaré que la détérioration de la situation économique et l'impact de la crise avaient davantage restreint leur accès à une gestion appropriée de l'hygiène menstruelle.

Les adolescentes à Garin Wanzam au Niger ont confié qu'elles s'isolaient de leur communauté et qu'elles ne s'engageaient pas dans des activités régulières lorsqu'elles avaient leurs règles. D'autres au Cameroun ont évoqué les difficultés qu'elles rencontraient pour aller à l'école en période de menstruation et un accès limité à des installations d'assainissement appropriées.

Les informations sur la gestion de l'hygiène menstruelle étaient principalement obtenues auprès des mères, des tantes et des sœurs plus âgées, et les adolescentes disaient souhaiter obtenir davantage d'informations de la part d'OSC et de professionnels de santé.

Parfois, nous nous cachons quand nous avons nos règles pour éviter que l'on nous juge.

ADOLESCENTE DE 16 ANS, GARIN WANZAM AU NIGER

Je ne peux pas toujours accéder à des articles sanitaires; avant, je pouvais toujours en acheter. Maintenant, je n'ai pas d'argent.

ADOLESCENTE DE 15 ANS, KALERI AU NIGERIA

... il n'y a pas d'argent pour acheter des serviettes hygiéniques.

ADOLESCENTE DE 14 ANS, MISHERI AU NIGERIA



Amatou, 14 ans, a subi une agression sexuelle après son arrivée au Cameroun en tant que réfugiée nigériane.*

(©Plan International)

DIFFÉRENCES ENTRE LES SITES DE L'ÉTUDE

En tant que crise régionale affectant quatre pays, la crise du bassin du lac Tchad a eu de sérieux effets sur la vie des adolescentes dans les zones touchées. Bien que certaines zones d'insécurité affectent les adolescentes dans la région, on observe bien entendu l'existence de contextes distincts dans chaque pays. Ces contextes varient selon la diversité des facteurs sociaux, économiques, culturels et législatifs ainsi qu'en fonction des différentes manifestations de la crise, qui exercent une influence sur l'expérience d'insécurité que vivent les adolescentes et sur la manière dont elles font face aux menaces. De toute évidence, les interventions et les engagements doivent être adaptés aux différents contextes et répondre aux besoins spécifiques des personnes affectées. Ainsi, cette section présente plus en détail certaines des principales différences entre le Nigeria, le Niger et le Cameroun.

NIGERIA

Les adolescentes au Nigeria étaient plus susceptibles de signaler des actes de harcèlement et des abus, ainsi que des mécanismes d'adaptation négative tels que les rapports sexuels de survie :

Au Nigeria, on observe des différences entre les sites, les adolescentes à Mubi se sentant moins en sécurité chez elles que celles qui vivent dans les autres sites. Les jeunes adolescentes dans les deux sites au Nigeria ont également indiqué qu'elles se sentaient moins en sécurité chez elles que leurs pairs plus âgées.

Les rapports sexuels de survie étaient le mécanisme d'adaptation le plus souvent évoqué par les adolescentes et les membres de la communauté au Nigeria, qui ont indiqué que les adolescentes s'engageaient dans des relations et échangeaient des rapports sexuels contre de la nourriture, de l'argent et d'autres articles.

Les adolescentes au Nigeria ont indiqué qu'elles bénéficiaient d'un accès plus étendu aux prises de décisions concernant leur propre vie et d'une plus grande influence sur les décisions familiales et communautaires :

Par rapport aux adolescentes de l'ensemble des sites, ce sont celles de Maiduguri au Nigeria dont les déclarations illustrent l'implication la plus élevée dans les décisions concernant leur vie. Dans l'ensemble du Nigeria, les adolescentes ont également indiqué qu'elles avaient plus d'influence sur les prises de décisions dans leur famille et leur communauté, 54,67 % de celles qui ont été interrogées déclarant qu'elles pouvaient, au moins occasionnellement, exercer une influence sur les prises de décisions, contre 36,61 % des adolescentes dans l'ensemble des autres sites.

Les adolescentes au Nigeria étaient plus susceptibles de faire état des violences fondées sur le genre qu'elles avaient subi à l'école et de craindre des actes de violence et de harcèlement dans leur accès à l'éducation :

Ce sont principalement les adolescentes à Mubi au Nigeria qui ont signalé avoir été touchées et embrassées de force, une plus grande proportion d'incidents se déroulant à l'école. En réponse à ces actes de harcèlement et ces abus, les adolescentes ont déclaré avoir changé de comportement et limité leurs mouvements dans les espaces publics.

La crainte d'enlèvements et d'attaques liés à l'accès à l'éducation était la plus répandue chez les adolescentes à Bahuli au Nigeria, une fille ayant par exemple déclaré : « même sur le chemin de l'école, nous avons peur » (adolescente de 16 ans).

Les adolescentes au Nigeria étaient les plus susceptibles de s'engager dans du travail hors de chez elles :

Parmi les adolescentes plus âgées, celles au Nigeria travaillaient plus fréquemment hors de chez elles (62,50 % des adolescentes de 15 à 19 ans) par rapport aux adolescentes d'autres régions du bassin du lac Tchad, soit dans des emplois formels soit dans des activités de subsistance informelles.

NIGER

Les adolescentes au Niger sont plus susceptibles de se marier jeunes et d'exercer une influence limitée sur les prises de décisions les concernant et quant au choix de leur mari, et d'être exposées à une grossesse précoce :

Au Niger, les adolescentes ont moins de chances de suivre une forme d'éducation formelle quelconque et sont plus susceptibles de se marier avant d'avoir 18 ans.

Les adolescentes au Niger sont beaucoup plus susceptibles de se marier – en comparaison, 15 % de l'ensemble des filles interrogées dans les trois pays sont mariées, 48 % de celles de 15 à 19 ans au Niger étaient ou avaient été mariées (et 4 % des filles de 10 à 14 étaient ou avaient été mariées).

Les adolescentes au Niger ont indiqué qu'elles exerçaient moins d'influence dans les décisions quant au moment de leur mariage et au choix de leur mari par rapport aux filles dans tous les autres sites, seulement 12,9 % ayant déclaré qu'elles prendraient ces décisions. La plupart des filles ont indiqué que ce sont leurs parents qui choisissent leur mari : 43 % déclarant que leur père ferait ce choix et 30,11 % que ce serait leur mère.

Par rapport à tous les autres sites, le Niger présentait le taux de grossesses précoces le plus élevé, globalement de 18,24 %, avec une hausse à 36 % pour les adolescentes plus âgées (de 15 à 19 ans).

Les adolescentes au Niger ont décrit l'importance du soutien de leurs pairs et du leadership des pairs :

De toutes les adolescentes questionnées dans le cadre de l'étude, celles vivant dans des camps de personnes déplacées au Niger ont été les seules à bénéficier de la présence de pairs responsables qui communiquaient leurs préoccupations aux leaders communautaires et tentaient de résoudre les conflits. Elles confiaient que ces pairs les aidaient et qu'elles se tournaient vers eux lorsqu'elles se sentaient pessimistes sur certains aspects de leur vie.

Les adolescentes au Niger présentait le plus faible taux de scolarisation et de poursuite de leur éducation :

Les sites au Niger enregistraient la plus grande divergence en matière de fréquentation scolaire entre les jeunes adolescents et les adolescentes plus âgées, 65,75 % des filles de 10 à 14 ans allant à l'école, contre seulement 29,33 % des filles de 15 à 19 ans, ce qui correspond aux taux élevés de mariages d'enfants, précoces et forcés.

Malgré les taux élevés de déplacements signalés par les personnes interrogées dans l'ensemble des sites de l'étude, ce sont les adolescentes au Niger qui ont le plus évoqué les déplacements, 58,11 % ayant été déplacées au cours des cinq dernières années.

CAMEROUN

Les adolescentes ont estimé le plus souvent qu'elles n'avaient aucun pouvoir de prise de décision au Cameroun :

Les adolescentes au Cameroun ont signalé exercer le moins d'influence dans les prises de décisions concernant leur propre vie par rapport à leurs homologues dans les autres sites, et 68 % ont également indiqué n'avoir jamais eu d'influence sur les décisions dans leur famille ou leur communauté.

Les adolescentes au Cameroun étaient plus susceptibles que celles dans les autres sites d'avoir contracté une maladie grave ou subi une blessure sérieuse au cours des 12 derniers mois, mais ce sont celles qui ont eu le moins de chances, dans l'ensemble des sites, d'accéder à des soins de santé :

La raison la plus couramment évoquée pour l'impossibilité d'accéder à des soins de santé au Cameroun est le coût devant être encouru, 44 % des personnes interrogées dans l'ensemble du pays déclarant que les facteurs économiques constituent l'obstacle le plus important à l'accès aux soins de santé.

Les adolescentes au Cameroun étaient plus susceptibles que celles se trouvant dans les autres sites d'être séparées de leur famille :

Le Cameroun affichait le taux le plus élevé de séparation des familles, les frères et sœurs, les grands-parents et d'autres membres de la famille étant les principales personnes à prendre soin des adolescentes.

AUTRES FACTEURS D'INFLUENCE

Outre les différentes expériences entre les sites, il convient également de reconnaître que les adolescentes ne sont pas un groupe homogène et que leurs expériences varient considérablement en fonction de plusieurs facteurs tels que l'âge, l'expérience vécue de la séparation des familles, l'expérience de déplacements et les handicaps.

JEUNES ADOLESCENTES :

- Les jeunes adolescentes dans la tranche d'âges de 10 à 14 ans se sentaient généralement moins en sécurité chez elles que les adolescentes plus âgées (de 15 à 19 ans).
- Dans tous les sites, le nombre d'adolescentes de 10 à 14 ans qui étaient mariées était considérablement inférieur à celui des adolescentes plus âgées, seulement 1,3 % au Cameroun et 4,1 % au Niger indiquant être ou avoir été mariées, et aucune au Nigeria. Ceci correspond aux taux nationaux de mariages précoces et forcés, ce qui indique une hausse substantielle des taux de mariages parmi les adolescentes plus âgées (28 % des filles au Niger sont mariées avant leurs 15 ans, et le taux augmente à 78 % pour les filles mariées avant leurs 18 ans).
- Les jeunes adolescents dans les deux sites au Nigeria ont exprimé également un sentiment d'insécurité à la maison plus important que celui ressenti par leurs pairs plus âgés. Les adolescentes déplacées au camp de Sayam, à N'gourtouwa et à Garin Wanzam au Niger ont raconté comment elles avaient fui leur foyer en raison des combats et passé la nuit à se cacher dans les broussailles, avant de rentrer chez elles une fois que les tirs avaient cessé.

ADOLESCENTES PLUS ÂGÉES :

Par rapport aux jeunes adolescentes, les adolescentes plus âgées ont fait état d'un impact plus important des niveaux élevés d'insécurité alimentaire, celles interrogées à Ndolori, Zarmari et Njimtilo évoquant en particulier le fait de s'être adaptées au manque de nourriture en mangeant les restes aux côtés des adultes après avoir laissé les plus jeunes enfants manger en premier. Les adolescentes à Zarmari ont indiqué ne manger qu'un ou deux repas par jour et aller presque toujours se coucher le ventre vide, buvant de l'eau auparavant pour se remplir l'estomac en tant que mécanisme d'adaptation au manque de nourriture.

EXPÉRIENCE DE SÉPARATION DES FAMILLES :

The presence of fathers was listed as a key factor in instilling a sense of safety by adolescent girls. This was particularly mentioned by respondents in Nigeria, while, interestingly, this site had the lowest rate of family separation across all sites.

EXPÉRIENCE DES DÉPLACEMENTS :

Les adolescentes qui ont vécu des déplacements dans l'ensemble de la région du lac Tchad sont particulièrement susceptibles de craindre la violence physique, d'avoir un accès limité à l'éducation et d'être moins optimistes quant à leur avenir.

HANDICAPS :

Bien que les participants à l'étude n'aient pas évoqué les difficultés spécifiques auxquels ils étaient confrontés, il est établi que les handicaps exacerbent les vulnérabilités et les insécurités dont souffrent les adolescentes, notamment dans les sites où les attitudes à l'égard des personnes handicapées sont négatives.

Une adolescente nigérienne.

(©Vincent Tremeau)



2.1.9 Mécanismes d'adaptation négative

Bien que les adolescentes dans les trois pays fassent preuve d'une grande résilience et déploient un certain nombre de mécanismes d'adaptation positive face à la crise prolongée, certains éléments présentés ci-dessous montrent que, parfois, elles sont également forcées de recourir à des mécanismes d'adaptation négative. Peu de filles étaient disposées à s'exprimer ouvertement sur les mécanismes d'adaptation négative, bien que certaines aient parlé de la pratique des rapports sexuels de survie, de restrictions sur leur consommation d'aliments et des mariages d'enfants, précoces et forcés dans leur communauté. Dans plusieurs sites au Nigeria, ainsi qu'à Goulfey et Blablin au Cameroun, les personnes interrogées ont mentionné que des filles avaient été forcées d'avoir des rapports sexuels avec des hommes afin de survivre, et d'autres ont évoqué les cas de filles forcées à se marier pour faire face à la crise économique et alimentaire en cours. Les personnes interrogées ont déclaré également qu'elles laissaient les jeunes membres de leur famille manger en premier, compte tenu des pénuries de nourriture, comme indiqué plus haut.

Selon les parents et les leaders communautaires, ainsi que les adolescentes, la situation économique se détériorait et semblait amener certaines adolescentes à recourir à ces mécanismes d'adaptation négative. Lorsqu'elles n'ont pas accès à l'éducation et à des possibilités de subsistance, cela amplifie le risque qu'elles recourent plus souvent à ces mécanismes d'adaptation négative. Ces préoccupations sont urgentes et nécessitent des mesures rapides et complètes pour s'attaquer à la fois aux sources d'insécurité et aux effets. Il est également important que les interventions programmatiques reconnaissent l'autonomie des filles et la mettent à profit, parallèlement aux mécanismes constructifs qu'elles ont développés pour s'adapter face aux difficultés qu'elles endurent.

2.2. SITES DE RÉSILIENCE

Les adolescentes sont confrontées à une multitude de formes majeures d'insécurité. Toutefois, elles peuvent également se montrer résilientes en développant des mécanismes et des stratégies d'adaptation qui les ont aidées à faire face aux difficultés de la crise en développement, comme indiqué ci-dessous. Il est important de souligner que les adolescentes disposent d'une certaine autonomie et que, non seulement elles ont développé des mécanismes et des stratégies pour s'aider dans cette crise, mais elles ont également soutenu d'autres personnes. Il serait utile de mettre à profit l'expérience et les compétences que les adolescentes dans la région du lac Tchad ont acquises dans le cadre de leur expérience et de leurs efforts pour faire face à la crise ainsi que dans l'appui qu'elles ont apporté à d'autres personnes, afin d'orienter les interventions programmatiques et d'en améliorer l'efficacité et de soutenir les efforts visant à renforcer la sécurité et la stabilité dans la région.

2.2.1 Réseaux de pairs, structures communautaires et espaces sûrs

2.2.1.1 Réseaux de soutien des pairs

Les adolescentes ont indiqué que le soutien dont elles bénéficient de la part de leurs pairs était essentiel pour leur capacité à s'adapter et à rester positives sur l'avenir. Bien que dans l'ensemble des sites de l'étude, les adolescentes craignent les actes de harcèlement et les abus de garçons adolescents, elles ont estimé que leurs frères et sœurs et d'autres adolescentes avaient des influences principalement positives sur leur vie.

Selon des adolescentes vivant dans des camps de personnes déplacées au Niger, des pairs responsables soumettaient leurs préoccupations aux leaders communautaires et tentaient de résoudre les conflits. Elles confiaient que ces pairs les aidaient et qu'elles se tournaient vers eux lorsqu'elles se sentaient pessimistes sur certains aspects de leur vie. Dans les sites où de telles structures sont encore inexistantes, il est possible d'examiner comment les reproduire ou fournir le soutien qu'elles apportent.

2.2.1.2 Modèles exemplaires et femmes leaders dans la communauté

Les modèles exemplaires et les femmes leaders constituent une source de résilience qui inspire les adolescentes au sein de leur propre communauté. Les adolescentes ont indiqué que les femmes et les filles dans leur vie, telles que des sœurs aînées s'engageant dans des emplois formels, des tantes assumant des fonctions de leadership dans la communauté et d'autres, représentaient une source d'espoir dans leur vie.

Bien que, souvent, les adolescentes ne parvenaient pas à fournir des exemples de leur propre leadership, elles étaient ambitieuses et aspiraient à prendre le contrôle dans de nombreux aspects de leur vie. L'atteinte d'un certain niveau d'éducation et l'engagement dans des activités de subsistance

étaient des domaines dans lesquelles elles étaient fières de leurs accomplissements.

2.2.1.3 Espaces sûrs

Certaines parmi les adolescentes étaient en mesure d'accéder à des espaces sûrs formels mis en place par des OSC et ont indiqué qu'ils représentaient des mécanismes qui contribuaient à leur sentiment de bien-être et faisaient partie de leur filet de sécurité face à la crise en cours. À propos des moyens qui leur permettaient d'exprimer leurs préoccupations, plusieurs adolescentes ont évoqué les espaces sûrs et des initiatives similaires dans leur région.

Pour de nombreuses adolescentes n'ayant pas accès à un espace sûr dans leur quotidien, étant donné la violence qui s'infiltrait dans leur foyer et dans leur école, l'existence d'espaces sûrs formels et l'influence positive de réseaux de pairs constituent des mécanismes d'appui particulièrement importants.

En outre, compte tenu du souhait exprimé par les adolescentes d'en savoir plus sur leurs droits en matière de santé sexuelle et reproductive, de participer à des programmes de formation professionnelle et d'acquisition de compétences et de bénéficier d'un soutien supplémentaire de la part d'ONG pour obtenir des moyens de subsistance, les espaces sûrs sont une composante centrale de l'aide humanitaire destinée aux adolescentes.

2.2.2 Autonomie et influence

Plus de la moitié des filles interrogées (51,79 %) ont déclaré qu'elles ne pouvaient jamais prendre de décisions concernant leur propre vie. C'est au Cameroun que les adolescentes estimaient avoir le moins de pouvoir décisionnel, et celles à Maiduguri au Nigeria ont indiqué pouvoir s'impliquer davantage dans les décisions concernant leur vie. Malgré quelques exceptions, les adolescentes étaient largement exclues des prises de décisions familiales et communautaires et disposaient de peu de recours pour se faire entendre. Cependant, certaines filles ont dit avoir l'impression qu'elles pouvaient influencer les décisions concernant leur propre vie. Un grand nombre ont également fait état d'une certaine autonomie dans leurs espoirs et leurs comportements pour leur avenir.

Certaines adolescentes ont parlé de leurs accomplissements et de leurs sentiments d'autonomie et d'influence dans la façon dont elles cherchaient à assister les enfants plus jeunes et leurs pairs. Dans certains cas, les adolescentes ont fait preuve de leadership en s'exprimant sur les mariages d'enfants, précoces et forcés et en cherchant à les combattre :

« J'ai aidé une fille lors d'un mariage précoce, car elle n'avait que 14 ans »

ADOLESCENTE DE 18 ANS À GARIN WANZAM, NIGER

D'autres ont signalé aux leaders communautaires les mauvais traitements et les abus infligés à des enfants :

« J'ai aidé un enfant maltraité en l'amenant chez le chef du village »

ADOLESCENTE DE 15 ANS À GARIN WANZAM, NIGER

2. CONCLUSIONS DE L'ÉTUDE

Bien qu'ils soient peu nombreux, quelques membres de la communauté ont reconnu effectivement et soutenu l'autonomie des adolescentes, soulignant leur rôle dans la consolidation de la paix et les possibilités de leadership parmi les pairs. Par exemple, lors d'une discussion de groupe, un membre d'une communauté a déclaré :

« J'ai conseillé aux organisations d'intensifier et d'améliorer leurs efforts pour résoudre les problèmes de santé des filles, car elles promeuvent la paix dans la société »

MEMBRE DE COMMUNAUTÉ, MISHERI AU NIGERIA

2.2.3 Optimisme

Un grand nombre de filles ont fait preuve d'un grand courage et d'optimisme, ce qui peut être surprenant au vu des difficultés et des insécurités continues auxquelles elles sont confrontées. Dans les différents contextes, les adolescentes déplacées se disaient souvent optimistes et ont indiqué souhaiter retourner dans leur village. Bien qu'un grand nombre d'entre elles aient reconnu que la situation de sécurité présente ne le permettait pas, elles espéraient pouvoir y retourner ultérieurement.

L'optimisme des adolescentes pour l'avenir et le sentiment de sécurité qu'elles pensaient pouvoir acquérir étaient principalement liés à deux aspects de leur vie : leur capacité à gagner des revenus adéquats et leurs perspectives en matière de mariage. Pour les adolescentes en général, des moyens de subsistance adéquats étaient par exemple des moyens de subsistance informels ou le lancement d'une petite entreprise, plutôt qu'une carrière professionnelle ou un parcours éducatif complet.

2.2.4 Activités de subsistance

À propos des accomplissements dont elles étaient fières, un grand nombre d'adolescentes ont souligné leur implication dans des moyens de subsistance à petite échelle et la contribution qu'elles ont apportée à leur foyer grâce à ces activités, par exemple, la vente d'articles au marché. Bien entendu, nombre de ces accomplissements étaient appréciés en raison de la valeur positive directe qu'ils représentaient pour la famille, qui souvent avait grand besoin de nourriture et de revenus. En dehors de ces aspects, les filles ont indiqué toutefois très fréquemment que leurs responsabilités familiales vis-à-vis de leurs frères et sœurs cadets ou d'autres membres de leur famille représentaient leurs plus grands accomplissements. Il est intéressant de noter que les responsabilités familiales sont considérées à la fois comme une entrave et comme une source de résilience pour les filles. Cette disposition à aider les autres et le sentiment de réalisation associé sont une source de résilience pour les familles et les communautés, ainsi que pour les filles elles-mêmes. Les garçons ont indiqué également que leur contribution aux revenus du ménage – bien qu'elle passe souvent par des activités différentes telles que des travaux de construction et la menuiserie – et la prise en charge des membres de leur famille représentaient leurs principaux accomplissements.

Bien que les adolescentes disposent d'un accès limité aux possibilités de subsistance formelles, elles ont affiché un désir de mener des activités entrepreneuriales et une aptitude dans ce domaine. Elles ont présenté des idées de petites entreprises et les connaissances dont elles disposaient sur les pratiques commerciales, et ont exprimé un souhait d'en savoir plus. Les adolescentes ont demandé un soutien afin d'obtenir des capitaux et de petits prêts, ainsi que des formations et des compétences techniques pour diriger une entreprise.

Non seulement cette soif de connaissances, ce désir de contribuer dans leur famille et leur communauté et cette aptitude à l'entrepreneuriat – ainsi que l'optimisme pour l'avenir, comme indiqué plus haut – contribuent à renforcer la résilience propre des filles, mais ils pourraient également avoir un impact positif majeur sur leur communauté. En outre, ces compétences et ces aptitudes pourraient être mises à profit par le biais d'interventions programmatiques visant à renforcer la résilience des communautés et à ouvrir la voie vers un avenir plus sûr et plus prospère.

2.2.5 L'éducation

Les adolescentes ont indiqué que l'éducation, tant en termes de fréquentation scolaire et d'accomplissements passés que d'accès continu, contribuait considérablement à leur résilience et à leurs capacités à s'adapter, à la fois tout au long de la crise prolongée et en temps de crise aiguë. Dans tous les sites de l'étude, les adolescentes ont indiqué que la poursuite de leur éducation, que ce soit au niveau secondaire ou professionnel, était essentielle à leur bien-être futur.

Il est important de noter que la capacité à s'engager dans des études secondaires ou professionnelles était aussi étroitement liée aux sentiments d'optimisme des adolescentes concernant leur avenir.

[Mon plus grand accomplissement est] de bien travailler à l'école et de passer aux niveaux supérieurs.

ADOLESCENTE DE 13 ANS, BABLIN AU CAMEROUN

[Mon plus grand accomplissement est] de prendre soin de mes frères cadets et de mes grands-parents.

ADOLESCENTE DE 18 ANS, MORA AU CAMEROUN

Mon père m'a donné une parcelle de terrain ; j'y ai cultivé des haricots et j'en ai récolté un sac que j'ai vendu, ce qui m'a permis de m'acheter beaucoup de choses.

ADOLESCENTE DE 14 ANS, MORA AU CAMEROUN

Je suis fière d'être inscrite à l'école ici à Kaleri. C'est l'une des choses dont je suis toujours heureuse et fière.

ADOLESCENTE DE 18 ANS, KALERI AU NIGERIA

Ce qui me rend fière de moi, c'est d'avoir pu aider mes parents à prendre la fuite lors des attaques et d'arriver jusqu'ici.

ADOLESCENTE DE 18 ANS, CAMP DE MINAWAO AU CAMEROUN

J'ai donné un cadeau à ma sœur, et elle était si heureuse et m'a remerciée; je me suis sentie très fière.

ADOLESCENTE DE 14 ANS, MISHERI AU NIGERIA

Je suis fière de moi quand je vends beaucoup d'articles et que j'ai de l'argent pour aider ma mère.

ADOLESCENTE DE 13 ANS, CAMP DE MINAWAO AU CAMEROUN

Je suis fière d'avoir aidé mon petit frère à grandir quand ma mère est décédée.

ADOLESCENTE DE 13 ANS, CAMP DE MINAWAO AU CAMEROUN

2.4 CONTACTS AVEC LA COMMUNAUTÉ HUMANITAIRE

Les principaux domaines dans lesquelles les adolescentes ont indiqué souhaiter obtenir un appui supplémentaire de la part des acteurs humanitaires étaient l'accès à l'éducation, la prise en charge des frais de scolarité et un soutien pour les uniformes, les livres et les fournitures scolaires. Certaines filles ont évoqué également les difficultés rencontrées relativement aux distances à parcourir pour aller à l'école et la nécessité d'un soutien pour rapprocher les écoles ou pour mettre en place des moyens de transport. Les filles ont mentionné également l'alimentation parmi les domaines essentiels dans lesquels un soutien est nécessaire de la part des acteurs humanitaires.

Outre l'appui à la fréquentation d'écoles primaires et secondaires formelles, elles ont demandé également l'organisation de programmes de formation à des compétences professionnelles pour adultes axés sur les moyens de subsistance. Les adolescentes ont souligné la valeur des activités telles que la fabrication de savons, la couture et la confection, ainsi que l'octroi de prêts et l'apport d'un appui pour lancer une entreprise. En outre, plusieurs adolescentes au Nigeria ont déclaré qu'elles avaient été engagées par la communauté humanitaire en tant que bénévoles et recenseuses. Dans l'ensemble des sites de l'étude, les adolescentes et les membres de leur communauté ne connaissaient aucune organisation en faveur des filles handicapées, bien que plus de la moitié des filles interrogées aient subi une blessure majeure ou contracté une maladie grave au cours du mois précédent.

La plupart des adolescentes dans l'ensemble des sites de l'étude ont déclaré que la communauté humanitaire ne les avait pas consultées concernant leurs besoins. Pour celles qui avaient été consultées, c'était le plus souvent dans le cadre de consultations auprès des ménages, où ce sont leurs parents qui avaient parlé de leurs besoins. Les adolescentes vivant dans des camps étaient plus susceptibles que les autres adolescentes d'avoir des interactions avec la communauté humanitaire, d'être consultées sur leurs besoins, de s'engager dans des activités telles que des programmes de formation, d'accéder à des espaces sûrs et de recevoir de la nourriture et d'autres formes de soutien.



Filles vivant dans un camp de réfugiés dans la région de Diffa au Niger.

(©Plan International)

2. CONCLUSIONS DE L'ÉTUDE

À propos de leur sentiment d'insécurité et de la menace de violences physiques et de violence basée sur le genre à leur encontre, les adolescentes ont indiqué également à la communauté internationale qu'elles aspiraient à bénéficier d'une plus grande sécurité physique, notamment par la prestation de services de sécurité et par une protection de leur liberté de circulation.

Les jeunes adolescentes en particulier ont reconnu également la nécessité d'apporter un appui à leurs parents et l'impact potentiel que cela aurait sur leur propre bien-être. Notamment, elles ont parlé de la nécessité que leurs parents puissent accéder à des possibilités de subsistance et à des formations professionnelles qui leur permettraient d'avoir les moyens d'envoyer leur fille à l'école.

Les leaders communautaires à Misheri associaient les perspectives des adolescentes au bien-être de l'ensemble de leur communauté. Ils soulignaient la nécessité que la communauté humanitaire soutienne la santé et le bien-être des filles, indiquant que les acteurs humanitaires devraient « améliorer leurs efforts pour résoudre les problèmes de santé des filles, car elles promeuvent la paix dans la société ». (Leader communautaire, Misheri au Nigeria)



Une fille saute à la corde dans un espace de Plan International adapté aux enfants, dans l'État d'Adamawa au Nigeria.
(Hartmut Schwarzbach / argus)

(Pour soutenir les filles comme moi, les organisations humanitaires pourraient) nous fournir des savons et des détergents, des informations sur le maintien d'une bonne santé, suffisamment de médicaments et de bons aliments.

ADOLESCENTE DE 13 ANS, MISHERI AU NIGERIA

... nous donner des machines à coudre [et ...] des blocs-notes et des livres pour apprendre à lire.

ADOLESCENTE DE 14 ANS, BABLIN AU CAMEROUN

... investir dans de petites activités commerciales, payer nos études, donner des machines à celles qui savent coudre.

ADOLESCENTE DE 16 ANS, MORA AU CAMEROUN

... former celles qui ne vont plus à l'école afin qu'elles fassent autre chose et encourager les jeunes à étudier en aidant leurs parents à prendre d'autres petits emplois.

ADOLESCENTE DE 18 ANS, MORA AU CAMEROUN

... nous donner du travail et de quoi manger.

ADOLESCENTE DE 18 ANS, MOZOGO AU CAMEROUN

... aider les populations, en particulier les orphelins et les veuves. Leur donner quelque chose à faire ou à apprendre, par exemple un métier.

ADOLESCENTE DE 19 ANS, GAHARA AU NIGERIA

Ils doivent nous aider à aller à l'école et à trouver un peu d'argent.

ADOLESCENTE DE 13 ANS, CAMP DE MINAWAO AU CAMEROUN

Ils devraient nous apprendre des compétences artisanales, par exemple, la fabrication de savons, le tricot et la confection. Nous devrions être éduquées sur le sexe et sur ses dangers.

ADOLESCENTE DE 16 ANS, GAHARA AU NIGERIA

Nous voulons vraiment continuer à aller à l'école.

ADOLESCENTE DE 17 ANS, NGOUMA AU CAMEROUN

Pour les filles de mon âge, il faut nous aider en nous donnant des fournitures scolaires et des informations qui concernent spécifiquement les filles.

ADOLESCENTE DE 14 ANS, MORA AU CAMEROUN

Il faut qu'on nous apprenne à lire, et notre école a besoin de livres et d'un plus grand nombre d'enseignants.

ADOLESCENTE DE 14 ANS, GAHARA AU NIGERIA

Inscrivez-nous dans des écoles, enseignez-nous des compétences, fournissez des services essentiels (hôpitaux, électricité, eau) pour nous aider à améliorer notre vie et la rendre plus facile.

ADOLESCENTE DE 13 ANS, MISHERI AU NIGERIA

J'ai besoin de savon, de détergent et d'argent pour acheter des vêtements, comme ça, je pourrai aller plus facilement à l'école.

ADOLESCENTE DE 13 ANS, KALERI AU NIGERIA

3. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS



Une adolescente nigérienne.
(©Vincent Tremeau)



3.1 OBSERVATIONS FINALES

La crise prolongée au lac Tchad pose de nombreuses difficultés pour les adolescentes. On note en particulier les formes diverses et étendues de violence qui leur sont infligées dans tous les aspects de leur vie, chez elles et au dehors, ainsi que des niveaux accrus de harcèlement et d'autres formes d'insécurité. La crise économique et les crises associées (crises alimentaires et crises liées à l'insuffisance d'eau) ont exacerbé les autres dangers auxquels les filles sont exposées, y compris la violence sexuelle, les mariages d'enfants, précoces et forcés (et les risques de santé associés à des grossesses précoces), leur retrait forcé de l'école et le fardeau supplémentaire des tâches ménagères. Certains groupes de filles sont particulièrement vulnérables face à ces menaces, y compris celles qui sont séparées de leurs parents.

Néanmoins, cette étude a également montré que ces filles font preuve d'une grande résilience, en particulier face à ces menaces et ces insécurités. En outre, elles continuent à espérer un avenir meilleur, à vouloir aider leur communauté et à aspirer à s'améliorer par l'éducation et un emploi valorisé. Cette étude a montré que les vulnérabilités uniques des adolescentes et leur capacité à insuffler un changement sont toutefois fréquemment ignorées. Souvent, la communauté humanitaire ne consulte pas les filles (notamment celles qui vivent en dehors des camps) au sujet de leurs besoins et de leurs expériences, et elles sont encore moins souvent mises à profit pour orienter les interventions programmatiques ou apporter des contributions à leur communauté dans son ensemble et pour déterminer la voie possible à suivre.

En outre, elles continuent à espérer un avenir meilleur, à vouloir aider leur communauté et à aspirer à s'améliorer par l'éducation et un emploi valorisé.

Ce rapport a adopté une méthodologie fondée sur les faits, féministe, axée sur les droits, multidimensionnelle et centrée sur les adolescentes en vue de mieux apprécier les multiples facettes de la crise actuelle à laquelle les adolescentes sont confrontées dans le bassin du lac Tchad. Par conséquent, ce rapport a cherché à présenter la crise du point de vue des adolescentes. Il ne visait pas à imposer les priorités du secteur humanitaire sur les adolescentes ni à fournir une présentation explicitement quantitative des expériences des adolescentes. Plutôt, il a cherché à amplifier les différentes voix des adolescentes en réponse aux questions concernant les difficultés qu'elles doivent surmonter, la manière dont elles y font face et leurs espoirs pour l'avenir.

L'étude a déterminé que, malgré l'énormité des difficultés en matière de sécurité auxquelles les adolescentes sont confrontées, elles ont développé des mécanismes, des stratégies et des capacités d'adaptation pour les aider à faire face à la crise en cours et potentiellement bénéficier à la vie de leur famille et de leur communauté. Les adolescentes font preuve d'une grande résilience, de compétences entrepreneuriales, d'une détermination à travailler dur, d'un souhait d'aider les autres, d'optimisme pour l'avenir, de perspicacité et de courage – l'ensemble des compétences et des attributs qui sont essentiels pour toute société aspirant à un avenir pacifique, prospère et sûr. Il est donc essentiel, pour la sécurité et le bien-être des adolescentes vivant dans le bassin du lac Tchad, de pallier à leurs difficultés spécifiques en matière de sécurité et de répondre à leurs besoins uniques dans ce domaine, ainsi que de mettre à profit leurs capacités, leurs connaissances et leurs expériences pour orienter les politiques et les interventions programmatiques. Non seulement cela permettra d'améliorer l'efficacité de ces programmes en répondant aux besoins des adolescentes, mais les filles seront également mieux positionnées pour contribuer à améliorer l'avenir de leur famille et de leur communauté.

Les recommandations qui suivent répondent à la nécessité de s'attaquer aux vulnérabilités des adolescentes et de reconnaître et d'utiliser les capacités et l'autonomie qu'elles possèdent. Les recommandations visent à souligner les priorités identifiées par les filles et à incorporer leurs propositions en matière de changement.

3.2 RECOMMANDATIONS

Selon ces constats, les recommandations suivantes sont proposées :

INCLUSION

Promouvoir et mobiliser les efforts pour encourager la participation systématique des adolescentes à toutes les prises de décisions qui touchent leur vie afin de s'assurer que leurs besoins divers et leurs droits humains fondamentaux sont pris en compte, en reconnaissant que les adolescentes ne constituent pas un groupe homogène, mais que leurs expériences, leurs compétences, leurs espoirs et leurs besoins diffèrent :

- Investir dans des programmes spécifiques ciblant les besoins uniques des adolescentes et les exécuter, à l'aide de modèles de soutien intégrés (par exemple, ceux relatifs à la protection, l'éducation, la santé sexuelle et reproductive, l'autonomisation économique) pour surmonter les difficultés souvent complexes qui touchent les adolescentes.
- Tout doit être mis en œuvre pour intégrer les opinions des adolescentes afin d'orienter les processus d'élaboration, de mise en œuvre et d'évaluation des programmes ;
 - Mener des analyses de genre et des relations de pouvoir pour tous les domaines de la programmation qui incorporent les spécificités des adolescentes et tiennent compte de leurs expériences concrètes ainsi que de leurs voix et de leurs perspectives.
 - Reconnaître que le renforcement des capacités ne permet pas à lui seul aux adolescentes de participer à la conception, à la mise en œuvre et aux processus d'évaluation des programmes, de supprimer les barrières structurelles à la participation et d'intégrer des interventions dans les programmes qui s'attaquent aux normes patriarcales et aux relations traditionnelles de « pouvoir dominant » entre les générations qui limitent et excluent les jeunes – femmes et hommes.
 - S'assurer que les programmes répondent aux besoins des adolescentes déplacées les plus vulnérables, y compris les filles handicapées, celles qui souffrent de maladies graves, les filles enceintes, les mères, les mineures non accompagnées, les adolescentes divorcées et les filles mariées.
 - Veiller à ce que les adolescentes puissent accéder à des mécanismes de redevabilité.
 - Ne pas perdre de vue que les méthodes de consultation peuvent varier selon la tranche d'âges des adolescentes ou en fonction d'autres caractéristiques croisées telles qu'une mobilité limitée et la situation maritale – et donc s'assurer que celles dont la liberté de mouvement est limitée, par exemple, sont couvertes pour garantir la prise en compte de leurs préoccupations spécifiques.
- S'assurer que les interventions humanitaires établissent des cibles claires et comprennent des indicateurs spécifiques dans les cadres de suivi et d'évaluation des programmes afin d'évaluer leurs résultats relativement aux adolescentes.
- Intégrer des mécanismes dans l'ensemble des investissements pour évaluer et comprendre l'impact sur les adolescentes.
- Favoriser la participation accrue des adolescentes aux prises de décisions, y compris à toutes les étapes des interventions humanitaires, en développant les compétences de leadership des filles et en menant des initiatives de soutien dans les communautés.
- Reconnaître les compétences, les connaissances et les expériences uniques des adolescentes, et les utiliser ainsi que leur désir d'aider leur communauté dans l'élaboration de programmes plus inclusifs, plus réactifs et plus innovants.



Des filles à l'école au Niger.
(©Vincent Tremeau)

SÉCURITÉ PHYSIQUE

Améliorer les conditions de sécurité pour les adolescentes :

- Souligner auprès des autorités gouvernementales compétentes l'importance de répondre aux besoins des adolescentes en tant que groupe vulnérable particulier, en exigeant notamment une conformité aux obligations internationales en vertu du droit international relatif aux droits humains, de remédier aux préoccupations concernant le travail des enfants et d'instaurer la sécurité et la prestation d'autres services essentiels tels que l'accès à l'éducation, à des soins de santé (y compris les droits en matière de santé sexuelle et reproductive) et à des moyens de subsistance.
- Renforcer les capacités de la société civile – y compris des organisations de la société civile (OSC), des médias, des groupes de réflexion et des établissements d'enseignement – à promouvoir les besoins des adolescentes, notamment de celles qui sont les plus vulnérables, non seulement pour contribuer à répondre à leurs préoccupations en matière de sécurité, mais aussi pour les aider à réaliser leurs droits humains, y compris à accéder à l'éducation.
- Améliorer les conditions de sécurité dans les communautés, en particulier les voies que les filles empruntent régulièrement (pour se rendre à l'école ou pour collecter des aliments, de l'eau et du bois de chauffe), par exemple, en installant simplement des éclairages de rue dans certains sites et en assurant la présence visible de prestataires de services de sécurité, tels que la police, qui bénéficient de la confiance des membres des communautés, y compris des filles elles-mêmes.
- Soutenir les pairs responsables qui aident les adolescentes en présentant les préoccupations de ces dernières aux leaders communautaires et en contribuant à la résolution des conflits, et promouvoir l'élaboration de programmes pour les pairs responsables s'il n'y en a pas.
- Introduire ou étendre des programmes qui visent à promouvoir l'égalité des sexes et à réduire la violence basée sur le genre et le harcèlement sexuel, y compris des programmes ciblant spécifiquement les garçons adolescents compte tenu des niveaux élevés d'actes de harcèlement qui sont signalés, ainsi que des programmes visant à atténuer les facteurs de stress qui découlent souvent d'une dégradation économique pouvant avoir un lien de cause à effet avec la violence domestique.
- Compte tenu de l'impact que la séparation des familles peut avoir sur le bien-être et la sécurité, notamment parmi les adolescentes déplacées, s'assurer que tous les programmes



Des filles jouent dans un espace adapté aux enfants construit par Plan International dans le camp de Minawao au Cameroun.

(©Plan International)

sont menés en collaboration avec les familles et les mineurs non accompagnés pour minimiser ces risques.

- Apporter des financements complémentaires pour mener des programmes de protection spécialisés en faveur des adolescentes qui prévoient des « espaces sûrs » appropriés selon l'âge – reconnaissant qu'ils offrent une sécurité aux filles, un accès à un réseau social/ de pairs, un sentiment de bien-être et, par conséquent, non seulement qu'ils renforcent la résilience des filles, mais qu'ils représentent également un espace où elles peuvent bénéficier d'une éducation et de formations supplémentaires, y compris sur leurs droits en matière de santé sexuelle et reproductive, ainsi que de formations professionnelles et axées sur les compétences. S'assurer que les espaces sûrs répondent aux besoins des filles et qu'elles peuvent y accéder.
- Accorder la priorité aux financements d'initiatives axées sur les facteurs multiples et croisés des mariages d'enfants, précoces et forcés, afin de résoudre les problèmes immédiats dans ce domaine et de mettre en œuvre des mesures de prévention et d'atténuation à plus long terme.
- Prendre des mesures pour s'attaquer aux causes des rapports sexuels de survie, principalement la dégradation économique, et apporter un soutien aux filles vulnérables, à risque et traumatisées.
- Financer et exécuter des programmes à plus long terme adaptés à l'âge des bénéficiaires qui placent l'accent sur les pratiques néfastes (y compris les mécanismes d'adaptation négative auxquels les filles sont forcées de recourir) et qui visent à instaurer l'égalité des sexes de façon positive dans les environnements humanitaires.
- Mener régulièrement des audits de sécurité auprès des filles pour identifier leurs préoccupations, leur fournir des informations sur leurs conditions de sécurité et leur proposer des conseils de mesures de sécurité à prendre, par exemple, en les encourageant à se déplacer en groupe sur des voies plus sûres (pour se rendre à l'école et pour collecter de la nourriture, de l'eau et du bois de chauffe), et associer les audits de sécurité aux mesures de plaidoyer.

INSÉCURITÉ ÉCONOMIQUE

Prendre des mesures pour atténuer les effets continus de la crise économique sur les adolescentes, ainsi que des crises alimentaires et problèmes d'insuffisance d'eau qui en découlent :

- Exécuter et soutenir des programmes visant à distribuer de l'eau potable aux communautés, afin de réduire les distances à parcourir pour collecter de l'eau, dont les adolescentes sont souvent responsables.
- Exécuter et soutenir des programmes visant à distribuer des aliments aux familles et aux communautés et à leur permettre d'accéder à des sources d'aliments durables, particulièrement pour alléger le fardeau imposé aux adolescentes afin de subvenir aux besoins de leurs familles, qui entraîne souvent l'abandon de la scolarité, des mariages d'enfants, précoces et forcés et des rapports sexuels de survie.
- S'assurer que les programmes de distribution d'aliments ciblent spécifiquement les besoins des adolescentes, notamment des filles enceintes et de celles qui ne sont pas accompagnées ou qui ne vivent pas avec leur famille proche – en veillant à ce qu'elles bénéficient d'un accès adéquat à des aliments et que les programmes de distribution d'aliments tiennent compte de leur sécurité (relativement à l'emplacement des points de collecte et aux heures de collecte).
- Exécuter et soutenir des programmes qui offrent de plus grandes opportunités de subsistance et économiques pour les filles plus âgées et leur famille, réduisant ainsi la nécessité pour les filles de travailler dans des secteurs informels et non réglementés, qu'elles se marient tôt dans leur vie ou qu'elles quittent l'école prématurément – ceci est particulièrement important compte tenu de la détérioration de la situation économique suite au conflit prolongé et aux catastrophes environnementales, et de leurs incidences négatives sur les opportunités économiques ainsi que d'autres formes d'insécurité.
- Soutenir des programmes visant à combattre l'insécurité économique de manière durable – et réduire ainsi l'insécurité alimentaire ainsi que les problèmes d'accès à l'éducation et aux soins de santé – en influençant les politiques qui limitent les opportunités économiques et de subsistance et en finançant des programmes de développement des compétences.
- Élaborer et exécuter des programmes de création de microentreprises qui ciblent les adolescentes plus âgées et prévoient l'octroi de petits prêts et le développement de leurs compétences entrepreneuriales, de façon à promouvoir l'esprit d'entreprise et la volonté des filles à suivre des études et des formations.
- Élaborer et exécuter des campagnes publiques d'information et de communication qui sensibilisent le public aux tâches ménagères et au travail non rémunéré qu'assument les adolescentes ainsi qu'aux incidences associées sur la résilience des filles et sur leur accès à l'éducation et à des emplois rémunérés, en vue de réduire le fardeau et de minimiser les risques.



Des adolescentes au Niger se racontent une blague.

(©Plan International)

SOINS DE SANTÉ

Assurer la prestation de soins de santé accessibles, abordables et appropriés qui sont sensibles au genre et répondent aux besoins spécifiques des adolescentes :

- Supprimer les obstacles aux soins de santé (coût, manque d'informations, accès limité), en s'assurant que les installations médicales sont accessibles à ceux qui en ont besoin et sont abordables, notamment en fournissant des soins de santé mobiles.
- Accorder la priorité aux financements destinés à la prestation de services de soins de santé sexuelle et reproductive abordables, accessibles et adaptés aux adolescentes en réponse au souhait exprimé par les adolescentes d'accéder à davantage d'informations, surtout de la part des OSC et des professionnels de santé, ainsi qu'à leur exposition accrue aux risques découlant des mariages d'enfants, précoces et forcés et des grossesses précoces;
- Soutenir les services de soins de santé pour qu'ils dispensent des soins et des traitements efficaces aux adolescentes enceintes et aux jeunes mères.
- Supprimer les obstacles économiques qui empêchent aux filles d'accéder aux produits d'hygiène menstruelle, afin qu'elles puissent continuer à participer aux activités quotidiennes, y compris aller à l'école, et veiller à ce que les produits d'hygiène menstruelle soient adaptés au contexte local.

ÉDUCATION

Faciliter l'accès à une éducation – notamment dans le secondaire – qui répond aux besoins spécifiques des adolescentes, en particulier celles qui sont déplacées, et proposer d'autres programmes d'éducation et de formations qui répondent à leurs besoins de sécurité complexes :

- S'assurer que celles-ci ont accès à l'éducation, notamment au-delà du primaire, que ce soit par le biais de programmes d'enseignement secondaire ou de formation professionnelle, y compris par les mesures suivantes :
 - Ajuster les interventions humanitaires, afin d'instaurer un environnement permettant aux filles de saisir les opportunités d'éducation qui s'offrent à elles.
 - Trouver des moyens permettant d'assumer les coûts associés (frais de scolarité, transport vers et de retour de l'école, cahiers et livres scolaires, uniformes).
 - S'attaquer aux problèmes de sécurité qui entravent l'éducation, notamment en établissant des écoles dans des zones plus sûres qui ne nécessitent pas de parcourir de longues distances ou de traverser des zones dangereuses, ou sous forme d'installations mobiles.
 - Accorder la priorité aux programmes de formation du personnel enseignant, y compris des enseignantes qui apportent un système de soutien aux adolescentes.
 - Veiller à ce que les filles puissent accéder à des installations sanitaires adéquates, en particulier pour assurer leur intimité et leur sécurité.
 - Répondre à la demande de formations professionnelles des filles, et s'assurer qu'elles sont élaborées en fonction des besoins articulés des filles.
- Soutenir l'exécution de programmes d'éducation pour les communautés déplacées, y compris de programmes accélérés et de programmes de préparation à l'école pour ceux qui n'y sont jamais allés.
- Exécuter des programmes destinés aux adolescentes – notamment celles qui ont un accès limité à l'économie formelle – qui visent à augmenter les possibilités de subsistance et fournissent aux filles les moyens de subvenir à leurs besoins futurs ainsi qu'à ceux de leur famille, ce qui peut contribuer à atténuer les risques de sécurité.
- Exécuter des programmes qui visent à augmenter les possibilités de subsistance pour les membres de la famille des adolescentes, qui reconnaissent que la sécurité des adolescentes (en matière de bien-être, d'alimentation et de nutrition, d'accès à l'éducation, de sécurité physique et de risque de mariages d'enfants, précoces et forcés) dépend souvent de la sécurité économique de leur foyer.



Adolescentes sur le chemin de l'école au Niger.

(©Vincent Tremeau)

SENSIBILISATION ET PLAIDOYER

Promouvoir un enrichissement des connaissances et un changement des attitudes et des comportements dans les communautés et les entités responsables relativement aux droits des filles, y compris leur accès à l'éducation, leur liberté de mouvement et les questions liées au mariage :

- S'assurer que les voix des filles orientent les initiatives de sensibilisation et de plaidoyer.
- Promouvoir la prise en compte des questions de genre et de l'âge dans l'ensemble des politiques et des campagnes, notamment par l'établissement de cibles concernant les résultats relativement aux adolescentes.
- Exécuter des programmes qui visent à prévenir la violence basée sur le genre, y compris des activités de sensibilisation auprès des communautés concernant la violence basée sur le genre et les droits des femmes et des filles, par exemple, le droit à l'éducation.
- Sensibiliser les communautés sur l'importance de l'accès des filles à l'éducation, pour leur propre bien-être ainsi que pour leur prospérité et leur sécurité futures et celles de leur famille et de leur communauté.
- Plaider auprès des gouvernements et d'autres entités responsables concernant l'importance de l'accès des filles à l'éducation pour aider à instaurer un environnement permettant aux filles de saisir les opportunités d'éducation qui s'offrent à elles.
- Compte tenu de la fréquence élevée des mariages d'enfants, des mariages précoces et des mariages forcés ainsi que des taux élevés de mortalité maternelle y associés, soutenir des programmes qui informent les communautés sur les risques liés aux mariages d'enfants, précoces et forcés et aux grossesses précoces tout en s'attaquant aux risques qui amènent les familles et les communautés à estimer que les mariages d'enfants, précoces et forcés sont une option viable.
- Mettre à profit les services d'éducation pour sensibiliser les garçons sur les questions liées au genre, y compris sur la violence infligée aux femmes et aux filles, l'égalité des sexes et les droits des femmes et des filles, dont celui à l'éducation.
- Exécuter des programmes de sensibilisation aux droits en matière de santé sexuelle et reproductive.
- S'assurer que les adolescentes sont conscientes de l'existence de programmes et d'installations de soutien psychologique et psychosocial qui sont à leur disposition et qui pourraient les aider à surmonter le traumatisme de la crise.

NOTES DE FIN

- 1 UNFPA (2017) Demographic Dynamics and the Crisis of Countries around Lake Chad, UNFPA. <http://wcaro.unfpa.org/en/publications/demographic-dynamics-and-crisis-countries-around-lake-chad>.
- 2 OCHA (2018) "Lake Chad Basin: Crisis Overview" 26 March. https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Lac%20Chad%20Snapshot_26%20March%202018%283%29.pdf; UNOCHA (2018) "Nigeria: Humanitarian Response Plan (January – December 2018)". <https://reliefweb.int/report/nigeria/nigeria-humanitarian-response-plan-january-december-2018>; USAID (2018) "Lake Chad Basin – Complex Emergency", Fact Sheet #13, 03 May. https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/1866/lake_chad_ce_fs13_05-03-2018.pdf
- 3 Vivekananda, J. and Rüttinger, L. (2017) 'Climate Change, Conflict and Crisis in Lake Chad', FriEnt. <https://www.frirent.de/news/details/news/climate-change-conflict-and-crisis-in-lake-chad/>.
- 4 International Organization for Migration (IOM) (2016) Within and Beyond Borders: Tracking Displacement in the Lake Chad Basin. Dakar: IOM, Regional Office for West and Central Africa. https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/ACFrOgBU0gkxXXGfgRHtofEzp-FavjVI-Qs63D3uCDpV446-slmSXm4tY1f2oGjB3dqXM7vfzihotin0UMoY_yxcXUkjtGFMi3XZGndBDYaVTQ3_pZKBD72X83huqs%3D.pdf
- 5 UNHCR (2017) "A call for action: SGBV in the Lake Chad Basin crisis" <https://data2.unhcr.org/en/documents/download/58965>;
- 6 Amnesty International (2018) "They Betrayed Us": Women Who Survived Boko Haram Raped, Starved and Detained in Nigeria'. London: Amnesty International. <https://www.amnesty.org/download/Documents/AFR4494152018ENGLISH.PDF>.
- 7 International Crisis Group (ICG) (2017) 'Watchmen of Lake Chad: Vigilante Groups Fighting Boko Haram', Report No. 244. Brussels: ICG. <https://www.crisisgroup.org/africa/west-africa/nigeria/244-watchmen-lake-chad-vigilante-groups-fighting-boko-haram>; International Organization for Migration (IOM) (2016) Within and Beyond Borders: Tracking Displacement in the Lake Chad Basin. Dakar: IOM, Regional Office for West and Central Africa. https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/ACFrOgBU0gkxXXGfgRHtofEzp-FavjVI-Qs63D3uCDpV446-slmSXm4tY1f2oGjB3dqXM7vfzihotin0UMoY_yxcXUkjtGFMi3XZGndBDYaVTQ3_pZKBD72X83huqs%3D.pdf
- 8 International Organization for Migration (IOM) (2016) Within and Beyond Borders: Tracking Displacement in the Lake Chad Basin. Dakar: IOM, Regional Office for West and Central Africa. https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/ACFrOgBU0gkxXXGfgRHtofEzp-FavjVI-Qs63D3uCDpV446-slmSXm4tY1f2oGjB3dqXM7vfzihotin0UMoY_yxcXUkjtGFMi3XZGndBDYaVTQ3_pZKBD72X83huqs%3D.pdf
- 9 International Organization for Migration (IOM) (2016) Within and Beyond Borders: Tracking Displacement in the Lake Chad Basin. Dakar: IOM, Regional Office for West and Central Africa. https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/ACFrOgBU0gkxXXGfgRHtofEzp-FavjVI-Qs63D3uCDpV446-slmSXm4tY1f2oGjB3dqXM7vfzihotin0UMoY_yxcXUkjtGFMi3XZGndBDYaVTQ3_pZKBD72X83huqs%3D.pdf
- 10 UNOCHA (2018) Humanitarian Needs and Requirements Overview: Lake Chad Basin Emergency. https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/LCB_HNRO_21022018_EN_Final.pdf.
- 11 UNOCHA (2017) "Nigeria: Humanitarian Response Plan", https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/2018_hrp_v5.4.pdf.
- 12 UNOCHA (2018) 'Niger: Reversing the Trend'. https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/NER-Brochure_Hum-201806.pdf.
- 13 World Food Program (WFP) (2018) 'WFP Niger Country Brief, June 2018. <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/WFP%20NIGER%20COUNTRY%20BRIEF%20JUNE%202018.pdf>.
- 14 World Food Program (WFP) (2018) 'WFP Niger Country Brief, June 2018. <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/WFP%20NIGER%20COUNTRY%20BRIEF%20JUNE%202018.pdf>.
- 15 World Food Program (WFP) (2018) 'WFP Niger Country Brief, June 2018. <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/WFP%20NIGER%20COUNTRY%20BRIEF%20JUNE%202018.pdf>.
- 16 World Food Program (WFP) (2018) 'WFP Niger Country Brief, June 2018. <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/WFP%20NIGER%20COUNTRY%20BRIEF%20JUNE%202018.pdf>.
- 17 UNOCHA (2018) Nigeria – Humanitarian Needs Overview https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/13022018_ocha_humanitarian_needs_overview.pdf
- 18 USAID (2018) Lake Chad Basin – Complex Emergency Fact Sheet https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/1866/lake_chad_ce_fs13_05-03-2018.pdf
- 19 Voir, par exemple, Mazurana, Dyan, Prisca Benelli, Huma Gupta and Peter Walker. 2011. "Sex and age matter: improving humanitarian response in emergencies." Feinstein International Center, Tufts University. https://www.careemergencytoolkit.org/wp-content/uploads/2017/03/24_1_7.pdf

- 20 Par exemple, le rapport 2018 Humanitarian Needs Overview sur le Soudan du Sud présente des données ventilées par sexe dans son analyse sectorielle, bien que ces données regroupent souvent les femmes et les enfants. UNOCHA, "Humanitarian Needs Overview: South Sudan."
- 21 Voir UNOCHA. "Gender Equality Programming". Viewed 20 April 2018. <https://www.unocha.org/themes/gender-equality-programming>
- 22 Voir, par exemple, United Nations Population Fund (UNFPA) Regional Syria Response Hub. 2015. "Women and Girls Safe Spaces: A guidance note based on lessons learnt from the Syria crisis." UNFPA Regional Syria Response Hub. <https://www.unfpa.org/sites/default/files/resource-pdf/woman%20space%20E.pdf>; Lehmann, Heidi, Aisha Bain and Eesha Pandit. 2014. "Are We Listening? Acting on Our Commitments to Women and Girls Affected by the Syrian Conflict" International Rescue Committee. <https://www.rescue.org/sites/default/files/document/1144/ircwomeninsyriareportweb.pdf>; Kirk, Jackie. 2006. "Education in Emergencies: The Gender Implications. Advocacy Brief." UNESCO Bangkok; Oxfam. 2017 "Institutionalizing Gender in Emergencies: Final Evaluation Report." <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/institutionalizing-gender-in-emergencies-final-evaluation-report-620284>;
- 23 Finnegan, Leah. 2013. *After Yolanda: What Children Think, Need and Recommend*. Plan International, Save the Children, World Vision and UNICEF; Caparros, Martin, Laura Laski and Saskia Schellekens. 2008. "Generation of Change, Young People and Culture." UNFPA; Ekehaug, Vidar and Chernor Bah. 2006. "Will You Listen? Machel Study 10-year strategic review." UNICEF. https://www.unicef.org/adolescence/files/Will_You_Listen_eng.pdf; UNHCR. 2016. "Missing out, Refugee Education in Crisis." <http://www.unhcr.org/57d9d01d0>; UNHCR, Norwegian Refugee Council and Save the Children Norway. 1999. "Protection on Children and Adolescents in complex emergencies: Conference Report." <http://www.unhcr.org/3ae690200.pdf>.
- 24 UNICEF provides statistics for the estimated percentage and/or number of children displaced by conflict and crisis. For example, See UNICEF Data. "Refugees and internally displaced persons." Viewed 24 April 2018. <https://data.unicef.org/topic/child-migration-and-displacement/displacement/>
- 25 UNHCR. 2017. "Figures at a Glance." Viewed 24 April 2018. <http://www.unhcr.org/en-au/figures-at-a-glance.html>; See also UNICEF. 2018. "Children on the Move: Key Facts and Figures." New York: UNICEF. <https://data.unicef.org/wp-content/uploads/2018/02/Data-brief-children-on-the-move-key-facts-and-figures-1.pdf>
- 26 Les rapports commandités ou publiés par la Commission des femmes pour les réfugiés comprennent : Paik, Kathryn. 2014. "Displaced adolescent girls initiative reports: Strong Girls, Powerful Women: Programme Planning and Design for Adolescent Girls in Humanitarian Settings." Women's Refugee Commission (WRC); Lowicki-Zucca, Jane. 2013. "Scattered Dreams, Broken Promises: An Assessment of the Links between Girls' Empowerment and Gender-based violence in the Kyaka II Refugee Settlement, Uganda." WRC; Paik, Kathryn. 2012. "The Path to Hope: Congolese Refugee Adolescent Girls in Nyamgusu Refugee Camp, Tanzania" WRC; Schulte, Jennifer, and Zehra Rizvi. 2012. "In Search of Safety and Solutions: Somali Refugee Adolescent Girls at Sheder and Aw Barre Camps, Ethiopia." WRC; Schlecht, Jennifer. 2016. "A Girl No More: The Changing Norms of Child Marriage in Conflict." WRC; Schlecht, Jennifer, Elizabeth Rowley and Juliet Babirye. 2013. "Early Relationships & Marriage in Conflict and Post-conflict settings: Vulnerability of Youth in Uganda." WRC; WRC Factsheet. 2012. "Working to Prevent and Respond to Child Marriage Practices in Conflict and Displacement."
- 27 Austrian, Karen and Dennitah Ghati. 2010. "Girl-Centered Program Design: A Toolkit to Develop, Strengthen & Expand Adolescent Girls Programs." Population Council; Lloyd, Cynthia B. 2009. "New Lessons: The Power of Educating Adolescent Girls – A girls Count Report on Adolescent Girls." Population Council; Austrian, Karen. 2011. "Expanding safe spaces, financial education, and savings for adolescent girls in Kenya." Population Council, Transitions to adulthood Brief no. 29; Lloyd, Cynthia B. 2012. "Priorities for Adolescent Girls' Education." Population Council; Engebretsen, Sarah. 2012. "Using Data to See and Select the Most Vulnerable Adolescent Girls." Population Council; Catino, Jennifer. 2012. "The Health of Vulnerable Adolescent Girls: A Strategic Investment for Double Return." Population Council; Austrian, Karen. 2012. "Girls' Leadership and Mentoring" Population Council; Bruce, Judith. 2012. "Violence Against Adolescent Girls: A Fundamental Challenge to Meaningful Equality." Population Council.
- 28 Williamson, Nancy. 2013. "Motherhood in Childhood: Facing the challenge of adolescent pregnancy." UNFPA State of the World Population 2013; Loaiza, Edilberto and Sylvia Wong. 2012. "Marrying too young: End child marriage." UNFPA; Blum, Robert W. and William H. Gates Sr. 2015. "Girlhood, Not Motherhood: Preventing Adolescent Pregnancy." UNFPA 2015.
- 29 UNFPA. 2016. "Adolescent Girls in Disaster & Conflict." https://www.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/UNFPA-Adolescent_Girls_in_Disaster_Conflict-Web.pdf
- 30 See the IRC's website at <http://gbvresponders.org/adolescent-girls/> and the website of the CPC Network at <http://www.cpcnetwork.org/resource/compass/>.
- 31 ODI (2018) Adolescent Girls: Global Evidence (GAGE). <https://www.gage.odi.org/>.
- 32 ODI (2018) Violence Against Women and Girls and Resilience: Links, Impacts and Perspectives from the Chadian Context. <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/resource-documents/12011.pdf>.
- 33 Plan International and UKAID. 2011. "Weathering the Storm: Adolescent Girls and Climate Change."; Travers, K, M. Ranganath and A Livesey. 2013. "Adolescent Girls' Views on Safety in Cities: Findings from the Because I am a Girl: Urban Program Study in Cairo, Delhi, Hanoi, Kampala and Lima". Plan International, WICI and UN-HABITAT; Plan United Kingdom. 2014. "Ending Sexual Violence Against Adolescent Girls in Conflict." Briefing Paper; Plan International. 2014. "Adolescent sexual and reproductive health and rights in the post-2015 agenda"; Thompson, H. 2015. "A Time of Transition: Adolescents in Humanitarian Settings." Plan International; Plan International Australia. 2016. "A Right to the Night: Australian girls on safety in public places."

- 34 Voir Noble, Eva, Leora Ward, Shelby French, and Kathryn Falb. 2017. "State of the evidence: A systematic review of approaches to reduce gender-based violence and support the empowerment of adolescent girls in humanitarian settings." Trauma, Violence, & Abuse.
- 35 Ibid.
- 36 UNOCHA (2018) Humanitarian Needs and Requirements Overview: Lake Chad Basin Emergency. https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/LCB_HNRO_21022018_EN_Final.pdf.
- 37 Oxfam (2018) "Supporting Livelihoods In The Lake Chad Basin: Ways forward for conflict-affected communities in Nigeria, Niger, and Chad". <https://www.oxfam.org/en/research/supporting-livelihoods-lake-chad-basin>; UNICEF (2018) "Response to the Lake Chad Basin Crisis". https://www.unicef.org/wcaro/OSLO_LCB_Advocacy_Note_Final_Low_Res.pdf.
- 38 ICG (2016) "Nigeria: Women and the Boko Haram Insurgency". <https://www.crisisgroup.org/africa/west-africa/nigeria/nigeria-women-and-boko-haram-insurgency>; Refugees International (2017) "Nigeria's Displaced Women and Girls: Humanitarian Community at Odds, Boko Haram's Survivors Forsaken". <https://static1.squarespace.com/static/506c8ea1e4b01d9450dd53f5/t/572ce8f8f699bb5f617d2319/1462561020546/20160421+Nigeria.pdf>; Institute for Security Studies (2017) "Policy Brief – How Boko Haram specifically targets displaced people". <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/policybrief109.pdf>; UNSC (2018) "Deputy Secretary-General's Briefing to the Security Council on the Activities of Boko Haram and the Situation in the Lake Chad Basin". <https://www.un.org/sg/en/content/dsg/statement/2018-03-22/deputy-secretary-generals-briefing-security-council-activities-boko>.
- 39 USAID (2018) "Lake Chad Basin – Complex Emergency", Fact Sheet #13, 03 May. https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/1866/lake_chad_ce_fs13_05-03-2018.pdf; Oxfam (2018) "Supporting Livelihoods In The Lake Chad Basin: Ways forward for conflict-affected communities in Nigeria, Niger, and Chad". <https://www.oxfam.org/en/research/supporting-livelihoods-lake-chad-basin>.
- 40 Oxfam (2018) "Supporting Livelihoods in The Lake Chad Basin: Ways forward for conflict-affected communities in Nigeria, Niger, and Chad". <https://www.oxfam.org/en/research/supporting-livelihoods-lake-chad-basin>.
- 41 UNEP (2018) "The tale of a disappearing lake", 28 February. <https://www.unenvironment.org/news-and-stories/story/tale-disappearing-lake>.
- 42 UNHCR (2017) "A call for action: SGBV in the Lake Chad Basin crisis" <https://data2.unhcr.org/en/documents/download/58965>; Oxfam (2018) "Supporting Livelihoods In The Lake Chad Basin: Ways forward for conflict-affected communities in Nigeria, Niger, and Chad". <https://www.oxfam.org/en/research/supporting-livelihoods-lake-chad-basin>; Care (2018) Gender & GBV Assessments (Borno). <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/nigeria/document/care-gender-gbv-assessments-borno-january-2018-0>.
- 43 Refugees International (2017) "Nigeria's Displaced Women and Girls: Humanitarian Community at Odds, Boko Haram's Survivors Forsaken". <https://static1.squarespace.com/static/506c8ea1e4b01d9450dd53f5/t/572ce8f8f699bb5f617d2319/1462561020546/20160421+Nigeria.pdf>; UNHCR (2017) "A call for action: SGBV in the Lake Chad Basin crisis" <https://data2.unhcr.org/en/documents/download/58965>.
- 44 Lake Chad Basin: Crisis Overview" 26 March. https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Lac%20Chad%20Snapshot_26%20March%202018%283%29.pdf; UNOCHA (2018) "Nigeria: Humanitarian Response Plan (January – December 2018)". <https://reliefweb.int/report/nigeria/nigeria-humanitarian-response-plan-january-december-2018>; USAID (2018) "Lake Chad Basin – Complex Emergency", Fact Sheet #13, 03 May. https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/1866/lake_chad_ce_fs13_05-03-2018.pdf.
- 45 UNICEF (2017) State of the World's Children Report. <https://www.unicef.org/sowc2017/>; UNICEF (2018) "Response to the Lake Chad Basin Crisis". https://www.unicef.org/wcaro/OSLO_LCB_Advocacy_Note_Final_Low_Res.pdf; OCHA (2018) "Lake Chad Basin: Crisis Overview" 26 March. https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Lac%20Chad%20Snapshot_26%20March%202018%283%29.pdf; UNOCHA (2018) "Nigeria: Humanitarian Response Plan (January – December 2018)". <https://reliefweb.int/report/nigeria/nigeria-humanitarian-response-plan-january-december-2018>; USAID (2018) "Lake Chad Basin – Complex Emergency", Fact Sheet #13, 03 May. https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/1866/lake_chad_ce_fs13_05-03-2018.pdf.
- 46 Care (2018) Gender & GBV Assessments (Borno). <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/nigeria/document/care-gender-gbv-assessments-borno-january-2018-0>.
- 47 UNFPA (2016) "Adolescent Girls in Disaster & Conflict: Interventions for Improving Access to Sexual and Reproductive Health Services". https://www.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/UNFPA-Adolescent_Girls_in_Disaster_Conflict-Web.pdf.
- 48 For UN designations of crisis contexts see World Health Organisation, "What are the different emergency situations?" Viewed 24 April 2018. <https://extranet.who.int/emt/faq/what-are-different-emergency-situations>.
- 49 Voir, par exemple, Kirk, Jackie. 2006. "Education in Emergencies: The Gender Implications. Advocacy Brief." UNESCO Bangkok.
- 50 Voir, par exemple, UNHCR, Norwegian Refugee Council and Save the Children Norway. 1999. "Protection on Children and Adolescents in complex emergencies: Conference Report." <http://www.unhcr.org/3ae690200.pdf>.
- 51 Voir, par exemple, UNFPA. 2016. "Adolescent Girls in Disaster & Conflict." https://www.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/UNFPA-Adolescent_Girls_in_Disaster_Conflict-Web.pdf.

- 52 FAO, 2017. Forced Migration and Protracted Crisis; A Multi Layered Approach <http://www.fao.org/3/a-i7880e.pdf>
- 53 The World Bank (2018) Forcibly Displaced : Toward a Development Approach Supporting Refugees, the Internally Displaced, and Their Hosts. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/25016>
- 54 UNICEF (2017) State of the World's Children Report. <https://www.unicef.org/sowc2017/>.
- 55 UNICEF (2017) State of the World's Children Report. <https://www.unicef.org/sowc2017/>.
- 56 UNFPA (2017) Demographic Dynamics and the Crisis of Countries around Lake Chad, UNFPA. <http://wcaro.unfpa.org/en/publications/demographic-dynamics-and-crisis-countries-around-lake-chad>.
- 57 The Government of Nigeria, 2013 'Nigerian Demographic and Health Survey'
- 58 UNFPA (2017) Demographic Dynamics and the Crisis of Countries around Lake Chad, UNFPA. <http://wcaro.unfpa.org/en/publications/demographic-dynamics-and-crisis-countries-around-lake-chad>.

Une adolescente nigérienne.
(©Vincent Tremeau)





Acknowledgements

Le présent rapport a été rédigé par Hannah Jay et Eleanor Gordon. Il a été commandité par le Programme du lac Tchad de Plan International et mené en partenariat avec le Centre de recherche sur le genre, la paix et la sécurité de l'Université de Monash (Monash GPS).

Tout d'abord, les auteures souhaitent adresser leurs remerciements aux filles et garçons adolescents, à leurs parents et tuteurs, aux dirigeants communautaires et aux ONG partenaires qui ont participé à cette étude. Nous adressons également notre gratitude aux comités éthiques dans chacun des pays qui ont accepté de participer à l'initiative de recherche et qui ont rendu possible la conduite de l'étude dans leur pays respectif.

Les auteures sont reconnaissantes envers les partenaires et les partisans suivants : Plan International Cameroun, Plan International Niger, Plan International Nigeria, le Programme du lac Tchad de Plan International, le bureau régional de Plan International en Afrique de l'Ouest et en Afrique Centrale et le siège de Plan International pour avoir organisé l'étude ainsi que pour leur soutien dans la collecte et l'analyse des données et dans la validation des résultats. En outre, nous souhaitons remercier Plan International France, Plan International Allemagne, Plan International Irlande et Irish Aid pour leurs contributions financières. Nous remercions enfin Sophie Tanner et Plan International Australie pour avoir géré le processus ainsi que Monash GPS pour son expertise.

Photo de couverture: ©Vincent Tremeau

Mise en page: Out of the Blue Creative Communication Solutions – www.outoftheblue.co.za

Éditeur: Sarah Lothian

Aucune photo n'a été prise au cours de cette recherche. Les filles présentées dans les images du rapport ne sont pas les mêmes que celles qui ont participé à la recherche. Les noms de certaines filles en images ont été modifiés pour protéger leur identité.

Plan International au lac Tchad

Le programme du lac Tchad est une initiative conjointe des bureaux pays de Plan International Cameroun, Niger et Nigeria ainsi que du bureau régional en Afrique de l'Ouest et en Afrique Centrale. Le programme a été établi en 2016 afin de répondre à la crise dans le bassin du lac Tchad par le biais d'une approche de programme intégrée et régionale, qui s'étendra au Tchad, en tenant compte de la dimension régionale de la crise et de son interdépendance tout en assurant l'établissement de programmes adaptés aux différents pays, qui couvriront également le Tchad. Notre travail met l'accent sur les secteurs de l'éducation dans les situations d'urgence, de la protection (protection des enfants et contre la violence basée sur le genre) et les moyens de subsistance afin de promouvoir la protection et l'autonomisation économique des jeunes. Nous visons à analyser et comprendre les besoins uniques des filles et les risques auxquelles elles sont confrontées, et à y répondre. Notre objectif est également de travailler avec les filles elles-mêmes et leurs communautés pour éliminer les causes profondes des inégalités entre les sexes et promouvoir les droits des filles dans la région du lac Tchad.

À propos de Plan International

Plan International s'efforce de promouvoir les droits des enfants et l'égalité des filles partout dans le monde. Nous reconnaissons le pouvoir et le potentiel de chaque enfant. La pauvreté, la violence, l'exclusion et la discrimination entravent cependant ceux-ci. Et les filles sont les plus touchées. Plan International travaille aux côtés des enfants, des jeunes, des militants et des partenaires pour lutter contre les causes profondes de la discrimination à laquelle sont confrontés les filles et les enfants vulnérables. Nous soutenons les droits des enfants, de leur naissance jusqu'à l'âge adulte, et leur permettons de se préparer aux crises et à l'adversité et d'y faire face. Nous suscitons des changements dans la pratique et en politique, tant aux niveaux mondial et national que local en mettant à profit notre assise, notre expérience et nos connaissances. Depuis plus de 80 ans, l'organisation forge des partenariats solides en faveur des enfants ; elle est aujourd'hui présente dans plus de 75 pays.

Plan International

Siège international

Dukes Court, Duke Street, Woking,
Surrey GU21 5BH, Royaume-Un

Tel: +44 (0) 1483 755155

Fax: +44 (0) 1483 756505

E-mail: info@plan-international.org

plan-international.org

Published in 2018. Text © Plan International

-  facebook.com/planinternational
-  twitter.com/planglobal
-  instagram.com/planinternational
-  linkedin.com/company/plan-international
-  youtube.com/user/planinternationaltv